

Des Sociétés de Capitaux aux États-Unis et leur Importance économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 3 Décembre 1923, à 14 heures

PAR

Fernand BRAUN

Président: M. WAHL.

Suffragants } M. HÉMARD, Professeur;
 } M. LÉVY-ULLMANN, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1923

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

Des Sociétés de Capitaux aux États-Unis et leur Importance économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 3 Décembre 1923, à 14 heures

PAR

Fernand BRAUN

Président : M. WAHL.

Suffragants } M. HÉMARD, Professeur ;
 } M. LÉVY-ULLMANN, Professeur.

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1923

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**



AVANT-PROPOS

Le développement de nos relations avec les Etats-Unis, et plus particulièrement de nos relations économiques, nous fait un devoir, en France, de connaître d'aussi près que possible les institutions, les ressources, les mœurs de la grande République à laquelle nous rattachent tant de liens de sympathie commune et sans cesse renouvelée. L'histoire a enregistré le récit de cette collaboration magnifique à travers les siècles en faveur de la liberté et la patrie de Washington aurait menti à ses traditions si elle n'était venue prendre part à la lutte décisive que le Droit a soutenu contre la force déchaînée.

A quelque chose malheur est bon, dit le proverbe. L'arrivée des légions américaines en France, l'inappréciable concours de cette jeunesse vaillante et enthousiaste n'ont pas seulement permis de triompher sur le champ de bataille d'un ennemi d'autant plus redoutable qu'il était sans scrupules, mais la compénétration de nos deux nations en a été singulièrement favorisée. La guerre en nous obligeant temporairement à mettre nos ressources en commun, nous a permis de nous mieux étudier et de nous mieux connaître les uns les autres. D'autre part,

l'Amérique, à l'aise jusqu'ici dans ses vastes et riches territoires et ayant atteint une prospérité inouïe par une politique de splendide isolement, fruit d'un protectionnisme excessif, sent inconsciemment la nécessité de se rapprocher du Vieux Monde. Le fait que l'Europe, jadis créancière de l'univers est aujourd'hui débitrice de l'Amérique, amènera celle-ci, en dépit de ses traditions et de ses doctrines, à prendre une part de plus en plus grande à la vie économique européenne.

Le but de cet ouvrage est de faire un peu mieux connaître en France les Sociétés de capitaux en Amérique, leur constitution, leur organisation et leur importance économique.

Nous ne nous flattons nullement d'épuiser une matière si vaste qu'elle pourrait à peine être traitée en plusieurs volumes.

L'étude d'une question quelconque aux Etats-Unis se complique, en effet, de la multiplicité des lois qui y sont en vigueur, chaque Etat ayant une autonomie quasi-complète en matière de législation intérieure.

Mais notre but sera atteint si, de notre incursion dans ce domaine touffu, nous dégageons les traits essentiels des Sociétés d'Outre-Atlantique de telle façon, qu'en France, on se familiarise avec ces « Corporations » qui ont transformé économiquement les Etats-Unis et atteignent une puissance si formidable que les fondements de l'Etat en eussent été ébranlés si le législateur n'était intervenu.

Notre étude comprendra donc trois parties :

1. — La constitution et le fonctionnement des Sociétés

de capitaux, en insistant particulièrement sur ce qui les distingue de nos Sociétés anonymes en France ;

2. — Leur importance économique et les lois qui furent votées pour combattre les excès de ces Sociétés.

3. — Dans cette partie nous avons résumé, pour chaque Etat de la République américaine, les particularités de la législation locale sur les Sociétés, les frais de constitution, les taxes, les conditions imposées aux Sociétés étrangères désireuses d'y exercer leur activité, de telle façon que chacun puisse avoir une idée claire et fidèle, quoique forcément concise, de l'ensemble des règles qui permettent aux Corporations américaines et aux Sociétés étrangères de se développer sous l'égide de la bannière étoilée.

Nous ne nous dissimulons aucunement les lacunes et les défauts de cet ouvrage, et nous serons même sincèrement reconnaissants à tous ceux de nos lecteurs qui voudraient bien nous en signaler les imperfections. Notre satisfaction cependant serait très grande si nous n'avions atteint qu'en partie même, le but que nous avons poursuivi en l'écrivant : faire œuvre de vulgarisation juridique internationale et permettre à tous ceux que le droit des pays étrangers ne laisse pas indifférents, de connaître l'anatomie des personnes morales d'Outre-Atlantique. Nous aurons servi, tout à la fois, la curiosité légitime du praticien et celle plus intéressée, mais non moins intéressante, de ceux qui ont des relations financières ou commerciales avec le libre et puissant pays de Washington et de Benjamin Franklin.

**

Avant de terminer cette introduction, il nous reste tout d'abord à adresser à notre Maître, M. Albert Wahl, l'expression de notre reconnaissance pour les conseils qu'il a bien voulu nous donner afin de mettre cet ouvrage au point.

Nous avons à cœur aussi de remercier toutes les personnes qui se sont intéressées à ce travail, et spécialement MM. B. H. Conner et H. S. Bacon, nos éminents confrères du Barreau de New-York.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGELL J. K. and AMES S. — *Law of Private Corporations* (Boston, 11^e éd.).
- GRANT JAMES. — *Practical Treatise on the Law of Corporations*, London, 1850.
- MORAWETZ V. — *Law of Private Corporations*, 2 vol., Boston, 1886.
- COOK W. W. — *Treatise on Law of Corporations* (5 vol.), Boston, 1913.
- THOMPSON T. D. — *Commentaries on the Law of Private Corporations* (8 vol., Indianapolis, 1908-1915).
- CLARK W. L. and MARSHALL W. L. — *Private Corporations*, St. Paul Minn., 1901.
- CLARK W. L. Jr. — *Handbook of the Law of Private Corporations*, St. Paul Minn., 1907.
- MACHEN A. W. Jr. — *Treatise on the Modern Law of Private Corporations* (2 vol.), Boston, 1908.
- FLETCHER W. M. — *Cyclopedia Corporations*, (8 vol.), Chicago, 1918.
- BEALE J. H. — *Law of Foreign Corporations* (Boston, 1904).
- SEARS J. H. — *Trust Estates on Business Companies* (St-Louis, 1912).

- KEENER W. A. — *Selection of cases on law of Private Corporations* (2 vol.), New-York, 1899.
- ESCARRA J. — *Les Fondations en Angleterre* (1 vol., Paris, 1907).
- J. DE WITT ANDREWS. — *A Treatise on the Jurisprudence Constitution and Laws of the United States* (1 vol. Chicago, 1900).
- WHITE F. — *White on Corporations* (1 vol., New-York, 1909).
- PARKER J. S. et SMITH J. B. R. — *The Corporation Manual* (1 vol., New-York, 22^e édit., 1921).
- MCKINNEY W. M. — *Federal Statutes Annotated* (2^e édition, 12 vol., New-York, 1918).
- CLARK W. L., MACK W., HALE W. B. — *Corpus Juris* (30 vol., New-York, 1919).
- C. HOUPIN et H. BOSVIEUX. — *Traité Général théorique et pratique des Sociétés* (3 vol., Paris, 1921).
- WAHL (Albert). — *Précis théorique et pratique de Droit commercial* (1 vol., Paris, 1922).
- COPPER ROYER. — *Traité théorique et pratique des Sociétés anonymes* (2 vol., Paris, 1919).
- E. FLOUCAUD-PÉNARDILLE. — *Les Sociétés par actions* (2 vol., Paris, 1899).
- Ch. LYON-CAEN et L. RENAULT. — *Traité de Droit Commercial*, 8 vol., Paris.
- F. ARTHUYS. — *Traité des Sociétés Commerciales*, 2 vol., Paris.
-

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I

DES CORPORATIONS EN GENERAL ET DE LEUR ORIGINE

Ce que l'on entend par le terme « CORPORATIONS »

L'étude des législations comparées offre une première difficulté à vaincre pour la recherche des termes ayant une signification identique dans deux langues étrangères. Aux Etats-Unis, les Sociétés de capitaux sont désignées sous l'appellation générique de *Corporations*, mais ce mot a une compréhension plus vaste, car il s'applique en réalité aux Sociétés anonymes aussi bien qu'aux associations n'ayant pas un but lucratif.

En fait, les premières corporations furent créées en Angleterre par les Romains plus particulièrement en vue d'entreprises charitables et d'utilité publique (1). Elles

(1) V. Pollock et Maitland *History of English Law* p. 486 et suiv.
V. Blackstone *Commentaries on the law of England*.

étaient naturellement basées sur les principes du droit de Rome et elles contribuèrent puissamment à la formation d'une notion abstraite de la personnalité morale (1). Quand les colonies anglaises d'Amérique eurent atteint un certain développement, les rois d'Angleterre et le Parlement britannique y créèrent des « Corporations », dont certaines subsistent encore, en octroyant des « chartes », à des sociétés d'intérêt public et privé. Les Corporations existaient et étaient reconnues par les lois des colonies Américaines avant la Révolution et pendant la période de l'ancienne Fédération et elles ont toujours existé aux Etats-Unis (2).

Nous sortirions du cadre de cette étude si nous nous étendions sur la question des origines des Corporations qui, d'ailleurs, relève presque uniquement de l'histoire du droit anglais et américain. Mais l'examen historique de la question permet d'expliquer pourquoi le terme « *Corporation* » comprend indistinctement toutes sortes d'associations.

Nous nous occuperons dans notre étude des « Stock Corporations », Sociétés par actions et plus particulièrement des « Business Corporations » ou sociétés à but lucratif. Nous rechercherons les caractères généraux de ces corporations car s'il y a des différences de détail, souvent sensibles, au point de vue pratique, entre les législations de

(1) V. J. Escarra, Les Fondations en Angleterre, p. 6 en note.

(2) V. J. De Witt Andrews A Treatise on the Jurisprudence, Constitution and Laws of the United States sec 421 p. 488.

chacun des Etats de la République Américaine, il existe cependant suffisamment de traits communs entre les lois sur les Sociétés de tous les Etats pour que l'on puisse en dégager une idée générale.

CHAPITRE II

DE LA CONSTITUTION DES CORPORATIONS

SECTION I

Comment on constitue les Corporations et en vertu de quels pouvoirs

Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître que les Corporations ne peuvent être constituées par la seule volonté des parties contractantes comme en cas de Sociétés de personnes (partnerships) (1). Elles ont besoin d'une autorisation des pouvoirs publics selon les formes prévues par les lois fédérales ou les lois de chaque Etat. En général, l'autorisation est réservée au Secrétaire d'Etat qui accorde une charte, dite *charter of incorporation*, après s'être assuré que toutes les prescriptions légales ont été observées. En dehors des autorisations prévues par les lois et des formes fixées par elles, il ne peut être créé de Corporations, soit par le pouvoir exécutif, soit par le pouvoir judiciaire, mais les lois peuvent, dans certains cas, déléguer certains pouvoirs d'au-

(1) V. J. De Witt Andrews op. cit. sec. 426 p. 501.

torisation, soit à des tribunaux, soit à des fonctionnaires supérieurs (1).

La Constitution des Etats-Unis n'a pas conféré explicitement au Gouvernement central, le pouvoir de créer des Corporations, mais elle a reconnu au Congrès le pouvoir de « faire toutes les lois qui seraient nécessaires ou utiles à l'exercice des pouvoirs conférés par la Constitution au Gouvernement des Etats-Unis » (Constitution, art. 1^{er}, par. 8, subd. 18). En conséquence, le Congrès peut voter par une loi la création de Sociétés, non seulement dans les pays de Territoire et le District de Columbia, mais même dans les Etats autonomes, particulièrement lorsqu'il s'agit de Sociétés de chemins de fer, de ponts, de télégraphes (2), de banques nationales, ayant pour objet de favoriser *l'interstate commerce*, le commerce entre Etats, ou le commerce avec les nations étrangères et les tribus indiennes.

Les Etats particuliers, ayant la pleine souveraineté intérieure, pourraient également créer des Sociétés de capitaux par des lois spéciales, mais cette pratique est rare. En fait, dans certains Etats (3), la Constitution s'y oppose et n'admet que la création normale de corporations remplissant les conditions prévues par les lois de l'Etat sur les

(1) V. Corpus Juris des Etats-Unis vol. XIV. V^o. Corporations p. 100, col. 2. Etat de Georgie.

(2) V. Aff. Luxton C. North River Bridge C^o 153 U. S. 525 cité au Corpus Juris. p. 97 en note.

Aff. Pensacola Tel Comp. C. Western Union Tel C^o 19 F. Cas. n^o 10960 et autres espèces citées au Corpus juris. p. 97.

(3) Etats de Californie, Delaware, Floride, Géorgie, Illinois, Kansas, New-York, etc.

Sociétés. C'est l'égalité pour tous et l'exclusion de tout privilège exorbitant qui pourrait être accordé à certaines Sociétés sous la pression du moment ou d'influences intéressées. Dans d'autres Etats, où les Chambres ont le droit de voter la création de Sociétés il est souvent prévu que les votes doivent réunir les $\frac{2}{3}$ du nombre des membres de chaque Chambre (1) ou que les projets de loi concernant la création de corporations ne peuvent être votés au plus tôt qu'à la session suivant celle où le projet a été déposé devant l'Assemblée.

*Des fondateurs ou promoteurs et des conditions
qu'ils doivent remplir*

L'initiative de la fondation des Sociétés étant laissée aux particuliers, avant d'examiner les formalités à remplir par les fondateurs, nous allons chercher quelles conditions légales les fondateurs (incorporators) doivent remplir eux-mêmes.

Ils doivent répondre à certaines conditions de nombre et de domicile. En général, les lois américaines exigent la présence d'un nombre minimum de trois fondateurs (Alaska, Arkansas, Californie, Colorado, Connecticut, Delaware, Idaho, Illinois, Kentucky, Louisiane, Maryland, Massachussets, Minnesota, Montana, Nevada, New-Jersey, New Mexico, New-York, North Dakota, Oklahoma, Oregon, Pensylvanie, South Dakota, Texas, Vermont, Virginie, Wisconsin, Wyoming). Les lois des Etats de New-

(1) V. Espèces citées au Corpus Juris. V^o Corporations p. 95, note 73).

Hampshire, Ohio, Tennessee, Utah, West Virginia prescrivent un minimum de cinq fondateurs alors que l'Etat de Washington et celui de la Caroline du Sud se contentent de deux et les Etats d'Iowa et de Pensylvanie d'un seul. La nationalité et la résidence des fondateurs n'a pas toujours retenu l'attention du législateur, pourtant les anciens textes de la loi de New-York exigeaient que les fondateurs fussent citoyens des Etats-Unis. Mais les amendements de la loi de 1892, ch. 687, modifiée par la loi de 1896, ch. 672, stipulent que l'acte constitutif de toute Société doit être établi par des individus majeurs dont deux tiers doivent être citoyens des Etats-Unis et l'un d'eux au moins résident de l'Etat de New-York. L'Etat d'Ohio exige aussi que la majorité des fondateurs soient citoyens de l'Etat ; l'Oklahoma est satisfait avec un tiers de fondateurs résidents, la Pensylvanie avec un résident, le Texas avec deux résidents et le Wisconsin, plus rigoureux, exige que trois fondateurs au moins soient citoyens de l'Etat.

Ces textes impliquent la nécessité d'écarter les personnes morales de la fondation des Corporations dans un grand nombre d'Etats. Toutefois, cette règle n'est pas générale et dans certains Etats, si les statuts de Sociétés par actions les autorisent à contribuer à la création d'autres Corporations, ces Sociétés peuvent figurer au nombre des fondateurs de ces dernières. Dans l'Etat de New-York, cela ne serait pas possible, l'art. 4 de la loi sur les Sociétés disposant que « l'acte constitutif de toute Société doit être établi par des *individus majeurs* » (1).

(1) V. White on Corporations p. 7.

Dans l'Etat d'Ohio, il a été jugé qu'en prescrivant que « tout groupement de personnes non inférieur en nombre à cinq peuvent établir des articles d'association (acte constitutif) », la loi a entendu viser des personnes physiques qui ont un intérêt réel et « actuel » dans la Société à fonder et que la présence de personnes agissant non dans leur intérêt personnel, mais dans celui de sociétés entraînait la nullité de la constitution » (1). Les mineurs ne pourraient davantage être fondateurs de sociétés; toutefois une Société ne serait pas annulable par le fait de l'existence de mineurs au nombre de ses fondateurs, mais le mineur aurait, bien entendu, le droit de répudier les engagements pris par lui avant sa majorité; toutefois, si celle-ci étant arrivée, il ne le faisait pas dans un délai raisonnable, il serait considéré comme ayant ratifié tous ses engagements et tenu de toutes les conséquences qui en résultent (2). Les femmes mariées étaient considérées par la Common Law comme frappées d'incapacité de contracter, il s'ensuit que dans les Etats où cette incapacité n'a pas été expressément levée par la loi, elles ne peuvent figurer au nombre des fondateurs d'une Corporation (3).

Il est à remarquer que les Tribunaux ne considèrent pas une Société comme nulle par le fait qu'elle aura été

(1) American Ball Bearing Co c. Adams 222 Fed 967 et autres espèces citées au Corpus Juris V^o Corporations p. 105 en notes 22 et suiv.

(2) V. Décisions citées au Corpus juris. V^o Corporations p. 638 n^o 26-31 en note.

(3) Les incapacités des femmes mariées ont été levées dans presque tous les Etats.

constituée dans l'intérêt d'une seule personne et que les autres fondateurs ne fussent que des hommes de paille (*dummies* ou *men of straw*) (1). De même, la Corporation ne cesserait pas d'exister par le fait de la concentration des actions entre les mains d'un nombre d'actionnaires inférieur à celui des fondateurs même si les actions étaient accaparées par une seule personne (2). On sait que cela est contraire à la doctrine française (3), basée sur l'art. 23 de la loi de 1867.

FORMALITÉS DE CONSTITUTION. — ARTICLES OF ASSOCIATION

Les fondateurs une fois trouvés et d'accord sur leurs projets, quelles sont les formalités qui leur sont imposées pour donner le jour à une « Corporation » ?

Les lois américaines leur imposent, avant tout, la rédaction d'un acte constitutif qui s'appelle, selon les Etats, tantôt *Articles of Association*, tantôt, *articles of incorporation*, tantôt *agreement of association* ou *certificate of incorporation*. Tous ces termes ont la même signification.

L'acte constitutif doit comprendre le nom et l'adresse de tous les souscripteurs fondateurs, la dénomination sociale, le siège social, l'objet de la Société, la durée prévue, le capital autorisé, sa division en actions, le mode de libération des actionnaires, le nombre des administrateurs.

Cet acte, on le voit, ne contient que les énonciations

(1) V. *Corpus Juris*. V° Corporations n° 84, p. 106.

(2) V. *Corpus Juris*. V° Corporations n° 84, p. 107.

(3) V. Wahl Précis de Droit Commercial n° 661. Houpin Tr. des Sociétés n° 617.

essentielles qui individualisent la Société. Il ne comprend pas tout ce qui concerne l'administration intérieure et qui fera l'objet d'un acte complémentaire appelé *By-Laws*. Les *Articles of association* et les *By-Laws* réunis constituent les statuts de la Corporation, mais les « articles » reçoivent seuls l'estampille officielle, les *by-laws* peuvent être établis soit par le Conseil d'administration, soit par l'Assemblée des actionnaires.

Les promoteurs doivent signer les *Articles* et en attester (*acknowledge*) la sincérité devant un officier ministériel qualifié pour recevoir les attestations.

Dans certains Etats (Alabama, Californie, Michigan, New-York), la loi exige en outre que les fondateurs, ou une certaine proportion d'entre eux, établissent un affidavit (déclaration sous serment) au sujet de la sincérité de la souscription du capital en totalité ou en partie. D'autres Etats prescrivent qu'avant de s'adresser à l'autorité, les fondateurs sont tenus de faire des publications de leur intention de constituer une Société, notamment dans l'Etat de Pensylvanie et le fait de ne pas avoir procédé aux publications prescrites, dans le nombre de journaux exigé par la loi, suffit pour faire rejeter la demande d'incorporation (1).

Ensuite, les fondateurs enregistrent un exemplaire original des « Articles » dans un bureau d'enregistrement du siège social ou au greffe du clerk (greffier) du comté où doit se trouver le principal établissement, puis ils

(1) V. Philadelphia Church Club 37 WKly N C (Pa) cité au Corpus Juris. V° Corporations page 144, note 43.

déposent les « articles » au bureau du Secrétaire d'Etat. Ce dernier les fait examiner et s'ils sont trouvés conformes aux lois, le Secrétaire d'Etat délivre aux promoteurs, après paiement de droits qui varient dans chaque Etat, un certificat appelé *Certificate of Incorporation* et quelquefois *Charter*. Ce certificat ou charte est enregistré à son tour et sa délivrance vaut pour la Société l'autorisation de commencer ses opérations. Si les articles d'association remplissent les conditions légales, le Secrétaire d'Etat ne peut se refuser à accorder le certificat pas plus qu'il n'a le droit de le délivrer s'il estime que l'acte d'incorporation viole une ou plusieurs dispositions de la loi. En cas de conflit la question est soumise aux Tribunaux.

SECTION II

DES BY-LAWS

Les By-Laws sont les règlements d'ordre intérieur établis pour la conduite des affaires de chaque Corporation. « Cette expression est employée pour désigner les règlements qu'une Société est autorisée à établir et qui régissent la direction de ses affaires, le contrôle de ses mandataires et préposés, et les droits et devoirs des membres de la Société entre eux et envers la Société » (1).

Généralement la Charte de la Corporation ou la loi de l'Etat sur les Sociétés contiennent des dispositions relatives à la confection des by-laws, mais même en cas de

(1) *Cheney c. Canfield* 158 Cal 342 cit. au Corp. Juris. p. 344; note 8 a.

silence, il est admis que les principes de la Common Law confèrent aux Sociétés le droit d'édicter toute réglementation utile à leur fonctionnement. « Le pouvoir d'établir
« des by-laws est inhérent à toute Corporation qu'il soit
« mentionné expressément ou non par l'autorité qui l'a
« créée. Au nombre des pouvoirs, qui sont nécessaire-
« ment et inévitablement rattachés à toute Corporation,
« tels qu'ils sont énumérés par Blackstone, se trouve le
« pouvoir d'établir des by-laws ou statuts privés pour le
« meilleur gouvernement de la Société » (1).

Les *by-laws* peuvent être adoptés, soit par les actionnaires réunis à cet effet en Assemblée générale, soit par le Conseil d'administration, cela dépend des dispositions contenues dans les articles d'Association et dans la loi de l'Etat. Mais si la charte est muette, c'est aux actionnaires qu'il appartient d'adopter les *by-laws*. Il est admis que les actionnaires peuvent conférer ce droit au Conseil d'administration (2).

Il est clair que les actionnaires ne pourraient voter l'adoption des *By-laws* avant l'octroi de la charte constitutive de la Corporation ; d'autre part, cette adoption doit intervenir dans le délai fixé par la charte ou par la loi sur les Sociétés si elle a fixé un délai dans ce but (3).

Les Sociétés sont libres d'adopter tous règlements qu'elles considèrent utiles à leur bon fonctionnement à condition que ces dispositions ne soient pas contraires

(1) Cooley sur Blackstone cité au Corpus Juris en note 88, page 352.

(2) V. Corpus Juris v^o Corporation n^{os} 446 et 447.

(3) V. Corpus Juris v^o Corporation n^o 452.

aux articles d'association, aux lois en vigueur, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Les by-laws qui ne répondraient pas à ces conditions seraient nuls, même s'ils avaient été votés par l'unanimité des actionnaires (1). Les Tribunaux ne se reconnaissent pas le droit d'intervenir dans d'autres cas, même si les dispositions adoptées n'étaient pas judicieuses et entièrement conformes aux intérêts de la Société, mais la justice s'estime en devoir d'agir, une fois saisie, quand les statuts sont absurdes (*unreasonable*) ou abusifs (*oppressive or extortionate*). Ces expressions qui paraissent un peu déplacées s'expliquent quand on se rapporte à l'origine des corporations qui avaient un caractère public et étaient créées par ordonnance souveraine. Ainsi ont été écartés comme « unreasonable » des by-laws contenant une disposition par laquelle les actionnaires qui s'intéresseraient à une autre affaire du même genre que celle de la Société seraient passibles d'une amende (2), des by-laws abandonnant aux administrateurs seuls le droit de modifier les statuts (3) ou leur laissant le pouvoir de réglementer à leur guise l'examen des livres de la Société par les actionnaires (4). De même ont été considérés comme illégales des dispositions contraires à la liberté du commerce (*restraint of*

(1) V. *Corpus Juris* v^o *Corporation* n^o 460.

(2) V. *Narcisse Butter Mfg Co. v. Demers*, 50 Que Super 6 cit. au *Corpus Juris* p. 369, n^o 46.

(3) *Alters c. Journeymen Bricklayers' Protective Association* 19 Pa Super 272 *Corpus* p. 369, 2^o col.

(4) *Min. Public v. Jessup Paper Co* Del. 77 A 16 cit. au *Corpus Juris* p. 360 col. 4 (b).

trade) (1), des dispositions qui limitent le droit des actionnaires de s'adresser à justice (2) et des dispositions qui les obligent à recourir à l'arbitrage.

La validité des dispositions des by-laws ne peut être discutée, devant les Tribunaux, que par les actionnaires de la Société (3). Il a été toutefois admis par la Cour de Pensylvanie que des personnes étrangères à une Société peuvent valablement saisir les Tribunaux de la validité d'une clause de statuts leur portant préjudice, mais c'est un cas isolé et d'une espèce particulière. Il s'agissait d'une disposition de by-laws faisant défense aux actionnaires d'une Société de vendre des marchandises, même au comptant, à toute personne étrangère ayant des dettes envers un membre de la Société (4).

(1) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 472.

(2) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 476.

(3) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 479.

(4) V. Corpus Juris v^o cit. p. 373, note 89 aff. *Arbour c. Pittsburg Produce Trade Ass.* 44 Pa Super 240.

CHAPITRE III

ENONCIATIONS DES ARTICLES OF ASSOCIATION

Il est utile de s'arrêter un peu sur les énonciations que contiennent en général les Articles of Association. On comprend facilement tout d'abord que les lois sur les Société imposent que le nom et l'adresse des promoteurs figurent sur l'acte constitutif, étant donné la responsabilité qui s'attache aux actes accomplis par ceux qui organisent la Société.

SECTION I

DE LA DÉNOMINATION SOCIALE

Quant à la dénomination sociale, la plupart des Etats exigent que le nom de la Société soit suivi des mots Corporation, Company, Society, ou de l'expression Incorporated, ou sa forme abrégée Inc^o, de façon à ce que le public sache qu'il s'agit d'une société de capitaux et qu'il ne puisse être induit en erreur, en se basant sur une appellation qui ferait croire à la responsabilité illimitée d'un commerçant tenu sur tous ses biens ou d'associés en nom col-

lectif. Dans certains Etats et notamment dans celui de New-York, il est défendu d'introduire dans la dénomination sociale certains mots déterminés comme les mots : « Bank », « Banking », « Insurance », « Assurance », « Indemnity », « Guaranty », « Savings », « Investment », à moins que les Sociétés qui adoptent ces termes dans leur dénomination sociale ne répondent aux dispositions des lois spéciales sur les Sociétés de crédit et d'assurance. Il a été même jugé à New-York (1) qu'une Société anonyme formée sous le régime de la loi générale sur les sociétés lucratives (Business Corporation Law) ne pouvait garder dans sa dénomination le nom de *Lloyds* qui, aux yeux du public, est inséparable de l'idée d'assurances.

Il est aussi fait défense aux Sociétés d'adopter une dénomination qui aurait déjà été prise par une Société du même genre ou toute appellation pouvant prêter à confusion ou à concurrence déloyale (2). Cette disposition correspond à l'article 20 de la Companies Act anglaise de 1862. Au cas où une Société transgresserait la défense sur ce point, le Secrétaire d'Etat refuserait de délivrer le certificat d'incorporation.

Il est intéressant de noter que la prohibition s'applique aussi à l'égard de Sociétés étrangères autorisées à exercer

(1) *V. Barker c. Koenig* 135 App. Div. 16 citée au Corpus Juris. V. Corporations p. 310, note 15 a.

(2) *V. Alabama L.* 1903 p. 310, § 2. — *Californie C. Civ.* § 296. *Delaware Code Révisé* (1915) § 1919. *Illinois Hurd Rev. St.* (1915-1916) c. 32. *Massachusetts St.* 1870 (C. 224 § 8). *New Jersey L.* 1896 p. 280 c. 185 § 8. *New-York General Corporation Law* § 6. *Washington loi* 1903 p. 124 c. 84.

leur activité dans un Etat donné, quoique cette règle ne soit pas générale (1). Elle a été appliquée en Pensylvanie (2).

Les lois américaines ne contiennent pas au sujet de la dénomination d'une société de capitaux la prohibition qui existe à l'art. 29 du Code de Commerce Français et l'on peut fort bien faire figurer dans la dénomination, le nom d'un associé suivi de l'expression *Incorporated*. En fait, dans un grand nombre de cas les Sociétés en nom collectif (partnership) quand elles se transforment en Sociétés anonymes se contentent d'ajouter à la raison sociale la mention *Incorporated* qui permet à chacun de connaître la nature de la Société.

SCEAU DE LA CORPORATION : « CORPORATE SEAL »

Nous ne pouvons achever ces considérations sur le nom social sans dire quelques mots du sceau de la Société. Aux Etats-Unis, chaque Corporation possède un sceau à elle propre ; certaines lois même obligent les fondateurs à donner dans les articles d'association une description du sceau ou une reproduction de son empreinte. Un jugement rendu par un tribunal d'Indiana (3) estime suffisante la déclaration dans l'acte constitutif que le sceau

(1) V. notamment Etat de Michigan cité au Corpus Juris v° Corporations p. 315 note n° 38 Etat d'Illinois op. cit. v° cit. note n° 39, contra Kansas op. cit. v° cit. en note.

(2) V. Bradley Fertilizer Co cité au Corpus Juris V° Corporation p. 316 n° 47 en note.

(3) V. Vawter c. Franklin College 53 Ind. 88 cité au Corpus Juris V° Corporation p. 136, note 81.

de la corporation sera constitué par un cercle formé par les lettres du nom social et le nom de l'Etat.

L'usage du sceau qui est très répandu n'est pas cependant obligatoire, la doctrine plus stricte qui prévalait jadis, ayant été abandonnée de nos jours (1). La doctrine ancienne était basée sur l'opinion de Blackstone, le fameux jurisconsulte anglais, qu'« une Corporation étant un corps constitué invisible ne peut manifester ses intentions par un acte personnel ou un exposé oral : en conséquence, elle n'agit et ne parle qu'au moyen de son sceau commun. Car, quoique les membres puissent exprimer leur consentement respectif à tout acte par paroles ou en signant de leurs noms, cela cependant ne lie pas la Corporation : c'est l'apposition du sceau, et cela seulement, qui réunit les divers assentiments des individus qui composent la communauté et fait de tous un seul consentement » (2).

Aujourd'hui, si l'on ne considère pas comme nécessaire à la validité des contrats l'apposition du sceau de la Société, on estime tout au moins que cette formalité est très utile et qu'elle permet d'établir, à première vue, que les accords passés par la Corporation ont été exécutés avec son autorisation (3) et les statuts prévoient souvent sur quels documents le sceau doit être apposé et il a même

(1) V. Corpus Juris V^o Corporation p. 334 n^{os} 405 et suiv. et nombreuse jurisprudence citée en note.

(2) Blackstone Commentaries p. 475 cit. au Corpus Juris vol 14 à V^o Corp. n^o 2545, p. 599, note 52.

(3) V. Commercial Security C^o c. Modesto Drug C^o (Cal. A. 184 P. 964) cit. au Corpus Juris V^o Corporation n^o 2545, note 51, p. 598.

été admis que cette formalité peut suppléer à toute autre signature. Mais il faut, bien entendu, que le sceau soit apposé par un administrateur ou un préposé ayant les pouvoirs voulus.

On est revenu aussi sur les règles de jadis qui imposaient soit une empreinte sur cire en vertu de l'adage latin : *Sigillum est cera impressa, quia cera sine impressione non est sigillum*, soit, à défaut de cire, l'impression sur une substance adhérente ; ces règles absolues sont universellement repoussées et un timbre sec à même le papier est suffisant. La loi de New-York (§ 43 de la Gen. Const. L.) est dans ce sens.

DU SIÈGE SOCIAL

Le siège social se trouve au lieu du principal établissement, le siège est désigné par le nom de la ville où il se trouve et du Comté auquel la ville appartient. On retrouve aux Etats-Unis les mêmes discussions qui divisent la doctrine et la jurisprudence en Europe au sujet du domicile social. Se trouve-t-il au lieu de l'exploitation sociale, ou à l'endroit où le Conseil tient ses réunions et d'où part l'impulsion animatrice ? En général la jurisprudence penche pour cette dernière solution (1). La question s'est

(1) Etat de Connecticut aff. Middletown Ferry C^o c. Middletown 40 Conn. 65.

Etat de Georgie aff. Dade Coal c. Haslett, 83 Ga 549.

» de Kansas aff. H. Parker Grain C^o c. Chicago R. Co 70 Kan 168

» de Massachusetts, aff. Receveur des Contributions contre Auburn Cemetery 217 Mass 286.

Etat de New-York, Western Transp. C^o c. Scheur 19 N. Y.

posée notamment au sujet des compagnies de Chemin de fer qui ont des établissements dans des Comtés différents, mais auteurs et jurisprudence sont d'accord pour décider qu'il faut s'en rapporter au siège indiqué dans les statuts (1).

Toutefois, les Compagnies de Chemin de fer dont le réseau traverse plusieurs Etats, sont considérées comme constituant des corporations distinctes dans chacun de ces Etats quoique elles aient la même dénomination et le même Conseil car « deux Etats ne peuvent s'unir et adopter une même décision législative. Le seul statut possible pour une Compagnie fonctionnant en vertu des chartes obtenues dans deux Etats différents est qu'il s'agit d'une association incorporée dans chacun de ces deux Etats » (2).

Si l'indication du siège est omise dans l'acte de constitution, on s'accorde à décider qu'il se trouve là où se réunissent d'habitude les actionnaires et le Conseil d'administration (3).

La pratique américaine est beaucoup plus sévère que la nôtre en matière de transfert de siège social. Cela peut s'expliquer par le fait que chaque Etat américain est considéré au point de vue de ses lois comme totalement

408; *Speare v. Troy Laundry Mach. Co* 44. App. Div. 390 et autres décisions citées au *Corpus Juris v° Corporations* p. 339 en note 38.

(1) *V. Corpus juris v° Corporations (Domicile et résidence)* p. 338, n° 416 et les espèces citées en note n° 40 et suiv.

(2) *Quincy Railroad Bridge v. Adams* cit. dans *Clark Private Corp.* p. 71.

(3) *V. Corpus juris V° cit. (note 1).*

étranger à l'Etat voisin ou à n'importe quel Etat de la Confédération et qu'il serait très facile à une Société s'il n'y avait des entraves, d'éluder les lois de l'Etat où elle a été constituée pour se transférer dans un Etat tout proche et de changer ainsi de statut ; ce qui équivaldrait, en France, à un changement de nationalité.

Les facilités que certains Etats accordent pour la constitution de Sociétés entraînent souvent les promoteurs à placer le siège social dans un Etat dont les lois sont plus libérales que celui où la Société a son centre d'exploitation et où réside la majorité de ses actionnaires. Ces sociétés ont reçu le sobriquet de « tramp-corporations », corporations vagabondes, mais quand la fraude est découverte, l'Etat au détriment de qui elle a été perpétrée, révoque son autorisation « forfeits the charter » selon l'expression consacrée, ce qui équivaut à l'annulation de la société pour siège fictif.

Il a été dit qu'une Corporation « must dwell on the place of its creation and cannot migrate to another sovereignty (1), en sorte qu'un changement de siège social ne peut se faire qu'en observant les prescriptions légales et avec l'autorisation des actionnaires (2). Bien entendu, ces règles ne s'appliquent pas au cas où il s'agirait d'un simple changement d'adresse dans la même ville.

(1) Une Corporation doit subsister au lieu de sa création et ne peut émigrer vers une autre souveraineté.

(2) V. Frick C^o c. Norfolk 86 Fed 725 32 C. C. A. 31 etc. cité au Corpus Juris V^o cit. n^o 417, p. 340 note 54.

DE L'OBJET SOCIAL ET DES DIVERSES CATÉGORIES DE CORPORATIONS

La détermination de l'objet social a une grande importance, car, dans beaucoup d'Etats, il existe des lois spéciales pour certaines catégories de Corporations et plus particulièrement pour celles qui s'adonnent aux opérations de banque, d'assurances, de prêts hypothécaires, à l'exploitation de chemins de fer, de télégraphes, téléphones, de transports, d'entreprises d'utilité publique, etc.. Non seulement l'objet social permet de distinguer la catégorie à laquelle appartient la Société, mais au point de vue fiscal il y a grand intérêt à connaître exactement la nature de l'activité sociale de chaque corporation, car les taxes sont très variées dans certains Etats et ne frappent pas également les Sociétés sur leurs bénéfices.

La loi de l'Etat de New-York, pour ne citer que celle-là, dispose comme suit : « Une corporation pourra être soit : 1° Une corporation municipale, 2° une corporation par actions, 3° une corporation sans actions ». Une Société par actions peut être soit : 1° Une Corporation financière (moneyed Corporation), 2° une Société de chemins de fer ou d'autres transports, 3° une Corporation d'affaires (business Corporation) (1). »

La loi de New-York de 1890 définissait les *moneyed Corporations* : celles qui jouissent des attributions de banque (Banking powers) ou qui sont autorisées à consentir

(1) General Corporation Law art. 2.

des prêts sur gages ou à recevoir des dépôts ou qui sont autorisées par la loi à faire des assurances. La loi de 1909 (General Corporation Law) définit une Moneyed Corporation : celle qui est constituée sous l'empire de la loi sur la banque ou de la loi sur les assurances ou soumise à ces lois (1).

Dans l'Etat de Texas l'expression « Moneyed Corporation », comprend toutes les Sociétés à but lucratif, de même dans l'Etat de Kansas, mais dans ces deux Etats la question a surtout été examinée au point de vue fiscal (2).

En général on s'attache à considérer que les caractéristiques d'une banque sont d'escompter des effets et de recevoir des dépôts et il y a des décisions de jurisprudence très abondantes sur le fait de savoir si telle ou telle Société est bien un établissement de banque ou non. On comprend l'intérêt de ces précisions dans la recherche de l'objet social quand on saura que la plupart des Etats soumettent les actionnaires des banques, même de celles constituées sous la forme de Sociétés anonymes, à une responsabilité plus grande que celle à laquelle sont soumis les actionnaires d'autres sociétés. Nous examinerons plus loin cette particularité que les lois du vieux continent n'ont pas envisagée (3).

En dehors des moneyed, banking Corporations, on reconnaît les Insurance Corporations, Sociétés d'assurances, subdivisées en *life* (vie) *health* (santé) *accident, fire* (incendie), *marine* (maritime), *mutual* (mutuelle, etc...);

(1) General Corporation Law c. 28 § 3.

(2) V. Corpus Juris V^o Corporation p. 81, note 4.

(3) Voir Chap. IV section II p. 70.

les *trading Corporations*, Sociétés commerciales, catégorie très vaste dans laquelle on a rangé indistinctement des Sociétés exploitant un sanatorium (1), vendant des titres et valeurs de Bourse (2), achetant du courant électrique et le revendant avec bénéfice (3), donnant en location des écuries et prenant soin des chevaux qui y sont hébergés (4). Par contre, on a écarté des *Trading Corporations* : une société d'hôtels (5), une société exploitant un restaurant (6), une société d'assurances mutuelles (7), une société exploitant l'agence d'une compagnie d'assurances contre l'incendie (8), une Société minière (9), une Société de spectacles (10), une Société de location de films

(1) San Gabriel Sanatorium 95 Fed. 271 cité dans le Corpus Juris. v^o cit. p. 84, note 12.

(2) Pittsburg Stock Exchange, 26 Pittsb. Leg J. N. S. dans le Corpus Juris v^o cit. p. 84, note 12.

(3) Charlestown Light 183 Fed. 160, cité dans le Corpus Juris v^o cit. p. 84, note 12.

(4) Morton Boarding Stables 108 Fed. 791, cité dans le Corpus Juris v^o cit. p. 85, note 12.

(5) Toxaway Hotels C^o c. Smathers 216 U. S. 439, cité dans le Corpus Juris v^o cit. p. 85, note 12.

(6) Excelsior Café C^o 175 Fed. 294, cité dans le Corpus Juris v^o cit. p. 85, note 12.

(7) Cameron Town Mut. Ins. 96 Fed. 756, cité au Corpus Juris v^o cit. p. 85, note 12.

(8) Moore C^o 173 Fed. 732, cité au Corpus Juris v^o cit. p. 85, note 12.

(9) Keystone Coal C^o 109 Fed. 872, cité au Corpus Juris v^o cit. p. 85, note 12.

(10) Oriental Soc. 104 Fed. 175, Reisler Amusement C^o 171 Fed. 283, cité au Corpus Juris v^o cit. p. 85, note 12.

cinématographiques (1), une Société d'achat et de vente d'immeubles (2), une Société frigorifique (3), une Société d'irrigation pour rizières (4), une Société de publicité recherchant des annonces et les insérant dans les journaux (5), une Société de blanchissage (6), une Société exploitant une bibliothèque circulante (7), etc..., etc...

On distingue encore : les *Manufacturing Corporations* qui comprennent les industries manufacturières, les minoteries, fonderies, sucreries, brasseries, fabriques d'eaux minérales artificielles, fabriques de conserves, d'appareils de chauffage, chantiers navals, papeteries, usines de produits chimiques. Sociétés imprimant et éditant un journal, mais faisant également le commerce de livres, Sociétés de pavage par l'asphalte, fabriques de glace artificielle. Les Sociétés de construction ont été l'objet de controverses nombreuses, certaines décisions

(1) Imperial Film Exch. 198 Fed. 80, cité au Corpus Juris v° cit. p. 85, note 12.

(2) Kingston Realty Co, 160 Fed. 445 cité au Corpus Juris v° cit. p. 85, note 12.

(3) Philadelphia Freezing Co 174 Fed 702, cité au Corpus Juris v° cit. p. 85, note 12.

(4) Bay City Irr. Co 135 Fed 850, cité au Corpus Juris v° cit. p. 85, note 12.

(5) Snyder Co 133 Fed 806, cité au Corpus Juris v° cit p. 85, note 12.

(6) White Star Laundry Co 117 Fed. 570, cité au Corpus Juris v° cit. p. 85, note 12.

(7) Parmelee Library 120 Fed. 235, cité au Corpus Juris v° cit. p. 85, note 12.

les rangeant dans les manufacturing corporations (1) et d'autres les en écartant (2) ;

Les *Transportation Corporations*, qui comprennent toutes les Sociétés de chemins de fer, de tramways, de navigation ;

Les *Public Service Corporations* exploitant des entreprises d'utilité publique et qui jouissent de privilèges, de concessions émanant de Municipalités : Cies d'éclairage, de téléphones, de télégraphes, de distribution d'eau, et enfin les *Scientific Corporations*, *Literary Corporations* et *Educational Corporations* poursuivant des buts plus élevés que les autres et n'étant pas soumises au même régime fiscal, mais obéissant aux mêmes règles de constitution et de fonctionnement.

Il va sans dire que les Sociétés ayant un objet illicite ne peuvent être formées et que si une tentative en ce sens était faite il serait du devoir du Tribunal ou du fonctionnaire chargé de délivrer la charte d'incorporation, de la refuser à pareilles sociétés. Et alors même qu'une société serait autorisée à fonctionner, il appartient aux Tribunaux, saisis de l'examen de l'objet qu'elle poursuit, de décider si l'objet est licite ou non. Une corporation ne peut être considérée comme illégale à moins qu'il ne soit établi que le but qu'elle a en vue est illicite ou que

(1) *Church Constr.* C^o 157 Fed. 298, *Rutland Realty Cy* 157 Fed. 296 ; *Niagara Contracting C^o* 127 Fed. 782, *Keystone Bridge C^o* 156 Pa 500, citées au *Corpus Juris* v^o cit. p. 88, note e.

(2) *Walker Roofing C^o v. Merchant etc.* 173 Fed. 771 *T. E. Hill C^o* 148 Fed. 832 cit. au *Corpus Juris* même note.

les moyens qu'elle emploie pour y atteindre sont illégaux (1).

C'est en examinant à la fois l'objet social et les moyens employés pour exercer leur activité sociale, que les tribunaux des Etats-Unis ont lutté contre les Sociétés, cherchant à se créer des monopoles et à entraver la libre concurrence, *Corporations to create monopoly and in restraint of Trade, in restraint of interstate and international commerce*. Nous examinerons ce point plus en détail dans le chapitre spécial consacré aux Trusts.

Les tribunaux de New-York ont dissous une Corporation appelée Cooperative Law C^o, qui avait pour objet de donner des consultations juridiques et avait à son service des hommes de loi (2). En Pensylvanie une charte d'incorporation a été refusée à une Corporation qui avait pour objet le traitement des maladies par des procédés nouveaux et contraires à ceux indiqués par la pratique médicale (3). Dans l'Etat de Nebraska une Société, comprenant des médecins diplômés et autorisés, et formée en vue de prêter leurs services et de contracter des engagements en faveur de ses membres a été considérée comme licite (4).

On comprend facilement que les Tribunaux prononcent la dissolution de Sociétés dont le but est jugé illicite, mais

(1) V. *New-York Motion Picture C^o v. Universal Film Mfg C^o* 77, Misc. 581-137 N. Y. S. 278 cit. au C. J. p. 128 3^e col.

(2) *Cooperative Law C^o* 198 N. Y. 479-92, N. E. 15 cité au *Corpus Juris* p. 127, note d.

(3) *Chiropractors Association* 243, Pa 547 90 A. 335.

(4) *Stade Electro Medical Inst. v. Etat* 74, Nebraska 40-103, N. W. 1078 *Corpus Juris* v^o cit. p. 128, note e.

les lois américaines ont tendance à empêcher aussi la formation de sociétés à objets multiples. La loi de 1874 sur les sociétés de Pensylvanie est très nette sur ce point. Ainsi a été déclarée nulle une société qui s'était formée pour la fabrication et la fourniture de gaz d'éclairage et à la fois pour la fourniture de lumière et de chaleur par d'autres procédés (1). Dans le même Etat une société fondée pour la fourniture d'eau, l'établissement de réservoirs et le transport d'eau et de force motrice pour les besoins du commerce et de l'industrie a été déclarée illégale (2), ainsi qu'une société ayant pour objet des exploitations mécaniques, minières, d'extraction de carrières et toutes opérations industrielles (3). La jurisprudence dans le District de Colombie est conforme. Elle a jugé qu'aux termes de l'art. 4 de la loi sur les Sociétés, une Société ne peut être formée pour poursuivre tous les objets prévus dans cet article, mais ne peut poursuivre que l'un d'entre eux. Il en est de même dans les Etats de New-York, d'Indiana, de Minnesota, de Texas.

Toutefois, la règle n'a pas un caractère si absolu qu'il soit défendu à une Société de poursuivre des objets connexes (4). Ainsi, une Société créée pour des opérations de mines et mentionnant dans ses statuts qu'elle compte

(1) New Gas Light Co 7 Pa Dist 1135, cité au Corpus Juris v° Corp. p. 131, n° 20 a.

(2) Sowego Water Co 4 Pa Dist. 181-182, cité au Corpus Juris v° Corp. p. 131, n° 20 a.

(3) Newton Hamilton Oil Co 10, Pa Co 452-453 v° cit.

(4) Dancy c. Clark 24 App. (D. C.) 487, cité au Corpus Juris v° Corp. p. 131, n° 20 a.

s'occuper d'extraction de minerai d'or, d'argent et de plomb a été considérée comme légale (1).

Si les objets poursuivis sont incompatibles, les Sociétés ne peuvent être formées. Le cas est assez rare, mais en Louisiane une Société qui avait à la fois pour objet toutes opérations de commerce et les travaux d'utilité publique a été déclarée nulle, les Sociétés s'occupant de ces travaux ayant le privilège d'expropriation et la loi interdisant à ce genre de sociétés de se livrer à des opérations de commerce (2).

DURÉE DES SOCIÉTÉS

Les Sociétés anonymes jouissent aux Etats-Unis de la perpétuité (perpetual succession) si la durée de leur existence n'est pas limitée par les lois des Etats ou leur acte de constitution. Mais il ne faut pas se méprendre sur l'expression « perpetual succession » qui est une des caractéristiques des Sociétés anonymes par opposition aux Sociétés de personnes dont la durée est nécessairement limitée et subordonnée à l'existence des associés dont la mort met fin à l'association. Comme l'a fait remarquer le chancelier Kent (3) « l'immortalité d'une Corporation indique seulement sa capacité à succession perpétuelle tant que dure la Corporation ».

La durée des Corporations n'a pas été limitée dans tous les Etats, ainsi les lois des Etats suivants considèrent

(1) *Peo. c. Beach* 19 Hun (N. Y.) 259 v. *Corpus Juris* v^o cit. p. 131.

(2) *Bayou Cook Nav. C^o c. Doullut* 111, La. 517-35 S. 729 *Corpus Juris* v. cit. p. 132, note 23 a.

(3) *Kent Commentaires* p. 267.

l'existence des Sociétés anonymes comme indéfinie si les statuts ne l'ont pas volontairement limitée : Alabama, Alaska, Arkansas, Connecticut, Delaware, District de Colombie, Floride, Illinois, Kentucky, Louisiane, Maine, Maryland, Massachussets, Nebraska, Nevada, New Hampshire, New Jersey, New-York, North Carolina, Ohio, Oklahoma, Oregon, Pensylvanie, South Carolina, South Dakota, Tennessee, Texas, Vermont, Virginia, Wisconsin.

L'Etat d'Utah fixe à cent ans la durée des Corporations. Les Etats suivants la limitent à 50 ans : Californie, Idaho, Indiana, Iowa (pour les sociétés de chemins de fer, tramways, caisses d'épargne, sociétés d'assurances) Kansas, Mississippi, Missouri, New Mexico, Washington, West Virginia, Wyoming.

L'Etat de Montana a fixé la limite à 40 ans.

Les Etats suivants imposent une durée de trente ans au maximum : Géorgie, Michigan (à l'exception des Sociétés d'assurances, de chemins de fer et de canaux) Minnesota (à l'exception des Sociétés exploitant des chemins de fer et des caisses d'épargne.

L'Etat d'Arizona a borné à 25 ans l'existence des corporations et les Etats suivants à 20 ans : Colorado, North Dakota.

Bien entendu les cas de prorogation sont prévus par chacune des lois qui ont limité la durée des Sociétés.

Quand la durée est limitée par la législation, les Sociétés ont le droit de stipuler, dans leurs articles d'association, une durée moindre, mais non supérieure. Ainsi dans l'Etat de Colorado une instance avait été introduite à l'encontre d'une Société qui avait mentionné dans ses sta-

tuts une durée d'existence de cinquante ans, alors que la loi de cet Etat fixe le maximum de durée à vingt ans. La Cour décida que la Société pouvait régulièrement fonctionner pendant vingt ans et qu'elle était tenue à l'expiration de ce délai de solliciter une prorogation en remplissant les formalité légales (1).

Une difficulté s'est présentée quelquefois sur le point de savoir si à la suite de l'expiration de sa charte une Corporation qui obtient une charte nouvelle doit être considérée comme une personnalité juridique distincte de la Société précédente. L'intérêt de la distinction réside dans ce fait que la Société nouvelle n'est pas tenue du passif de l'ancienne et qu'elle peut profiter comme Société nouvelle des dispositions plus favorables d'une loi votée en faveur des Sociétés après l'« incorporation » de la Société arrivée à terme.

Comme le font justement observer les auteurs américains, c'est une question de fait et d'intention plutôt que de droit (2).

SECTION II

DU CAPITAL SOCIAL

Le mot « capital » est employé généralement aux Etats-Unis dans le sens que nous donnons au même mot dans notre langue. Toutefois on emploie aussi l'expression

(1) *Peo. v. Cheeseman* 7 Colo 376 2 P. 716 cit. au *Corpus Juris* v° cit. p. 140, note 11.

(2) V. *Corpus Juris* v° cit. p. 181 et notes avec jurisprudence nombreuse citée.

capital stock qui a une acception équivalente. La doctrine et des décisions de justice ont établi une distinction entre *capital* et *capital stock*, qui nous permettra de comprendre le régime en usage aux Etats-Unis pour assurer aux Corporations les ressources financières indispensables à leur fonctionnement.

« Le *capital* d'une Corporation est l'argent fourni par les souscripteurs ou fondateurs de la Société pour être employé par elle dans ses affaires alors que le *capital stock* d'une Société est le montant *autorisé* de capital à souscrire par les actionnaires, pour les objets sociaux. Le capital est le montant apporté, et le stock le montant qu'on est convenu d'apporter (1) ».

Il résulterait de cette définition que le mot *capital* s'appliquerait plutôt à la partie du capital souscrit alors que l'expression *capital stock* aurait un sens plus large et s'appliquerait à la totalité du capital prévu par les fondateurs dans leur acte d'association. En fait, comme nous le disions, les deux expressions sont indistinctement employées dans la pratique l'une pour l'autre (2).

Ce que nous voulons en dégager c'est qu'à l'ordinaire les fondateurs de Sociétés américaines fixent, dans les « Articles », pour le capital social un chiffre plus important que ne le comportent les opérations de début, c'est ce qu'on appelle le capital *autorisé*. Le capital n'a pas tou-

(1) American L. Ins. C^o c. Ferguson 66 Or. 417, 423, 134 P. 1029 cit. au Corpus Juris v. cit. p. 381 en note.

(2) Voir Iron R. C^o c. Lawrence Furnace C^o (Etat d'Ohio) 49 Oh St. 102, 112, 30 N. E. 616 cit. au Corpus juris. v^o cit. p. 381 en note. En sens contraire v. Com. c. Lehigh Avenue Railway C^o 129 Pa. 405 op. cit. v^o cit. v^o cit. p. 383, note 40.

jours besoin d'être souscrit en totalité, ni même libéré, sinon en proportions qui varient d'Etat à Etat ainsi que nous le verrons plus loin. On appelle aussi le capital souscrit: *Actual stock* et le capital autorisé: *Potential stock* (1).

Le capital *actuel* est celui qui est dû par les actionnaires qu'ils en aient versé une partie ou que la Société puisse légalement les contraindre à le verser, tandis que le *potential stock* ou capital autorisé, « quoique il figure aux statuts », ne peut être réclaté aux actionnaires qu'une fois que ceux-ci l'aient souscrit. Il ne forme pas un actif réalisable et la Société, pas plus que les actionnaires n'ont à supporter la moindre responsabilité de son chef (2). On voit combien cette conception diffère de celle de notre loi de 1867 qui exige la souscription totale du capital social et la libération du quart au minimum pour les actions de numéraire.

C'est cette conception large qui permet aux Sociétés américaines de posséder ce qu'elles appellent du *Treasury stock* qui est une partie du capital autorisé, représenté par des certificats dont, la Société peut disposer contre argent aux conditions qu'elle juge convenables, à moins de stipulations contraires du pacte social ou des lois (3). Les actions de Trésor ont été une création de la pratique en vue de faciliter aux Sociétés l'obtention de ressources, car nous trouvons dans une décision de justice (4) cette

(1) V. Corpus Juris v° cit. p. 383, n° 504.

(2) V. Corpus Juris. v° cit. p. 406, n° 552.

(3) V. Corpus Juris, v° cit. p. 407, n° 554.

(4) *Harris c. Sumner*, N. B. 204, 215, cit au Corp. Juris V° Corp. p. 407 en note, n° 24.

déclaration de l'arrétiste Mc Leod J. : « J'ai fait des recherches soigneuses dans un grand nombre de procès et dans autant d'ouvrages sur les Sociétés que j'ai pu me procurer, mais nulle part je ne trouve d'allusion, ni de définition du *treasury stock*. Je présume cependant que cette expression a été admise par l'usage pour désigner les actions que la Société détient et qui n'ont pas encore été vendues, je ne crois pas qu'elle ait une autre signification ».

D'après le *Corpus Juris* (1), le *Treasury Stock* peut consister en actions non émises et conservées par la Société aux termes de ses statuts en vue du développement de ses affaires ou bien d'actions émises contre espèces ou contre des apports et qui ont été remises à la Société à titre de donation afin de permettre à la Société d'augmenter son fonds de roulement (2). De pareilles opérations ont été considérées comme parfaitement licites à moins de prescriptions contraires contenues dans la loi ou dans les statuts.

Toutefois, les auteurs américains sont d'accord pour estimer qu'une Société ne peut légalement acheter ses propres actions en vue de créer des actions de Trésor, même si les statuts de cette Société tolèrent le rachat de ses actions dans un but légitime, car un pareil rachat ne saurait être considéré comme fait dans un but légitime (3).

(1) V. *Corpus Juris* op. cit. v^o cit. n^o 554.

(2) V. Newmann Sexton 156 Illin. A 517, 519 cit. au *Corp. Juris*. p. 408, note 33.

(3) V. *Corpus Juris*. op. cit. v^o cit. n^o 554.

DES DIVERSES CATÉGORIES D'ACTIONS

On trouve aux Etats-Unis les mêmes principes qu'en Europe au sujet des actions ordinaires (common stock) et des actions de préférence (preference stock). Ces dernières sont aussi quelquefois appelées actions garanties (guaranteed stock) et elles peuvent avoir des privilèges non seulement au point de vue de la distribution des bénéfices, mais du mode de votation, sans aucun avantage sur le partage de l'actif social à moins de stipulation expresse des statuts (1).

Il a été admis qu'une Société peut émettre une catégorie d'actions sans aucun droit de vote (2) ce qui, on le sait, serait contraire à notre législation et est unanimement repoussé par la doctrine en France.

Des Actions d'Apport

D'après un principe qui figure dans toutes les lois sur les Sociétés aux Etats-Unis « aucune corporation ne pourra émettre des actions sinon contre argent, travail fourni ou apport de biens préalablement effectué » et, dans certains cas, les lois ajoutent « que défense est faite à toute Corporation d'accepter ces apports pour une évaluation supérieure au *market price*, au cours du marché ». Il faut également que ces biens soient de ceux que la Société

(1) Jones c. Concord, R. C^o 67 N. H. 234, 238, 30 A. 614, Corpus Juris op. cit. p. 410, noté 66.

(2) General Inv. C^o c. Bethlehem Steel Corp. N. J. Eq. 234.102 A. 47 cit. au Corpus Juris v^o cit. n^o 558.

peut légitimement acquérir et conserver en vue de réaliser l'objet pour lequel elle a été constituée, car on sait par exemple, que tous les Etats n'admettent pas que les Corporations acquièrent des immeubles pour une durée indéfinie. Ces biens ou droits peuvent consister en matériaux, marchandises, droits d'extraction, concessions minières, chemins de fer, brevets d'invention, fonds de commerce, résultat de démarches, parts d'intérêt ou actions dans d'autres Sociétés au cas où les statuts autorisent cette opération, les lois américaines n'admettant pas, pour la plupart, qu'une Société devienne actionnaire d'une autre, ceci en vue d'éviter la constitution de monopoles de fait par le contrôle qu'une Corporation serait à même d'exercer, à ce titre d'actionnaire, sur d'autres Sociétés poursuivant le même objet qu'elle.

Les tribunaux sont en général sévères dans l'appréciation de la rémunération sous forme d'actions d'apport. On se rend compte que les fondateurs de Sociétés peu scrupuleux, spéculent par ces moyens sur la bonne foi du public et des décisions de justice ont annulé l'émission d'actions distribuées : en vue de la possibilité d'obtenir un brevet (1), de l'apport d'une simple option sur une mine (2) du droit de se servir du nom d'un associé (3), de l'apport de recettes, remèdes non brevetés ni

(1) State c. Webb (Alabama) 97 Ala 111, 12 S. 377, 38 Am S. R. 151 cité Corpus juris v° Corp. p. 436, note 4.

(2) State c. Hogan (Montana) 163 Mo. 43, 63 S. W. 378 cité Corpus juris v° Corp. p. 436, note 5.

(3) Webster c. Okmulgee Webster Refining Co (Oklahoma) 36 Okl. 168, 128 P. 261 cité au Corpus juris v° Corp. p. 436, note 6.

secrets (1), pour services rendus par un administrateur (2) pour le concours fourni par un agent qui a obtenu des prêts à court terme au profit d'une Société (3), etc.

Les actions d'apport qui ne représentent pas la valeur effective des biens apportés sont connus sous le nom de *watered stock* : actions arrosées.

Les lois américaines n'imposent pas aux actions d'apport les restrictions prévues par nos lois de 1867 et 1893 (art. 3 mod.) qui empêchent la négociation par les voies ordinaires de ces actions avant un délai de deux ans de la constitution de la Société.

Mais ce qui offre encore plus de dangers c'est que l'évaluation des apports est laissée en général à la discrétion du Conseil d'Administration et les Tribunaux sanctionnent ces évaluations, même si elles sont exagérées à condition qu'il n'y ait pas de fraude d'établie. Cependant, on trouve des décisions qui assimilent à la fraude une évaluation sciemment hors de proportion avec la valeur réelle des apports (4). Voici ce que nous trouvons à ce sujet dans le Corpus Juris (5) : « Une évaluation exagérée

(1) *Dean c. Baldwin* (Illinois) 99 Ill. A. 582 cité *Corpus juris* v° Corp. p. 436, note 8.

(2) *Randall Printing Co c. Sanitas Mineral Water Co* 120 Minn 268, 139 N. W. 606 cité au *Corpus juris* v° Corp. p. 436, note 12.

(3) *Schroeder c. Edwards* Montana 267 Mo 459, 184 S. W. 108 cité *Corpus juris* v° Corp. p. 436, note 18.

(4) *V. Etat de New-Jersey Knickerbocker Importation c. State Bd. of Assessors* 74 N. J. L. 583, 588, 65 A 913 — *Holcombe c. Trenton White City* 80 N. J. Eq. 122, 136, 82 A 618.

Etat de New-York. — *Boynton c. Andrews* 63 N. Y. 93, 95 cité au *Corpus Juris*. p. 461.

(5) *Corpus Juris* v° Corporations p. 461 (2^e col.).

intentionnelle est considérée comme frauduleuse au regard de la loi et une évaluation en bloc sans détails, s'agissant de biens dont la valeur peut être facilement estimée est une preuve de la fraude ». Citons encore à l'appui de cette règle ces considérants, extraits d'une décision rendue par la Cour de New-York dans une affaire Boynton contre Andrews (1) : « Alors qu'une différence de valeur peut ne pas établir la fraude elle-même, des cas peuvent se présenter où l'écart constaté entre le prix accepté et la valeur réelle est si considérable, que cela témoigne à première vue d'une façon indiscutable de l'intention frauduleuse. Il est hors de doute que si des biens, dont la valeur est connue, ou peut être facilement évaluée, sont apportés sur la base d'une estimation bien supérieure à leur valeur intrinsèque, cela crée une forte présomption que l'évaluation n'est pas de bonne foi et a été faite avec une intention frauduleuse. Cette présomption est décisive à moins qu'elle ne soit combattue par une preuve qui justifie pleinement la mauvaise foi apparente. »

Dans une instance du même genre Douglass c Ireland (2), le Tribunal posait les principes comme suit : « Tout ce qui est nécessaire est de prouver deux faits : « 1° Que le montant des actions distribuées excède la valeur des biens en paiement desquels elles avaient été émises et 2° Que les Administrateurs ont délibérément, et avec connaissance de la valeur réelle des biens, surestimé celle-ci et ont remis un montant en

(1) V. note 4 page précédente.

(2) 73 N. Y. 100, 104 citée au Corpus Juris p. 461, n° 53 en note.

« actions qu'ils savaient être supérieur à cette valeur
 « réelle. Cette valeur doit être déterminée, dans tous les
 « cas où la question se pose, en tenant compte des cir-
 « constances et de la nature des biens et l'intention
 « et l'action coupable des administrateurs peuvent être
 « établies directement ou déduites des circonstances de
 « la cause ».

Les demandes d'annulation des actions d'apport, ainsi distribuées de manière illégale, peuvent être présentées aussi bien, par un actionnaire lésé que par la Société elle-même (1), à moins que la loi n'impose des poursuites d'un caractère pénal comme c'est le cas en Pensylvanie en matière d'attribution illicite d'actions d'apport dans des Sociétés de chemins de fer. C'est au Procureur général (attorney general) de l'Etat qu'il appartient alors, sur une plainte des intéressés, d'entamer les poursuites (Loi du 7 Mai 1887) (2).

Le Tribunal en même temps qu'il ordonne la restitution et l'annulation des certificats d'actions peut accorder aux parties lésées des dommages-intérêts (3).

Il se peut que ces actions ainsi annulées aient été acquises par des tiers qui n'ont aucune responsabilité dans les actes illégaux sanctionnés par les Tribunaux. Comme l'annulation des actions porte préjudice à ces porteurs de bonne foi, ceux-ci peuvent recourir contre la Société laquelle est tenue de les indemniser même si les actes

(1) V. Corpus Juris v^o Corporations § 663, p. 446.

(2) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 663 et note p. 446, n^o 84, par e. aff. Yetter c. Delaware Valley Railway C^o 206; Pa. 485, 56 A. 57.

(3) V. Corpus Juris v^o cit. § 665.

délictueux avaient été commis par des Administrateurs ayant outrepassé leurs pouvoirs, du moment que les certificats d'actions émis étaient réguliers en la forme (1).

DE LA SOUSCRIPTION ET DE LA LIBÉRATION DU CAPITAL

Les règles relatives à la souscription du capital à sa division en actions, à sa libération varient considérablement aux Etats-Unis. Certains Etats n'imposent aucune restriction aussi bien en ce qui concerne le minimum ou le maximum du capital autorisé, qu'en ce qui concerne le capital stock effectif, la libération des actions, le montant des coupures, tandis que certains Etats imposent la souscription d'une partie du capital et sa libération partielle effective avant que la Société ne soit autorisée à fonctionner.

Les Etats qui laissent toute liberté aux fondateurs de Sociétés sont les suivants : Alaska, Arizona, Californie, Idaho, Iowa, Maryland, Mississippi, Missouri, Montana, Nebraska, Caroline du Nord, North Dakota, Ohio, Oklahoma, Oregon, Dakota du Sud, Virginie, Wyoming.

Dans ces Etats, les promoteurs sont donc libres de fixer le montant du capital social à un chiffre quelconque et de le diviser en autant d'actions qu'ils l'estiment utile. Dans les Etats suivants la seule restriction consiste dans la fixation légale du minimum et du maximum de valeur au pair qui peut être attribuée aux actions : Arkansas, minimum \$ 5 ; Colorado min. \$ 1, max. \$ 100 ; Floride

(1) V. Corpus Juris 7^o cjt. § 668 et note 40 par b.

min. \$ 10 ; Massachusetts min. \$5 ; Tennessee max. \$ 100.

L'Etat de Géorgie n'impose aucune autre restriction que la libération de 10 % du capital souscrit.

L'Etat d'Indiana a fixé un maximum pour le capital autorisé, soit 2 millions de dollars et un maximum pour les coupures d'actions qui ne sauraient avoir une valeur supérieure à \$ 100. Mais ses lois sont muettes sur les conditions de souscription et de libération du capital, laissées au choix des fondateurs.

L'Etat de Kansas exige que le 20 % du capital autorisé soit libéré avant que la Société ne puisse fonctionner ; le Kentucky exige la souscription préalable de 50 % du capital, l'Etat de Maine n'impose qu'un minimum de capital de \$ 1000 pour la création d'une Corporation ; l'Etat de Minnesota n'admet pas de Corporation avec un capital inférieur à \$ 10.000 et de coupure d'action inférieure à un dollar et supérieure à \$ 100 ; l'Etat de Vermont est moins exigeant et se contente d'un minimum de capital de \$ 500, mais fixe à \$ 100 le maximum de la valeur au pair de l'action ; l'Etat de Washington laisse toute latitude aux Corporations au point de vue financier et n'exige la souscription de la totalité du capital que pour les Sociétés qui achètent des immeubles pour leurs besoins sociaux ; l'Etat de West Virginia demande que le capital, pour lequel il n'impose aucune condition de chiffre, soit libéré, à la constitution, du 10 % en espèces ou en nature.

Les Etats suivants ont des règles plus strictes. La loi d'Alabama prescrit que toute Société anonyme, doit avoir un capital minimum de \$ 2.000 dont 25 % doit être libéré

avec minimum de \$ 1.000 ; il en est de même des Etats de Connecticut et de Delaware. Le District de Colombie impose la souscription de la totalité du capital, sans fixer de chiffre, et la libération de 10 % du capital stock.

L'Etat d'Illinois n'autorise pas la création de Corporations ayant un capital stock moindre de \$ 1.000 dont 50 % doit être libéré en espèces ou en nature. La loi de cet Etat fixe également à \$ 5 la valeur des actions au minimum et à \$ 100 leur valeur au maximum.

L'Etat de Louisiane est l'un de ceux qui ont les conditions les moins libérales. Le chiffre minimum de capital autorisé est de \$ 5.000 dont la moitié doit être souscrite par les fondateurs. La moitié de ce capital souscrit doit être libérée avant que la Société ne soit admise à fonctionner et le solde doit être versé par les actionnaires dans les douze mois de la constitution de la Société, sous peine de dissolution.

L'Etat de Michigan a fixé par ses lois sur les Sociétés à \$ 1.000 le minimum du capital d'une corporation et à 50 millions de dollars le maximum. Le capital effectif à libérer ne doit pas être inférieur à 10 % du capital autorisé, ni à 1.000 \$, sauf au cas où le capital social serait de \$ 2.000 ou au-dessous et dans ce cas la loi se contente de la libération de 25 % du capital. La moitié du capital autorisé doit être souscrite dans toutes les sociétés. Les actions ne peuvent être d'une valeur au pair inférieure à 10 \$ ni supérieure à \$ 100.

L'Etat de Nevada impose un capital minimum autorisé de \$ 2.000, dont au moins \$ 1.000 doit être souscrit.

En New Hampshire il suffit d'avoir un capital autorisé

de \$ 1.000 au minimum et de 5 millions de dollars au maximum avec des actions de \$ 25 au moins et de \$ 100 au plus.

L'Etat de New-Jersey exige que le capital autorisé ne soit pas inférieur à \$ 2.000 et que \$ 1.000 au moins en soit libéré avant que la Société ne commence ses opérations.

L'Etat de New-York a abaissé à \$ 500 le minimum de capital imposé aux Corporations, mais la moitié doit en être libérée dans l'année de la constitution sous peine de dissolution. La valeur au pair des actions est limitée à \$ 5 et \$ 100.

L'Etat de Pensylvanie fixe à \$ 5.000 le minimum du capital social et à un million de dollars le maximum autorisé. 10 % du capital doit être libéré à la constitution. Les actions sont de \$ 100 au maximum, sans minimum prévu.

La Caroline du Sud ne prescrit aucun chiffre pour le capital, mais quel qu'il soit, 50 % du capital stock doit être souscrit à la constitution et 20 % libéré immédiatement après.

L'Etat de Texas n'a pas fixé de chiffre pour le capital, mais la loi exige que le capital autorisé soit souscrit en totalité et libéré de 50 % avant que la charte l'autorisant à fonctionner ne puisse être délivrée. La loi est encore plus stricte pour les Sociétés organisées en vue de construire et d'exploiter des usines d'égrenage et des manufactures de coton, des entreprises d'éclairage et de force électriques. Ces Sociétés sont tenues de fournir en espèces au moins \$ 100.000 sur leur capital ou de faire sous-

crire au moins 50 % de leur capital et d'en libérer 10 %, avant qu'elles ne soient autorisées à fonctionner dans l'Etat. Il n'y a pas de conditions spéciales en ce qui concerne la valeur au pair des actions.

En Utah, aucun chiffre n'est fixé par la loi, mais les fondateurs sont tenus de souscrire le 10 % au moins du capital prévu par eux dans les articles d'association et de libérer une proportion égale, en espèces ou en nature.

La règle est à peu près la même en Wisconsin, mais elle est plus stricte en ce qu'elle exige la souscription de 50 % du capital et la libération du 20 %.

Nous avons ainsi passé en revue la législation de chacun des Etats américains et l'on se rend compte que, sauf dans l'Etat de Louisiane, les règles sont moins strictes en ce qui concerne le capital, sa souscription et sa libération, que celles imposées par notre loi de 1867.

Il en est de même au point de vue pratique pour le mode de libération du capital. En France, la loi du 1^{er} août 1893 a décidé que le versement du premier quart devait être effectué en espèces, mais il est admis aux Etats-Unis dans certains Etats que le versement du premier appel imposé par les statuts peut être assuré au moyen d'un billet à ordre (2), d'une créance hypothécaire (3), par contre cela n'a pas été sanctionné en Floride, en

(1) V. Houpin, *Traité sur les Sociétés* — nos 360 et 536.

(2) V. *Corpus Juris* nombreuses espèces citées au § 600 p. 439 note 39.

(3) V. *Corpus Juris* v^o cit. p. 439-note 42 *Yard c. Pacific Mut Ins. Co* (New-Jersey) N. J. Eq. 480, 64; Am. D. 467.

Pensylvanie, en Alabama, New-York, Massachussets, Ohio, Illinois (1).

SECTION III

DE L'AUGMENTATION ET DE LA RÉDUCTION DU CAPITAL

Il est de règle que le capital social ne peut être augmenté ou diminué, même avec le consentement de l'unanimité des actionnaires, sinon dans la limite des chiffres fixés dans le certificat d'incorporation. A défaut d'indication dans les statuts on se réfère à la loi de l'Etat qui régit la Corporation et ces modifications au capital, ne peuvent être faites sans que les formalités spéciales prévues aux statuts ou fixées par la loi n'aient été remplies (2).

Les auteurs américains ne considèrent pas comme une augmentation de capital l'émission d'actions de capital effectif tant que le chiffre du capital autorisé n'a pas été atteint (3).

Mais si la charte sociale, ou une modification postérieure obtenue régulièrement, autorisent l'augmentation du capital, celle-ci peut être décidée par la Société à n'importe quel moment. Il suffit d'ailleurs que la loi de l'Etat autorise en principe l'augmentation du capital social pour que les Sociétés régies par elle puissent le faire, même si les statuts n'avaient pas prévu expressément l'augmentation de capital, mais bien entendu aucune autorisation

(1) V. Corpus Juris espèces citées p. 431 note 60.

(2) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 723 p. 491.

(3) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 724 p. 492.

ne peut être donnée aux Sociétés en vue de porter leur capital au-delà du chiffre maximum fixé par la loi dans les Etats où ce maximum a été prévu comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent (1). Toute augmentation votée dans l'oubli de ces conditions serait nulle et la nullité ne frapperait pas seulement la partie du capital excédant la limite légale, mais l'opération toute entière (2).

La même règle s'applique en cas de réduction de capital, mais il y a lieu de faire observer que si la charte contient uniquement les pouvoirs d'augmenter le capital, cela n'implique pas le droit de le réduire (3). Dans l'Etat de Louisiane, les Corporations n'ont même pas le droit de réduire leur capital pour quelque cause que ce soit, la Constitution de cet Etat n'ayant prévu que l'augmentation du capital (4).

Le droit d'augmenter ou de réduire le capital social appartient aux actionnaires et non au Conseil d'administration, à moins de stipulations spéciales à cet effet (5). Les Tribunaux décident que l'autorisation pour le Conseil doit être expresse et que des clauses comme « all the corporate powers of the Corporation shall be vested in and exercised by a board of Directors » (tous les pouvoirs sociaux seront confiés à un Conseil d'administration et

(1) V. Corpus Juris v° cit. n° 725 p. 493.

(2) V. Kampman c. Tarver, 87 Tex. 491, 29 S. W. 768 cit. au Corpus Juris p. 493 note 45.

(3) V. Corpus Juris § 726 P. 494 (2° col.).

(4) V. Corpus Juris v° cit. p. 491 note b. 3° col. aff. Seignouret c. Home Ins C° 24 Fed. 332.

(5) V. Corpus Juris p. 495 § 730.

exercés par lui), ne suffisent pas pour investir le Conseil du pouvoir d'augmenter ou de réduire le capital et que ces expressions ne se réfèrent qu'à des pouvoirs d'administration ordinaire (1). Il a été également décidé que des statuts qui limitaient le droit des actionnaires de voter l'augmentation de capital, n'étaient pas réguliers (2).

Les règles ci-dessus ne sont pas absolues en ce sens que si une augmentation ou une réduction de capital a été décidée et réalisée par le Conseil en dehors de la limite de ses pouvoirs, cette décision peut être valablement ratifiée par les actionnaires (3).

DROIT DE PRÉFÉRENCE DES ANCIENS SOUSCRIPTEURS

En cas d'augmentation du capital il est de règle que les anciens actionnaires ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles proportionnellement au nombre des actions qu'ils détiennent (4), mais ce droit peut être limité par les statuts qui laissent quelquefois une certaine latitude au Conseil d'administration (5) dans l'attribution des actions nouvelles.

Les augmentations de capital peuvent se faire avec prime (6) mais dans certains cas ce droit n'a pas été

(1) V. Corpus Juris p. 495 § 730 a note 69 a.

(2) V. Corpus Juris v° cit. p. 496 et note 71.

(3) V. décisions de New-York, Oregon, Wisconsin citées au Corpus juris. v° cit. p. 496 note 70.

(4) V. Corpus Juris n° 742 et n° 523.

(5) V. Corpus Juris n° 523 et espèces citées en note p. 396 n° 53.

(6) V. Corpus Juris n° 523 et espèces citées en note p. 396 n° 61.

reconnu à des Sociétés à l'encontre d'anciens actionnaires (1).

Les porteurs d'actions ordinaires ou de préférence ont un droit égal à la souscription d'actions nouvelles en l'absence de toute stipulation contraire des statuts (2).

(1) V. Corpus Juris n° 523 et espèces citées en note p. 396 n° 59.

(2) V. Corpus Juris n° 525 § 2 et espèces citées en note p. 396 n° 79.

CHAPITRE IV

DU TRANSFERT DES ACTIONS

SECTION I

a) *Transfert en propriété*

On connaît le développement que les Sociétés anonymes ont acquis en France, ainsi que l'avis de la plupart des économistes et financiers, lesquels estiment que cette importance est attribuable en grande partie à la forme au porteur donnée aux actions des Sociétés qui font appel à l'épargne publique. L'avantage qu'offre les titres au porteur est leur très grande mobilité; c'est un truisme.

Or, il n'y a pas de pays où les Sociétés de capitaux ne soient aussi largement répandues qu'aux Etats-Unis et pour des entreprises d'autre envergure que les plus puissantes dont s'enorgueillissent financiers et industriels de la vieille Europe. Quelque surprenant que cela paraisse, les Etats-Unis ne connaissent pas le titre au porteur et doctrine et jurisprudence sont d'accord pour estimer qu'un titre d'action ne saurait être considéré comme un « instrument négociable » ni dans sa forme, ni dans son

caractère (1). Sur ce point la doctrine américaine est conforme à la doctrine anglaise quoique celle-ci ait varié sensiblement sous l'empire des nécessités.

La raison invoquée dans les ouvrages et les décisions de justice pour justifier cette non-négociabilité est qu'un transfert parfait ne peut avoir lieu par la seule volonté des parties comme en matière d'effets de commerce et que le concours de la Société est indispensable pour que le passage de propriété du cédant au cessionnaire soit complet, car les certificats d'actions sont simplement représentatifs de droits. « Ils ne sont pas établis au porteur ou à l'ordre de la personne au nom de qui ils sont délivrés. Ils constatent simplement que la personne désignée dans le certificat a droit à un certain nombre d'actions de capital (2).

Mais cette règle n'a pu être observée dans toute sa rigueur et les Tribunaux ont été amenés par la force des choses à reconnaître aux certificats d'actions un caractère de quasi-négociabilité, ainsi que le constatent nombre de jugements : « La nature et l'étendue des opérations sur titres et qui les fait passer de main en main comme des effets négociables et, par tant de moyens, les a placés à la base du crédit, ont amené les Tribunaux à leur accorder le caractère de négociabilité en vue de satisfaire à une nécessité du commerce » (3).

(1) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 1034 p. 664 et décisions citées en note.

(2) Axford c. Western Syndicate Inv. C^o Minnesota 170 N. W. 587, 591 cit. au Corpus Juris p. 665 note a.

(3) Basset c. Perkins 65 Misc. 103, 109, 119 N. Y. S. 354 cité au Corpus Juris v^o cit. p. 665 note 27 a.

Le Corpus Juris résume ainsi la question « Quoique
« les certificats d'actions ne soient pas négociables dans
« le sens des lois commerciales comme des billets à ordre
« et des traites, mais qu'ils sont établis et utilisés pour
« être cessibles, s'ils sont régulièrement endossés, par
« simple tradition... et comme un usage commercial très
« important en est fait à titre de gages, qu'il est en outre
« de l'intérêt public que cet usage soit simplifié et facilité
« en mettant ces certificats sur le pied du papier com-
« mercial, on dit souvent qu'ils sont *quasi-négociables*
« et on les traite conformément, c'est-à-dire comme s'ils
« avaient les attributs et le caractère des instruments
« négociables en passant de main en main, particulière-
« ment quand ils sont accompagnés d'un transfert et
« d'un pouvoir en blanc à l'effet de les transférer à n'im-
« porte qui en mesure d'en obtenir la possession comme
« porteur... » (1).

La loi de Louisiane de 1904 admet toutefois qu'un certificat d'action est un instrument négociable et cessible par simple tradition, s'il est livré avec un transfert par écrit ou un pouvoir de vendre, céder et transférer (2).

On voit d'après ces considérations que la façon habituelle de céder les titres d'actions est de délivrer à l'acheteur le certificat avec un transfert en blanc. La formule du transfert est presque toujours imprimée au dos des certificats et contient un pouvoir autorisant la Société à inscrire l'action sur le registre des transferts au nom du

(1) V. Corpus Juris, v^o cii. n^o 1034.

(2) V. Corpus Juris, v^o cii. p. 665 note 29 (a).

nouveau cessionnaire. Toutefois, il peut arriver que cette autorisation de transfert et le pouvoir soient donnés par actes séparés. On appelle *fly power*, pouvoir volant, celui qui est donné ainsi en blanc et permet au titre de passer de main en main (1). Le pouvoir n'est pas épuisé par la première cession qui est faite, ni révoqué par la mort de l'actionnaire qui l'a signé (2), mais conserve sa validité jusqu'à l'exécution du transfert auquel il s'applique quel que soit le nombre de cessions intermédiaires dont il ait été l'objet.

La délivrance du certificat n'est pas exigée, sauf par certains Etats comme l'Oklahoma, pour la validité du transfert. Le principe est que le certificat n'est pas l'action, mais la représentation écrite du droit de l'actionnaire et que ce droit peut être cédé par le seul consentement mutuel des parties (3) et si le transfert est enregistré par la Société sans opposition, il est considéré comme légalement exécuté. Cependant on comprend facilement que la production du certificat est une précaution dont fort peu d'acheteurs se passent et en fait, il y a des arrêts qui obligent le cédant à produire le certificat de façon à ce que le transfert soit régulièrement effectué (4). D'ailleurs il est rare que les Sociétés intéressées acceptent d'effectuer le transfert sur le registre à ce destiné, sans que le certificat à remplacer soit dûment produit et annulé et les statuts

(1) V. Corpus Juris v° cit. p. 675 note 84 (a).

(2) V. Leavitt c. Fischer, 11 New-York, Super r cité au Corpus Juris p. 676 note 95.

(3) V. Corpus Juris v° cit. n° 1043.

(4) V. Corpus Juris v° cit. n° 1044 et note 53 p. 674.

de Sociétés exigent souvent que le transfert ait lieu en la présence du détenteur et du Président ou d'autres administrateurs de la Société.

Afin d'uniformiser les formalités de transfert, un grand nombre d'Etats ont adopté une loi commune qui a été appelée *The Uniform Stock Transfer Act*. Cette loi est actuellement en vigueur dans les Etats suivants : Alaska, Connecticut, Illinois, Louisiane, Maryland, Massachussets, Michigan, New-Jersey, New-York, Ohio, Pensylvanie, Rhode Island, Tennessee et Wisconsin. L'article 1^{er} de cette loi est ainsi conçu (1) « La propriété d'un certificat et des actions qu'il représente sera transféré seulement :

« a) Par la délivrance du certificat endossé en blanc, ou au nom d'une personne déterminée, par la personne apparaissant sur le certificat comme étant propriétaire des actions y figurant, ou bien,

« b) Par la délivrance du certificat et d'un document séparé contenant un transfert écrit dudit certificat ou un pouvoir de vendre, céder ou transférer ledit certificat, ou les actions dont il est la représentation, et signé par la personne figurant au certificat comme étant propriétaire des actions y mentionnées. Ce transfert ou pouvoir peut être, soit en blanc, soit à une personne déterminée.

« Les dispositions du présent article seront applicables même si la charte, ou les articles d'incorporation ou les statuts ou règlements intérieurs de la Société qui émet le certificat, ou le certificat lui-même, prescrivent que

(1) V. Uniform Stock Transfer Act, reproduit au Corporation Manual (22^e édition, p. 1353).

les actions représentées par le certificat ne sont transférables que sur les registres de la Société, ou après enregistrement par un registrar ou un agent de transferts.

b) *Transfert en garantie*

Les actions peuvent être données en gage à un créancier au moyen d'une inscription dans le registre des actionnaires (1). Il suffirait d'ailleurs que l'endossement en garantie fût portée sur le certificat d'actions pour que la constitution de gage fût valable entre parties (2), mais il y a divergence au sujet de l'opposabilité du gage à d'autres créanciers du débiteur en cas de non inscription dans le registre des transferts. Dans certains Etats comme l'Alabama, le Connecticut, l'Iowa et le Vermont, les Tribunaux ont jugé qu'une mise en gage non enregistrée dans le registre social n'est pas opposable aux créanciers du débiteur gagiste qui pratiqueraient une saisie postérieurement à la mise en gage des actions, à moins toutefois qu'il ne soit prouvé que le créancier saisissant avait connaissance de la constitution de garantie préalablement à son initiative (3). Mais l'opinion générale est que le but des dispositions légales ou statutaires prescrivant l'inscription du gage dans le registre des transferts est d'empêcher des cessions faites en fraude, de protéger la Corporation, ses actionnaires et ses créanciers en permettant

(1) V. Corpus Juris. v^o cit. p. 724 n^o 1106.

(2) V. Corpus Juris. v^o cit. p. 724 espèces citées en note n^o 71.

(3) V. Corpus Juris. v^o cit. p. 724 n^o 1107 et espèces citées en note n^{os} 75 et 76.

d'établir la qualité d'actionnaire, le droit de vote et le droit aux dividendes. En conséquence, si la mise en gage a été faite par un transfert ou par endossement du certificat et délivrance au créancier, celui-ci a un droit de préférence sur toute saisie qui serait faite postérieurement (1).

Il y a deux raisons pour lesquelles les Tribunaux ont adopté ce point de vue. La première est que les transactions seraient gênées par l'obligation d'effectuer le transfert dans un registre puis d'avoir à l'annuler une fois la dette remboursée et qu'il serait presque impossible pour des parties éloignées du siège social. La deuxième raison est que l'enregistrement est prescrit d'ordinaire par la loi dans le but que le public puisse en avoir connaissance par un simple examen des registres, mais comme ceux-ci ne sont pas ouverts en matière de Sociétés à ceux qui n'ont pas d'actions, l'inscription dans les registres n'offrirait aucune sécurité pour les tiers et il n'existe pas d'analogie entre ce régime et celui de la publicité hypothécaire où les registres fonciers sont à la disposition du public (2).

Les droits du débiteur gagiste, en tant que propriétaire des actions, ne sont pas modifiés au regard de la Société et il garde le pouvoir de consentir par exemple à la conversion des actions de la catégorie des actions de préférence à celle des actions ordinaires (3). Mais en ce qui concerne les dividendes il est de règle que c'est le créan-

(1) V. Corpus Juris. v^o cit. p. 725 n^o 1107 et espèces citées en note n^{os} 77 à 80.

(2) V. Bleakley c. Candler, North Carolina, 169 N. C. 16, 20, 84 S. E. 1039 cit. au Corpus Juris p. 725 note 80.

(3) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 1113.

cier gagiste qui a le droit de les toucher à valoir sur le montant de la dette (1) à moins que le contraire n'ait été expressément convenu à la constitution du gage. Il a même été décidé que non seulement le créancier a le droit de toucher les dividendes, mais en a même le devoir (2) et si les dividendes sont perçus directement par le débiteur, il a l'obligation de les verser au créancier. La Société est tenue envers le créancier gagiste du montant des dividendes même si le transfert de garantie n'a pas été effectué dans le registre social à condition pourtant que le créancier ait prévenu la Société de l'existence du gage; aucune notification spéciale n'est imposée dans ce but (3). Le créancier gagiste n'a pas droit aux dividendes déclarés avant la constitution du gage (4).

SECTION II

DES OBLIGATIONS DES SOUSCRIPTEURS ET ACTIONNAIRES

La responsabilité de l'actionnaire commence à partir du moment où il a pris l'engagement de souscrire à des actions d'une Société en formation ou d'acheter des actions d'une Société déjà formée. Il n'y a pas de forme spéciale de contrat pour enregistrer cette volonté quoique habituellement cette détermination soit constatée par écrit. Les auteurs américains font ressortir que si la Cor-

(1) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 1116 p. 733.

(2) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 1243 p. 822.

(3) V. Corpus Juris v^o cit. p. 822 note 58 a.

(4) V. Corpus Juris v^o cit. p. 823 1^{re} col. par 3. aff. Fairbank c. Merchants' Nat. Bk. 132 Ill. 120, 22 N. E. 124.

poration n'est pas encore constituée, on ne peut dire qu'il y ait consentement mutuel ou contre-partie, mais la constitution de la Société et l'acceptation expresse ou implicite par elle des souscriptions rendent le contrat valable et définitif. Il y a cependant des lois ou des statuts de Sociétés qui exigent que les souscriptions, avant la constitution de la Société ou après, soient établies d'une certaine façon comme par exemple sous forme d'une adhésion écrite de l'actionnaire aux statuts en dehors de la signature du bulletin de souscription (1). Dans ce cas la souscription n'est définitive que si ces formalités sont observées, autrement une souscription peut être établie par tous moyens de droit et résulter même d'un consentement verbal (2).

La loi qui régit la formation du contrat de souscription est celle de l'Etat dans lequel la Société est constituée (3).

Les appels de fonds, appelés dans le langage américain *calls* ou *assessments* et quelquefois *installments*, sont faits par les soins du Conseil d'administration et aux époques fixées par lui ; il y a de rares exceptions où les statuts reconnaissent ce droit à l'assemblée des actionnaires (4). Dans les Etats où la loi impose la souscription préalable d'une partie ou de la totalité du capital aucun appel ne peut être fait avant que cette condition n'ait été remplie (5). Il a été jugé cependant qu'un appel peut être fait

(1) V. Corpus Juris v° cit. n° 778 p. 520.

(2) V. Corpus Juris v° cit. n° 771 p. 516.

(3) V. Corpus Juris v° cit. n° 763 p. 511.

(4) V. Corpus Juris v° cit. n° 949 p. 639.

(5) V. Corpus Juris v° cit. n° 809 p. 538.

en vue de réunir des fonds pour parer aux frais de constitution de la Société et à des études préliminaires (1).

L'obligation de répondre aux appels incombe à l'actionnaire dont le nom est porté sur le registre de la Société. Le souscripteur originaire qui a dûment transféré ses actions n'est donc plus tenu des appels subséquents (2). Cette règle a été appliquée même dans un cas où le cédant avait faussement affirmé que les actions étaient entièrement libérées (3). On peut citer aussi une décision qui a retenu la responsabilité du cessionnaire alors que les statuts disposaient que les actionnaires ne pourraient céder leurs actions tant qu'ils étaient débiteurs de la Société, le Tribunal ayant estimé que la Société pouvait valablement renoncer à cet avantage (4). Certaines législations, celle de Virginie par exemple, disposent que le cédant et le cessionnaire sont tous deux responsables de tout appel fait avant ou après le transfert (5). Mais en général le cédant reste seul tenu des appels faits avant le transfert, même s'ils devaient être payés après la date de la cession (6).

Les statuts des corporations prévoient souvent un privilège en faveur de la Société sur toutes les actions dont les propriétaires n'auraient pas régulièrement répondu aux

(1) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 809 p. 542.

(2) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 1184 p. 780.

(3) Perkins c. Cowles (Californie) 157 Cal 625, 107 P 711 cit au Corpus Juris p. 781 note 82.

(4) V. Corpus Juris n^o 1184 p. 781 col. 1.

(5) V. Corpus Juris p. 782 col. 2 et note 99.

(6) V. Corpus Juris p. 783 n^o 1185 et note 4.

appels de fonds. La façon habituelle de conserver ce droit est d'insérer dans les statuts une clause par laquelle aucun actionnaire n'est autorisé à opérer un transfert aussi longtemps qu'il reste endetté envers la Société (1). Une cession faite dans ces conditions serait valable entre cédant et cessionnaire, mais ce dernier recevrait les titres grevés du privilège de la Société et celle-ci pourrait les mettre en vente pour être payée de sa créance.

Déchéance des actionnaires en retard

Les Corporations n'auraient pas le droit d'exécuter un actionnaire en retard si pareille mesure n'était prévue par les statuts ou par la loi (2). Une fois l'actionnaire exécuté, la Société n'aurait pas, d'après la jurisprudence, le droit de poursuivre l'actionnaire pour le solde de sa dette en supposant que la vente des titres n'eût pas couvert ce solde, parce qu'il est de principe que la vente forcée consécutive à la déchéance de l'actionnaire (forfeiture) ne compense pas seulement l'appel de fonds qui a été l'occasion de la déchéance, mais la dette totale qu'elle éteint (3). Toutefois, une distinction a été établie à ce sujet dans certains Etats : C'est que la vente forcée est le seul recours ouvert à la Société quand l'actionnaire n'a pas souscrit d'engagement formel de répondre aux appels de fonds, alors que la Société possède à la fois le droit de vendre les titres non libérés et de poursuivre

(1) V. Corpus Juris p. 788 n° 1192 et n° 1197.

(2) V. Corpus Juris p. 646 n° 973.

(3) V. Corpus Juris p. 650 n° 989.

ensuite pour le solde, l'actionnaire retardataire, quand celui-ci s'est engagé à payer le montant de ses actions (1). Mais les Tribunaux ont généralement tourné la difficulté en estimant que si l'engagement n'est pas exprès il est implicite et que sa portée est la même (2).

Des appels supplémentaires sur actions libérées

En général, les actionnaires ne sont pas tenus au-delà du montant de leurs actions et aucun appel supplémentaire ne serait admis sur des actions entièrement libérées. Toutefois, la doctrine et la jurisprudence des Etats-Unis ne sont nullement contraires à l'hypothèse d'appels aux actionnaires, même quand les actions ont été entièrement libérées, quand cette faculté a été insérée dans les statuts ou est admise par les lois de l'Etat sur les Corporations (3).

Certaines lois précisent dans quels cas les appels au-delà de la mise sociale sont autorisés et de quelle façon ces appels doivent être effectués (4) avec la condition qu'ils ne peuvent l'être tant qu'une portion du capital original est restée impayée. Ces dispositions légales étant contraires à la Common Law sont d'interprétation stricte (5):

La loi de Californie (constitution Art. XII, § 3, modi-

(1) V. Corpus Juris p. 646 n° 975 et p. 535 à 536 nos 802 et 803.

(2) V. Espèces nombreuses citées au Corpus Juris p. 536 note 10.

(3) V. Corpus Juris v° cit. n° 1286 p. 845 et espèces citées notes 12 et 13.

(4) V. Corpus Juris v° cit. n° 1286 p. 846 et 847 et espèces citées note 17.

(5) V. Corpus Juris v° cit. n° 1286 p. 846 et 847 esp. citées note 21.

fiée le 3 novembre 1908) stipule que tout actionnaire d'une Société est personnellement responsable des dettes et obligations contractées ou encourues par la Société pendant le temps qu'il détenait des actions et ce dans la proportion du montant de ses actions à la totalité du capital social (1).

La loi d'Indiana (art. 5105) prescrit que les actionnaires des Sociétés industrielles et minières sont personnellement responsables de toutes dettes de la Société envers ouvriers, domestiques, apprentis et employés pour services rendus par eux à la Société (2). La même disposition pour les salaires des employés, ouvriers et domestiques existe dans les lois de Massachussetts (3), de Michigan (4), de New-York (5), North Dakota (6), Oklahoma (7), Pensylvanie (8), Tennessee (9).

Les lois de l'Etat de Kentucky ne retiennent la responsabilité des actionnaires envers les créanciers sociaux, au-delà de la mise sociale entièrement libérée, que dans les Sociétés de banques, et les sociétés financières (*trust companies, guaranty companies, investment companies*) ainsi que pour les actionnaires des Sociétés d'assurances et pour un montant égal à celui au pair des actions qu'ils détiennent.

(1) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 86 n^o 31.

(2) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 309.

(3) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 464.

(4) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 506.

(5) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 777.

(6) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 855.

(7) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 913.

(8) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 930.

(9) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 1128.

nent (1). Les lois de l'Etat d'Oregon (2), de la Caroline du Sud (3) sont dans le même sens.

Dans les autres Etats, les actionnaires à jour de leurs versements ne peuvent être inquiétés, sauf dans le cas où ils auraient voté une réduction du capital ou une distribution de dividende au préjudice des créanciers sociaux (4).

SECTION III

DES DIVIDENDES

Les dividendes ne peuvent être déclarés et payés que si leur distribution ne compromet pas le capital social. Non seulement une Société devenue insolvable ne peut distribuer de dividendes, mais même une Société solvable ne peut le faire si elle doit entamer son capital pour y parvenir. Ainsi que la Cour de Connecticut l'a décidé : « La règle générale, même en l'absence de disposition législative à ce sujet est que les dividendes, dans une entreprise, ne peuvent être régulièrement déclarés et payés que sur les profits et non pas sur le capital ou sur l'actif nécessaire à la garantie et au paiement des créanciers (5). »

Il est de règle aux Etats-Unis que c'est au Conseil d'administration qu'il appartient de déclarer les dividendes à

(1) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 363.

(2) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 930.

(3) V. The Corporation Manual 22^e édit. p. 1024 n^o 31.

(4) V. Corpus Juris v^o cit. p. 503 n^o 744 et n^o 1501 p. 969.

(5) V. Corpus Juris p. 800 n^o 1210 et note 52 aff. Davenport c. Lins 72 Conn. 118, 128, 44 A 17.

L'exclusion des actionnaires à moins que la loi ou la charte sociale ne contiennent des stipulations contraires, ce qui est rare (1). « Les dividendes sont déclarés par les administrateurs au lieu des actionnaires, à moins qu'il n'en soit prescrit autrement, dit un jugement d'Illinois (2) et les Tribunaux de Michigan sont du même avis : « C'est un principe de droit bien admis que les administrateurs d'une Société et eux seuls ont le pouvoir de déclarer un dividende sur les profits de la Société et d'en déterminer le montant » (3).

Les Administrateurs ont un pouvoir discrétionnaire pour la déclaration des dividendes et les Tribunaux ne peuvent exercer un contrôle sur leurs décisions à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils ont agi par fraude, malveillance ou sans juste raison (4). On comprend facilement les motifs de cette latitude laissée au Conseil et qui sont résumés comme suit dans un jugement de la Cour de New-York. « Les administrateurs de Sociétés ayant à leur « disposition des éléments qu'ils sont seuls à posséder « pour connaître les ressources et la situation des biens « soumis à leur contrôle, sont dans une meilleure posture « que les actionnaires pour déterminer si, étant donné les « obligations de la Société envers le public et tous ses

(1) V. en sens contraire Cardiff Coal C^o 3 Alta. L. 325 cit. au Corpus Juris n^o 1227 note 29 c.

(2) V. Corpus Juris n^o 807, note 29 Hamblock c. Clipper Lawn Mower C^o 148 Ill. A. 618, 621.

(3) V. Corpus Juris n^o 807 note 29 Hunter c. Roberts 83 Mich 63, 71, 47 N. W. 131.

(4) V. Corpus Juris n^o 1229 et n^o 1235 avec jurisprudence citée en note n^o 91 et 92 page 813.

« engagements, il est prudent au cours de n'importe
« quelle année, de déclarer un dividende (1).

« Leur pouvoir (des administrateurs) est absolu aussi
« longtemps qu'ils agissent dans l'exercice d'un *honnête*
« *jugement*. Ils peuvent prélever sur les bénéfices ce
« qu'en leur jugement ils estiment nécessaire pour répa-
« rations et améliorations et pour faire face à toutes éven-
« tualités proches ou en perspective. Et leur détermi-
« nation en ces matières, si elle est prise de bonne foi
« et pour des fins honnêtes, est définitive et échappe à
« toute revision judiciaire même si le résultat prouve que
« ces mesures n'étaient pas heureuses (2). »

Cette règle reçoit son application, même au cas où la loi (comme c'est le cas dans l'Etat de New-Jersey) oblige les Administrateurs à déclarer des dividendes sur les profits quand les réserves accumulées dépassent une certaine somme fixée par l'Assemblée des actionnaires comme capital de roulement (3).

Les Tribunaux ont refusé d'intervenir, même dans une circonstance où un différend avait surgi entre deux Conseils d'une même Société qui se disputaient sur le point de savoir lequel d'entre eux avait été légitimement élu et la Cour de New-York a estimé que cela ne lui donnait

(1) V. Corpus Juris p. 809 note 44 a New-York Railway C^o c. Nickals (New-York) 119 U. S. 296.

(2) V. Corpus Juris p. 809 et 810 note 45 Park c. Grand Locomotive Works (New-Jersey) 40 N. J. Eq. 114, 117, 118, 3 A 162.

(3) V. Corpus Juris § 1229 (in fine) et jurispr. citée note n^o 58 p. 810.

pas le droit de se substituer au Conseil pour déclarer un dividende (1).

On voit ainsi que les cas d'intervention des Tribunaux sont rares en matière de distribution de dividendes.

Citons cependant une décision qui peut présenter quelque intérêt. Il s'agit d'un jugement rendu par une Cour de Michigan jugeant en équité, dans une action intentée à la Ford Motor C^o par M. Dodge : « Si une Société possède, dit le jugement, un excédent de cent douze millions de dollars, environ quarante quatre millions de dollars en caisse et a réalisé des bénéfices de cinquante neuf millions de dollars l'année précédente avec des prévisions de soixante millions de dollars pour l'exercice suivant, le refus du Conseil de déclarer un dividende supérieur à un million deux cent mille dollars, constitue en l'absence de toute raison plausible, un exercice arbitraire de son autorité qui donne à une Cour d'équité le droit d'intervenir » (2).

La déclaration des dividendes doit résulter d'une décision dûment consignée sur les registres de la Société (3), et il a été jugé qu'une décision verbale dont il n'existait pas trace dans les archives de la Société ne pouvait en tenir lieu (4). Si les lois ou les statuts imposent des conditions spéciales quant à la façon de déclarer les dividen-

(1) V. Corpus Juris note 45 à p. 810 aff. Karnes c. Rochester R. C^o 4 Abb. Pr. N. S. (N. Y.) 107.

(2) V. Corpus Juris note 94 à p. 813 Dodge c. Ford Motor C^o (Mich) 170 N. W. 668.

(3) V. Corpus Juris n^o 1228.

(4) V. Corpus Juris n^o 1228.

des, au moment et au lieu, les administrateurs sont tenus de s'y conformer et une Cour fédérale s'est opposée à la déclaration de dividendes faite par un Conseil d'Administration d'une Société de New-Jersey à une date ne correspondant pas à celle que la loi de cet Etat a prescrite à cet effet (1).

Du Paiement des Dividendes

Les dividendes sont généralement payés en espèces sous forme de chèques adressés aux actionnaires dont les noms figurent dans les registres sociaux mais il appartient aux administrateurs de décider s'ils doivent être payés en espèces ou autrement (2).

Des Scrip Dividends

Ainsi, il peut être émis des *scrip dividends* qui consistent en des certificats distribués aux actionnaires et leur accordant des avantages spéciaux mentionnés audit certificat. Cela se produit lorsque des Sociétés ont des plus-values ou des bénéfices provenant de biens qui ne sont pas encore convertis en argent, mais dont elles envisagent la réalisation dans un temps plus ou moins éloigné (3). Cela peut aussi se concevoir lorsque les Sociétés

(1) V. Corpus Juris p. 807 note 39 a. Marquand c. Federal Steel Co 95 Fed. 725.

N. B. — La loi de New-Jersey sur les sociétés (art. 47 des Compiled Statutes) dispose que les dividendes doivent être distribués dans le courant de janvier de chaque année (Corporation Manual p. 706 n° 26).

(2) V. Corpus Juris n° 1231 et jurisprudence citée en note n° 67.

(3) V. Corpus Juris n° 1232.

ont des bénéfices qu'elles désirent garder pour les consacrer à des objets sociaux productifs et elles évitent ainsi de se séparer de ces fonds en remettant aux actionnaires un titre qui représente une valeur et peut se négocier.

Le paiement des dividendes peut aussi se faire en nature sous forme d'actions ou d'obligations d'autres Sociétés ou même de la Société distributrice de dividendes, même en lots de terrains (1).

Des Stock Dividends

Un autre moyen de distribuer des dividendes est de remettre aux actionnaires pour la contre-valeur de ces dividendes des actions de la Société. On les appelle *stock dividends*. Il semblerait toutefois, d'après un arrêt de la Cour de New-York qu'un actionnaire n'est pas obligé d'accepter des *stock dividends* à la place d'espèces (2), particulièrement si les statuts disposent que les dividendes seront payés *in cash*. Les « *stock dividends* » ne sont pas reconnus dans tous les Etats, ainsi en Massachusetts, mais la plupart des Etats les ont admis, même ceux qui, comme le Connecticut, exigent que les actions ne puissent être émises si elles n'ont été préalablement souscrites, toutefois, l'émission de « *stock dividends* » ne serait pas possible si la limite du capital autorisé était atteinte (3).

Si une Société possède plusieurs catégories d'actions,

(1) V. Corpus Juris n° 1233.

(2) Williams c. Western Union Tel. Co 93 N. Y. 162 cit. au Corpus Juris p. 812 note 87.

(3) V. plus haut... et Corpus Juris v° cit. n° 1237.

elle peut émettre ces actions de dividende dans l'une ou l'autre catégorie (1).

Effet de la Déclaration de Dividende

L'effet de la déclaration d'un dividende par le Conseil d'Administration est de créer en faveur de chaque actionnaire un droit de créance à l'encontre de la Société « Si une déclaration de dividende est faite régulièrement « sur les profits existant au moment où elle est faite, la « relation de débiteur et de créancier est établie par le fait « même entre la Corporation et les actionnaires et une « créance est née à l'encontre de la Corporation et en « faveur de l'actionnaire pour le montant des dividendes « dus sur les actions détenues par lui (2) » Et cette relation n'en existe pas moins même si le Conseil a décidé que le paiement aurait lieu « ultérieurement » ou « selon le plaisir de la Société » ou à « n'importe quel moment fixé par le Conseil » (3).

Si un dividende a été déclaré et qu'aucune réserve n'ait été constituée pour y faire face spécialement, l'actionnaire n'est considéré que comme créancier ordinaire de la Société et n'a, pour le toucher, aucun droit de préférence en cas de défaillance de la Société (4). Mais si une somme a été affectée spécialement au paiement du

(1) V. Corpus Juris n° 1234.

(2) Mac Laran c. Crescent Planing Mill, C° 117 Mo, A 40, 46, 93 S. W. 819 cit. au Corpus Juris page 815 n° 16 et espèces citées à la dite note.

(3) V. Corpus Juris n° 1239.

(4) V. Corpus Juris p. 816 note 19 Locone c. American Fire Ins. C° (New-York) 6 Paige (N. Y.) 482.

dividende, la Société est considérée comme la détenant en *trust* pour le compte des actionnaires et ceux-ci ont le droit d'être payés par préférence aux créanciers sociaux (1). Toutefois, si un dividende a été déclaré illégalement c'est-à-dire en l'absence de profits, un actionnaire n'aurait pas le droit d'en poursuivre l'obtention en justice car « avant qu'il puisse y avoir un dividende sanctionné par la loi au cours d'un procès, il doit y avoir un bénéfice net » (2).

Une fois le dividende déclaré, le Conseil ne peut revenir sur sa décision car ainsi que le fait remarquer une décision de la Cour de Montana « si par la déclaration de dividende la Corporation devient débitrice de l'actionnaire, il va sans dire que le débiteur ne peut révoquer la dette ou esquiver le paiement par une initiative de sa part contre la volonté ou sans le consentement du créancier (3).

D'après la jurisprudence, cette règle ne s'appliquerait pas en cas de déclaration de *stock dividends*, une différence existant entre les deux sortes de dividendes (4) et les Tribunaux ayant admis pour le Conseil le droit de revenir sur sa décision à tout moment avant l'émission des actions de dividende (5). La raison qui en est

(1) V. Corpus Juris n° 1238 et note 22 page 816.

(2) Lapsley c. Jefferson City Merchants' Bank 105 Mo. A 98, 102, 78 S. W. 1095 cité au Corpus Juris p. 816 n° 23.

(3) Mac Laran c. Crescent Planing Mill op. cit. p. 817 n° 24 a.

(4) V. Corpus Juris v° cit. n° 1239 et espèces citées au n° 32 p. 817.

(5) V. Staats c. Biograph C° 236 Fed. 454, 459, 149 C. C. A. cit. au Corpus Juris n° 32.

fournie est que la déclaration de dividendes payables en espèces crée *ipso facto* une créance en faveur de l'actionnaire et individualise la somme consacrée à ce paiement, alors qu'il n'y a pas individualisation des actions de dividende déclaré car, matériellement, avant qu'elles ne puissent être distribuées un certain nombre de formalités doivent être accomplies (1).

Il est intéressant aussi de remarquer que les Tribunaux américains n'ont pas admis pour les Etats, le droit de prescrire à leur profit les dividendes non réclamés par les actionnaires dans un délai donné car une pareille mesure n'est qu'une *confiscation législative* (2).

A qui appartiennent les dividendes

Le droit aux dividendes déclarés appartient à la personne qui était propriétaire de l'action au moment où cette déclaration a eu lieu même si les dividendes doivent être payés à une date ultérieure (3), le droit devenant incommutable par le fait de la déclaration. En cas de cession d'actions, c'est celui qui en était cessionnaire au moment de la déclaration qui a droit aux dividendes déclarés après la date du transfert, même si les formalités n'ont pas été complétées sur les registres sociaux. Toutefois, si la Société n'en a pas été prévenue elle est à couvert si elle paie le dividende à celui dont le nom figure

(1) Mac Laran c. Crescent Planing Mill (Montana) cit. au C. J. p. 817 note 32 b. (v. note 2 p. 78).

(2) State University c. North Carolina Railw. Co (New Carolina) 76-N. C. 103, 22 Am. R. 671 cit. au C. J. p. 816 note 16 b.

(3) V. Corpus Juris n° 1241 et espèces citées en note n° 36 p. 818.

sur le registre des actionnaires. Ces principes peuvent être modifiés par conventions particulières et si, dans certaines Bourses, il existe des règles spéciales à ce sujet ceux qui les ont acceptées ne peuvent invoquer des dispositions contraires de la loi sur les Sociétés, mais une personne qui n'appartiendrait pas à la Bourse ne serait pas tenue d'en accepter les règlements d'exception (1).

Si les actions sont données en gage, nous avons vu que le droit de toucher les dividendes appartient au créancier gagiste qui doit les imputer sur les intérêts et le principal de sa créance (2).

Entre usufruitier et nu-propiétaire, si le premier disparaît avant la date où un dividende est déclaré, c'est le nu-propiétaire qui en bénéficie (3). Si l'usufruitier meurt après la déclaration du dividende, ce sont ses héritiers qui en profitent même si le paiement n'en est fait que plus tard (4).

Il se présente toutefois une difficulté dans le cas où il y a doute sur le point de savoir si un dividende provient du capital et ne constitue pas une distribution de bénéfices comme dans une espèce où une somme à répartir provenait de la vente de l'outillage d'une Société (5). La jurisprudence est d'accord pour décider que si le dividende provient du capital il appartient au nu-propiétaire.

(1) V. Corpus Juris p. 820 n° 48 en note (d).

(2) V. plus haut p. 66.

(3) V. Corpus Juris No 1245 et note 84.

(4) V. Corpus Juris No 1245 p. 824.

(5) V. Corpus Juris No 1257 p. 829 et note 54 a. Aff. Walker c. Walker 68 N. H. 407 39 A. 432.

Il est présumé que tout dividende est une distribution de bénéfices et il appartient au nu-propriétaire en cas de litige, d'établir le contraire (1).

Il existe des règles spéciales dans certains Etats comme le Massachussetts, la Pensylvanie, le Kentucky. Dans le premier, on considère que les *stock dividends* reviennent au nu-propriétaire (2) et les dividendes en espèces à l'usufruitier. En Pensylvanie les tribunaux s'attachent à rechercher l'origine du fonds qui sert à payer le dividende. Si ce fonds a été constitué avant le commencement de l'usufruit, c'est le nu-propriétaire qui a droit aux dividendes, sinon c'est l'usufruitier. Il s'agit donc d'une question de date. La raison que les Tribunaux en donnent c'est que les accumulations de réserves dans les Sociétés peuvent être assimilées à du capital (3). Si le fonds a été constitué en partie avant et en partie après le commencement de l'usufruit, le dividende est partagé entre l'usufruitier et le nu-propriétaire. En Kentucky on attribue plus simplement le dividende quelle qu'en soit la nature à celui qui a droit au revenu quand le dividende est déclaré (4).

(1) V. Corpus Juris p. 832 note 81 d.

(2) V. Corpus Juris n° 1260.

(3) V. Corpus Juris n° 1261 note 81 p. 832 aaff. Earp's App. 28 Pa 368.

(4) V. Corpus Juris n° 1262.

CHAPITRE V

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SECTION I

DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS. — DURÉE DE LEURS FONCTIONS. — DE LEUR RÉVOCATION.

Les administrateurs de Corporations sont désignés aux Etats-Unis sous les noms de *directors*, *trustees* ou *managers* et le Conseil d'Administration par l'expression *Board of Directors*.

Le droit de désigner les administrateurs appartient aux actionnaires et, à moins d'une disposition expresse des statuts, le Conseil n'a pas le droit de procéder, en cas de vacances, à la nomination, même provisoire, d'administrateurs, dont le choix serait ratifié par une assemblée générale d'actionnaires (1). Il a été même décidé que si les statuts autorisent la désignation provisoire, par le Conseil, d'administrateurs, dans le cas de postes à pourvoir par suite de vacances, le Conseil n'a pas le droit

(1) Corpus Juris. v^o Corporations n^o 1800.

de désigner des administrateurs à des postes qui seraient nouvellement créés par lui (1).

Le nombre maximum et minimum d'administrateurs à élire est généralement indiqué par la loi de chaque Etat et les statuts fixent, dans cette limite, le nombre de mandataires estimé nécessaire à la conduite des affaires. Le nombre minimum est généralement de trois, mais il peut être de un quand les règlements sont muets et dans ce cas, il a été décidé, qu'une Corporation pouvait être désignée comme administratrice unique d'une autre Société (2).

Les conditions que les administrateurs doivent remplir pour être admis dans un Conseil, sont mentionnées dans les lois ou dans les statuts. Certains Etats imposent des conditions de résidence et de nationalité (3).

Il est généralement prévu dans les lois ou dans les statuts que les Administrateurs doivent être choisis parmi les actionnaires, mais cela n'est nullement indispensable « car un administrateur n'est qu'un mandataire et il est loisible, à la Société, à moins de dispositions contraires de la loi ou des statuts, de choisir qui il lui plaît pour remplir ces fonctions » (4). Les *by-laws* prescrivent aussi, dans un certain nombre de cas, le nombre d'actions que les Administrateurs doivent posséder pour être éligibles. Il importerait peu que l'administrateur eût acquis ces

(1) Corpus Juris v^o Corporations. n^o 1800.

(2) Corpus Juris v^o Corporations n^o 1827 (2^e col.).

(3) Voir ces distinctions dans les Annexes (3^e Partie).

(4) Johnson et York Coal C^o (Kentucky) 182 ky 303, 307, 206 S. W. 611 cit. au Corpus Juris n^o 1828 note n^o 98 § a.

actions uniquement en vue de se faire élire à ces fonctions, mais il doit conserver ces titres pendant toute la durée de son mandat et les Tribunaux de New-York ont annulé l'élection d'un administrateur qui, une fois élu, avait retransféré ses titres au vendeur originaire et quoique cette rétrocession n'eût pas fait l'objet d'une mention régulière dans les livres de la Société (1). La règle est cependant plus stricte devant certains tribunaux comme ceux de Californie qui estiment que tout administrateur doit détenir le nombre statutaire d'actions de la Société avant qu'il commence ses fonctions et que son élection doit être annulée, en cas contraire, même s'il a acquis postérieurement à son entrée en charge un nombre suffisant de titres (2).

La durée des fonctions des Administrateurs est fixée par la loi, la charte ou les *by-laws*. La tendance générale est de n'élire les Administrateurs que pour une année. La loi de Connecticut prévoit par exemple « qu'ils seront élus pour un an ou jusqu'à l'assemblée ordinaire suivante et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés. » Cependant, cette même loi ne permet pas de fixation de durée supérieure à cinq ans (3). La loi de New-York exige le renouvellement du quart au moins du Conseil chaque année (4). La Louisiane assigne un an à la

(1) *Aff. Ringler* 204 N. Y. 30, 97, N. E. 593 cité au *Corpus Juris* v° cit. n° 1829 p. 69 note 10.

(2) *Rozecrans Gold Mine Co. c. Morey* (Californie) 111 Cal 114, 43 P 585 cit. au *Corpus Juris* n° 1829, notes 29 et 30.

(3) *V. Corporation Manual* v° Connecticut p. 140 n° 32.

(4) *V. Corporation Manual* v° New-York p. 778 n° 32.

durée des fonctions des administrateurs, mais le principe est que les administrateurs expédient valablement les affaires jusqu'à l'entrée en fonctions de leurs successeurs. Les Tribunaux estiment toutefois qu'un administrateur n'est pas contraint de le faire et qu'il peut cesser ses fonctions à l'expiration de la période pour laquelle il avait été élu, aucune prescription de la loi ne l'obligeant à continuer indéfiniment ses fonctions (1).

Les Administrateurs ont le droit de donner leur démission et une fois celle-ci acceptée, leurs fonctions cessent *ipso facto*, sans qu'ils soient tenus d'attendre la nomination d'un successeur et une fois leur décision notifiée à la Société, elle ne peut être retirée sans le consentement de celle-ci (2).

La doctrine et la jurisprudence ne reconnaissent pas aux Assemblées le droit de révoquer sans motif les Administrateurs avant l'expiration du terme fixé pour leur mandat : « Un Administrateur ne peut être suspendu ou révoqué jusqu'à l'expiration de son mandat, tout au moins sans cause » (3). Voici une décision de la Cour de New-York : « En l'absence d'une loi, d'une disposition de la charte ou des *by-laws* dans le sens contraire, un administrateur ne peut être suspendu ou révoqué de ses fonctions avant l'expiration de son mandat tout au moins sans cause » (4).

(1) V. Corpus Juris v° Corp. § 1835 p. 73 et note 98.

(2) V. Corpus Juris v° Corp. § 1836.

(3) Walsh c. Etat (Alabama) 74 S 45 cit. au Corpus Juris en note § 1837 note 40.

(4) Min. Public c. Powell (New-York) 201 N. Y. 194 cit. au Corporation manual p. 780 et au Corpus Juris § 1837 note 40.

Le Conseil d'Administration n'aurait pas le droit de se séparer d'un de ses membres et une disposition des *by-laws* qui lui donnerait ce pouvoir serait illégale (1).

Le droit de révocation d'un Administrateur n'appartient en principe qu'aux actionnaires et les Tribunaux n'auraient pas compétence pour se substituer à l'Assemblée générale dans ce but mais la loi de l'Etat de New-York admet que l'Attorney General puisse intenter une action à cet effet (2).

Les actionnaires ne sont pas admis à s'ingérer dans les affaires sociales et sauf dans le cas où les Administrateurs prendraient des décisions excédant leurs pouvoirs ou entachées de fraude, les Tribunaux s'abstiendraient de toute intervention (3).

Désignation du Bureau et pouvoirs de ses membres

Le bureau du Conseil est généralement composé d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Trésorier et d'un Secrétaire.

Le Président n'a pas de pouvoirs spéciaux à moins que les statuts ne lui en confèrent ou qu'une délégation spéciale ne lui ait été donnée par ses collègues. Cette délégation, presque toujours expresse, peut être tacite comme dans le cas où la direction entière de l'affaire est laissée entre ses mains (4). D'après un certain nombre de décisions,

(1) V. *Corpus Juris* § 1837.

(2) V. *Corpus Juris* v° Corporations § 1837 p. 76, 2^e col.

(3) V. *Corpus Juris* v° Corporations § 1843.

(4) V. *Corpus Juris* v° Corporations § 2217, aussi Dougherty c. Hunter 54 Pa 380 note 17 p. 357.

quand il assume des obligations qui sont dans la limite habituelle des pouvoirs reconnus au Président, les tiers qui traitent avec lui, comme représentant de la Société, sont fondés à admettre que la Société est liée par les engagements pris par lui. « Le Président ou tout autre fonctionnaire supérieur (general officer) d'une Corporation a pouvoir « *prima facie* » pour accomplir toute opération que les administrateurs pourraient autoriser (1). « Le Président d'une Corporation, en qualité de représentant de la Société, a pouvoir dans le cours habituel des affaires et dans l'intérêt de la Société pour signer des engagements et pour lier la Société. Il est, en vertu de ses fonctions, reconnu comme le chef de la Société et tout contrat relatif aux affaires sociales, signé par le Président au nom de la Société sera, en l'absence de toute preuve du contraire, présumé avoir été conclu avec l'autorisation de la Corporation » (2).

Le Vice-Président n'a un rôle actif qu'en cas d'empêchement du Président qu'il remplace dans de nombreuses circonstances et ses actes possèdent alors la même valeur que ceux du Président (3).

Le Trésorier est chargé de la surveillance des fonds appartenant à la Société, mais il n'a pas de pouvoirs pour engager la Société à moins qu'il n'ait une délégation spéciale l'y autorisant, ou lui confiant une certaine partie

(1) *Hôtel Woodward c. Ford Motor Co* 258 Fed. 322, 330 cit. au *Corpus Juris* v° Corp. p. 358 sous n° 2217.

(2) *Lloyd c. Matthews*, 223 Ill. 477, 480, 79 N. E. 172 cit. au *Corpus Juris*, v° Corp. p. 358 sous n° 2217.

(3) *V. Corpus Juris*, v° Corporations, nos 1859 et 2218.

de l'administration ; cette délégation peut être tacite s'il a l'habitude d'accomplir certaines opérations sans opposition du Conseil (1).

Le Secrétaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux et de la conservation des registres et des archives sociales. C'est lui aussi qui a la garde du sceau corporatif. Il n'a aucun pouvoir par le fait de ses fonctions pour engager la Société envers des tiers, à moins qu'il n'y ait été spécialement autorisé.

L'Administrateur-Délégué ou Directeur général (General ou Managing Director) a tous les pouvoirs du Conseil. L'expression « General Manager » comporte le pouvoir d'accomplir tous actes raisonnables dans la conduite courante et habituelle des affaires de la Société (2). « Le fait qu'il occupe la situation d'administrateur-délégué implique, sans besoin d'autre justification, son droit de faire tout ce que la Société elle-même pourrait accomplir aussi longtemps que ces actes ont trait aux affaires courantes de la Société. » (3).

SECTION II

NATURE DES FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

La doctrine et la jurisprudence des Etats-Unis considèrent que la nature des fonctions des administrateurs, au regard de la Société et des actionnaires, est

(1) Corpus Juris v° Corporations n° 1860 et 2220.

(2) Hinton c. d'Yarmett (Texas) 212 S. W. 518 cit. au Corpus Juris v° Corporations, note 46 sous n° 2221 p. 360.

(3) V. Corpus Juris v° Corporations n° 2221.

essentiellement *fiduciaire* (fiduciary) et semblable en tous points à celle d'un *trustee*. Ce mot de *trustee* implique une plus grande dose de confiance et de liberté d'action que nous n'en attachons à l'idée du mandataire dans notre conception du droit, mais en même temps il est fait davantage appel à la conscience désintéressée des Administrateurs dans l'exercice de leurs fonctions. « Les Administrateurs, dit un arrêt de la Cour de New-York (1), « sont liés par toutes ces règles de droiture consciencieuse, de moralité et d'honnêteté dans les desseins, « que la loi impose comme normes à ceux qui sont soumis à des obligations et des responsabilités fiduciaires. « Ils sont tenus dans l'exercice de leurs fonctions officielles à une extrême mesure de sincérité, de désintéressement et de bonne foi ».

« Ils sont tenus, au cas où leurs intérêts personnels « seraient en conflit avec l'intérêt social, de sacrifier leurs « propres intérêts à ceux de la Corporation (2). » « Il n'est « pas permis à un Administrateur de servir deux maîtres ; ses intérêts pécuniaires personnels, sous quelque « forme qu'ils se manifestent, sont subordonnés, dans ses « relations avec la Compagnie, à ses obligations supérieures de trustee pour l'accomplissement desquelles il « est strictement responsable devant une Cour « d'équité » (3).

(1) *Kavanaugh c. Kavanaugh Knitting Co* New-York N. Y. 123 N. E. 148, 151 cit. au *Corpus Juris* v° cit. p. 99, sous n° 1866 note 66.

(2) *Young c. Columbia Land (Oregon)* 53 Or 438, 441, 99 P 936 cit. au *Corpus Juris* v° cit. sous n° 1866, note 67 p. 99.

(3) *Allen Foster Willet Co* 227 Massachusetts 551, 556, 116 N. E. 875 cit. au *Corpus Juris* v° cit. n° 1866 p. 99 note 67.

Les administrateurs sont responsables pour toutes pertes subies par la Corporation par suite d'infractions volontaires à leur mission, de négligence coupable, d'actes accomplis en dehors de leurs pouvoirs. Il ne sont pas tenus des pertes provenant d'une erreur de jugement, s'ils ont agi de bonne foi. Certaines juridictions n'admettent leur responsabilité qu'en cas de négligence grossière, *crassa negligentia*, équipollente à la fraude (1). Mais généralement on ne leur demande qu'une surveillance ordinaire et raisonnable semblable à celle qu'exerce « un homme prudent, soigneux et habile dans la conduite de ses propres affaires » (2). Un manquement à ces devoirs ; — qui reviennent en somme à ceux qu'en droit romain on demandait à un bon père de famille — constituerait la négligence grave, mais la détermination de cette faute est une question d'espèce. L'argument qu'un Administrateur aurait donné aux affaires sociales les mêmes soins qu'il a donnés aux siennes propres ne l'exonérerait pas de sa responsabilité envers les actionnaires, s'il est établi qu'il a été négligent dans ses propres affaires (3).

A l'égard des créanciers, la situation des administrateurs n'est pas la même que vis-à-vis des actionnaires. Les auteurs et la jurisprudence en général estiment qu'un administrateur n'est pas un trustee, un fidéicommissaire pour les créanciers, mais il y a divergence de vues sur ce

(1) King c. Livingston Mfg. Co Alabama, 192 Ala 269, 277, 68 S 897 cit. au Corpus Juris sous n° 1869 note 41.

(2) V. Corpus Juris n° 1869 col. 2 p. 103.

(3) V. Corpus Juris n° 1873 col. 2 p. 108.

point, certains tribunaux comme ceux de la Louisiane (1) décidant le contraire. D'autres juridictions ont adopté un moyen terme et admettent que tant qu'une Corporation est *in bonis*, les administrateurs ne sont pas des trustees au regard des créanciers sociaux, mais qu'ils le deviennent aussitôt que la Société est insolvable (2).

Les cas habituels où la responsabilité des administrateurs se trouve engagée sont : la constitution illégale ou irrégulière de la Société, la distribution de dividendes fictifs, la publication de rapports inexacts, l'exagération dans l'évaluation des apports, la négligence dans le dépôt des rapports annuels ou périodiques prescrits par les lois de certains Etats à des époques fixées, le consentement à des prêts d'argent prohibés par les statuts, la réduction du capital accomplie sans respecter les formalités légales.

Pour assurer l'accomplissement fidèle des fonctions des administrateurs, certaines lois exigent que ceux-ci prêtent serment et fournissent caution avant d'entrer en fonctions. La loi de Delaware, de Massachussets (3), de Nevada (4), de New-Hampshire (5), de New-Jersey (6), de New-Mexico (7), de Pensylvanie (8) prescrivent que

(1) *Hibernia Bank Co. c. Cancienne* 140 La 969, 974, 74 S 267.

(2) V. *Corpus Juris* v° cit. n° 1948 col. 2.

(3) V. *Corporation Manual* v° Massachussets p. 467.

(4) V. *Corporation Manual* v° Nevada p. 656.

(5) V. *Corporation Manual* v° New Hampshire p. 682.

(6) V. *Corporation Manual* v° New-Jersey p. 709.

(7) V. *Corporation Manual* v° New Mexico p. 741.

(8) V. *Corporation Manual* v° Pensylvanie p. 971.

l'Administrateur secrétaire devra jurer de fidèlement remplir ses fonctions et que le trésorier devra fournir la caution fixée par les *by-laws*. La loi d'Indiana exige ces précautions seulement pour les Sociétés minières et industrielles (1). La loi d'Oregon exige que chaque administrateur prête serment de fidèlement remplir ses fonctions préalablement à son entrée en charge (2).

Les administrateurs encourent aussi une responsabilité pénale dans des cas très nombreux dont la jurisprudence a fait application comme en cas de publication de rapports mensongers, de tenue de comptabilités truquées, d'émission frauduleuse d'actions, de production de livres faux, de détournement de fonds sociaux, de distribution de dividendes fictifs, de remboursement irrégulier de capital (3).

La responsabilité des administrateurs au point de vue pénal doit être distinguée de celle que peut encourir la Société, elle-même, dans certains cas, mais bien entendu la sanction ne peut être qu'une amende dans le cas où une Corporation est citée devant une Cour Criminelle ou devant le jury. Toutefois, jurisprudence et auteurs sont divisés sur le point de savoir si une Corporation peut être jugée au point de vue pénal. Les partisans de l'affirmative prétendent « qu'il n'y a pas plus de difficulté pour prêter une intention déterminée à une Société au point

(1) V. Corporation Manual v° Indiana p. 310.

(2) V. Corporation Manual v° Oregon p. 931.

(3) V. Corpus Juris v° Corporations n° 2073.

de vue de poursuites civiles, qu'au point de vue de poursuites criminelles (1).

(1) Telegram Newspaper C^o c. Min. Public Massachusetts, 172 Mass 294, 297, 52 N. E. cit. au Corpus Juris, v^o Corporations, note 73, p. 875.

CHAPITRE VI

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

SECTION I

LIEU DE RÉUNION. — CONVOCATION

Les conditions de réunion et de tenue des Assemblées générales d'actionnaires sont fixées dans les statuts des Corporations et par les lois sur les Sociétés de chaque Etat.

Les Assemblées doivent être tenues dans l'Etat où la Corporation a été constituée et toute réunion en dehors de son territoire serait nulle à moins que cette éventualité n'ait été expressément prévue dans la loi ou dans les statuts (1). Les Sociétés qui ont été autorisées par plusieurs Etats, les Compagnies de Chemins de fer, par exemple, dont le réseau traverse des Etats différents, peuvent tenir leurs Assemblées dans n'importe lequel des Etats qui leur a accordé une charte (2).

La convocation des Assemblées doit émaner du Conseil d'Administration. Une convocation faite par le Président

(1) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 1355.

(2) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 1355 col. 2.

et le Secrétaire d'une Société a été reconnue inopérante par les Tribunaux (1). La convocation pourrait être également faite à la requête d'un certain nombre d'actionnaires dont le nombre minimum est prévu aux statuts.

Si la date des Assemblées, comme par exemple celle de l'Assemblée annuelle ordinaire, est fixée dans les statuts, aucune publication de rappel aux actionnaires n'est imposée à la Société, à moins que les statuts ne prévoient expressément que les actionnaires doivent être avertis. La convocation doit alors être adressée à ceux des actionnaires dont le nom figure dans les registres sociaux. De même, si les statuts sont muets sur le mode de convocation, une publication dans un journal ne suffirait pas et les actionnaires devraient être convoqués par lettres.

Les convocations doivent contenir un ordre du jour exposant sommairement l'objet de la réunion ; cette obligation n'est pas imposée pour les assemblées dont la réunion est prévue aux statuts à date fixe et dont l'objet est connu (2). L'assemblée pourrait toutefois renoncer à invoquer cette cause d'illégalité et le fait par les actionnaires d'avoir discuté, sans protester, une question qui n'était pas portée à l'ordre du jour, les mettrait dans l'impossibilité d'attaquer la validité des délibérations prises par eux sans réserves (3). Il est d'ailleurs admis que si le lieu où les Assemblées se tiennent et les convo-

(1) *Aff. Dusenbury c. Looker* (Michigan) 110 Mich 58, 67 N. W. 986 cit. au *Corpus Juris* p. 887 sous n° 1359.

(2) *V. Corpus Juris* n° 1369.

(3) *V. Synnott c. Cumberland Bldg. Loan Assoc.* 117 Fed. 379 54 C. C. A. 553 cit. au *Corpus Juris* note 57 sous n° 1373.

cations sont ou ne sont pas conformes à ce qui est prescrit dans les statuts, les délibérations prises s'imposent à tous les actionnaires qui y ont pris part sans protester (1). On estime que l'indication du lieu de réunion et les mesures de publicité pour les convocations ayant été prescrites dans l'intérêt des actionnaires, il est loisible à ceux-ci de renoncer au bénéfice de ces prescriptions.

SECTION II

DE LA PRÉSIDENTE DES ASSEMBLÉES. — DU QUORUM DU VOTE

La présidence des Assemblées est généralement dévolue au Président du Conseil ou à la personne qu'il a déléguée à sa place (2). Mais au cas où les statuts sont muets, le Président est élu par les actionnaires qui peuvent le choisir même en dehors d'eux (3).

Les débats sont dirigés par le Président et si la procédure n'a pas été prévue aux statuts c'est au Président qu'incombe le soin de résoudre les incidents qui peuvent surgir au cours des discussions, mais il peut naturellement s'en remettre à la décision de l'Assemblée.

Le quorum nécessaire à la validité des délibérations n'est pas toujours indiqué dans les *by-laws* ou même dans les lois sur les Corporations. Dans ce cas, si toutes les formalités de convocation ont été observées, les Assem-

(1) V. Corpus Juris n° 1373.

(2) V. Corpus Juris n° 1376.

(3) V. Corpus Juris n° 1376.

blées peuvent être valablement tenues, quel que soit le nombre des actionnaires présents pourvu qu'il s'en trouve au moins deux. Il y a même des décisions qui ont estimé suffisante la présence d'un seul actionnaire (1). En tous cas, quel que soit le nombre des actionnaires présents, la décision est emportée par la majorité « de ceux qui prennent assez d'intérêt aux affaires de la société pour assister à ses assemblées (2).

Le quorum ne s'applique qu'aux actions de capital souscrit ou émis et non pas à la partie du capital autorisé qui n'a pas fait l'objet de souscription (3). Les majorités prévues s'entendent de majorités en sommes et non pas de majorités en nombre à moins que le contraire ne soit expressément spécifié dans les statuts (4).

Pour être admis à voter, les membres présents à une Assemblée doivent être véritablement propriétaires de leurs actions ou représenter valablement et de bonne foi le propriétaire. En cas de propriété indivise, n'importe lequel des co-propriétaires peut voter, mais s'il y a désaccord entre eux, le vote ne pourra être donné (5). Entre usufruitier et nu-propriétaire, c'est le premier qui est admis au vote (6).

L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur d'une

(1) V. Corpus Juris n° 1378 et note 91.

(2) Aff. Gilchrist c. Collopy Kentucky 119 Ky 110, 116, 82; S. W. 1018 cit. au Corpus Juris v° cit. sous n° 1378 note 92 a.

(3) V. Corpus Juris n° 1380.

(4) V. Corpus Juris n° 1380. 2° parag.

(5) V. Corpus Juris n° 1394.

(6) V. Corpus Juris n° 1396 note 87 p. 903.

succession ouverte peuvent voter à la place du *de ejus* dont le nom figure dans les registres sociaux et cela sans qu'aucune formalité de transfert ait été effectuée depuis la mort de l'actionnaire (1). Si des actions sont données en garantie, c'est le débiteur gagiste qui prend part aux Assemblées, mais il peut intervenir valablement entre prêteur et emprunteur des conventions donnant au premier le droit d'assister aux Assemblées et de prendre part aux votes à moins que cela ne soit contraire à la loi de l'Etat (2).

Les Corporations n'ont pas le droit de figurer au scrutin en tant que détentrices de leurs propres actions dans le cas où, au cours d'une vente forcée de titres appartenant à des actionnaires en retard de leurs versements, elles se seraient portées adjudicatrices de ces titres ce qui n'est pas défendu par les lois des Etats-Unis (3). Mais si une Société est actionnaire d'une autre Société elle pourrait prendre part au vote sauf dans le cas où il serait établi que la première a acquis les actions en vue de « contrôler » l'autre entreprise, en violation des lois qui empêchent ces combinaisons (4).

Le nombre de voix auxquelles chaque actionnaire a droit est fixé par les statuts. Cela est d'une grande importance car, d'après la « Common Law », un actionnaire n'a droit qu'à une voix quel que soit le nombre d'actions qu'il

(1) V. Corpus Juris n° 1397.

(2) V. Corpus Juris n° 1399 § 2.

(3) V. Corpus Juris v° cit. n° 972 et suiv.

(4) V. Corpus Juris v° cit. n° 1401.

détient (1). Il est cependant de pratique presque constante aux Etats-Unis d'accorder une voix par action et cet usage a force de loi au point que la « Common Law » ne s'imposerait plus aujourd'hui, même en l'absence de toute disposition dans les statuts accordant aux actionnaires un nombre de voix proportionnel aux actions qu'ils possèdent. Citons cette décision de la Cour de Pensylvanie : « On s'est écarté de la règle posée par la « Common Law » « n'accordant qu'une voix à chaque actionnaire et par « coutume et usage aussi bien que par la loi, il est prés- « que universellement reconnu maintenant que chaque « actionnaire a droit à une voix par action (2).

Des tempéraments peuvent être portés à la règle et le nombre de voix accordé à chaque actionnaire peut être limité (3).

Du vote par procuration

La « Common Law » s'oppose à ce qu'un vote puisse être donné par procuration, la raison en est qu'à l'origine les corporations n'avaient été formées que dans un but d'intérêt public ou de charité sans recherche de profit et la présence personnelle des membres était pour eux une obligation morale qui ne pouvait être déléguée (4). Il résulte de cela que le droit de voter par procuration doit

(1) V. Corpus Juris v° cit. n° 1403.

(2) Min. Public c. Smith 37 Pa. C° 625, 627 cit. au Corpus Juris en note p. 907 n° 44.

(3) Corpus Juris v° cit. n° 1403.

(4) Corpus Juris v° cit. n° 1405 et note 56 a.

être expressément prévu, soit par la loi sur les Sociétés, soit par les Articles d'Association, certains tribunaux ne reconnaissant pas la validité de pareille clause si elle ne figure qu'aux *by-laws* (1).

Le pouvoir peut être donné à un actionnaire aussi bien qu'à une personne étrangère à la Société, mais si la loi autorise un non-actionnaire à voter par procuration, ce droit ne peut être mis à néant par une disposition des *by-laws* (2).

Les pouvoirs doivent être donnés par écrit, mais aucune formule spéciale n'est exigée dans ce but. La loi de l'État de New-York prescrit que les pouvoirs ne peuvent être valables au-delà du onzième mois suivant la date de la signature à moins que le mandant n'ait mentionné la durée du mandat qui ne peut être indéfinie. (G. C. L., § 26).

Les pouvoirs du mandataire sont limités par les termes du mandat. Un pouvoir ordinaire ne permettrait pas au mandataire de voter la dissolution d'une Corporation, ou la cession de tout l'actif social ou des changements importants qui ne font pas l'objet d'une assemblée ordinaire (3). Toutefois, les actes que le mandataire accomplirait en dehors des limites de son mandat pourraient être ratifiés par le mandant. Il est même généralement admis que le silence prolongé de ce dernier peut être considéré comme un acquiescement (4).

(1) Corpus Juris v° cit n° 1405.

(2) Corpus Juris v° cit. n° 1407.

(3) V. Corpus Juris n° 1409.

(4) V. Corpus Juris n° 1411.

Du Contrôle des Assemblées

D'après certaines lois et notamment celle de l'Etat de New-York (1) les opérations des assemblées générales surtout celles ayant pour objet les élections d'administrateurs peuvent être contrôlées par des « inspecteurs d'élection » choisis en dehors des actionnaires ; ces inspecteurs ont le droit de demander aux personnes qui se présentent pour voter, munies d'un pouvoir, de prêter serment en ces termes : « Je jure solennellement qu'en votant je n'ai ni directement ni indirectement, ni implicitement reçu une promesse ou une somme d'argent, ou chose de valeur, de nature à influencer mon vote à la présente Assemblée ». Cette prestation de serment est signée par le mandataire et enregistrée dans les archives sociales.

Si l'on a des raisons de craindre des manœuvres frauduleuses au cours d'une élection, les actionnaires intéressés peuvent demander aux Tribunaux qu'un magistrat, un *Master in Chancery*, soit délégué pour présider aux élections.

Voting Trusts

En vue d'exercer un contrôle sur les affaires d'une Corporation des actionnaires peuvent s'unir en un *Voting Trust* en vue de déléguer à un ou plusieurs trustees leur droit de vote de telle façon que l'unité de vues soit assurée (2). Ces accords sont considérés comme licites quoi-

(1) V. Corporation Manual p. 776.

(2) V. Corpus Juris n° 1420.

que, à l'origine, les Tribunaux ne les aient pas admis comme tels. La loi de New-York les reconnaît (1), mais fixe à cinq ans, la durée maxima d'un pareil accord.

Un *voting trust* serait nul s'il poursuivait un but illi- cite comme par exemple l'écrasement d'une minorité, la création d'un monopole, d'une coalition, s'il portait une entrave à la liberté du commerce (2). Il faut que le *voting trust* ait pour objet l'intérêt de la Société et des action- naires en général ou que tout au moins il ne porte pas préjudice à une catégorie d'actionnaires au profit d'une autre.

Un *voting trust* ne peut avoir une durée indéfinie sous peine d'être déclaré nul s'il est déféré à un Tribunal (3).

(1) V. Corporation Manual p. 776 n° 29.

(2) V. Corpus Juris n° 1422.

V. Corpus Juris n° 1424.

CHAPITRE VII

DES EMPRUNTS ET DES OBLIGATIONS

SECTION I

DE LA FACULTÉ D'EMPRUNTER ET DES LIMITES A CETTE FACULTÉ

La faculté d'obtenir des ressources par le moyen de l'emprunt est reconnu à toutes les Corporations à moins d'une défense expresse de la loi ou des statuts. Si les statuts sont muets, le droit de la Corporation de recourir à l'emprunt est incontestable. En fait, la plupart des lois des différents Etats autorisent les Sociétés à emprunter dans la mesure de leurs besoins, sans limite. Toutefois, les Etats suivants ont porté à ce droit des restrictions. L'Etat d'Arizona oblige à l'insertion dans les statuts d'une clause fixant d'avance le montant total des dettes qu'une Corporation pourra contracter sous n'importe quelle forme mais en aucun cas les dettes ne doivent dépasser les deux tiers du capital social (1). L'Etat de Kansas prescrit que la totalité des emprunts ne doit pas dépasser le montant du capital social (2). La loi de l'Etat de Nebraska dispose

(1) V. Corporation Manual n° 41, p. 43.

(2) V. Corporation Manual n° 41, p. 349.

dans le même sens que celle de l'Arizona et n'autorise pas les Sociétés de capitaux à s'endetter pour un montant supérieur aux $\frac{2}{3}$ du capital (1). L'Etat de New-Hampshire défend des emprunts sous n'importe quelle forme pour un montant supérieur à la valeur de la moitié des biens de la Corporation (2). Les lois d'Ohio (3), de South Dakota (4), de Texas (5) et de Woyming (6) tolèrent qu'une Société contracte des dettes jusqu'à concurrence du capital social. Il faut entendre par « capital », le montant du capital libéré et non du capital autorisé (7), mais au capital primitif on ajoute les réserves qui y ont été incorporées sous forme de distribution d'actions de dividendes (8).

Le fait pour une Société de dépasser les limites autorisées aux dettes n'entraîne pas nécessairement la nullité des obligations assumées par la Corporation, mais elle peut amener l'intervention des autorités publiques et la révocation de sa charte : d'autre part, la responsabilité des Administrateurs est engagée et ils risquent d'être poursuivis personnellement pour le paiement des engagements pris en violation de la loi ou des statuts (9).

(1) V. Corporation Manual n° 41, p. 632.

(2) V. Corporation Manual n° 41, p. 684.

(3) V. Corporation Manual n° 41, p. 891.

(4) V. Corporation Manual n° 41, p. 1109.

(5) V. Corporation Manual n° 41, p. 1163.

(6) V. Corporation Manual n° 41, p. 1346.

(7) V. Corpus Juris v° Corporations n° 2554 note 51, p. 607.

(8) V. plus haut et Corpus Juris v° cit. n° 2515.

(9) V. Corpus Juris v° cit. n° 2515.

La prohibition visée par les lois s'applique seulement aux engagements qui viennent diminuer l'actif de la Société et non pas aux dettes qui peuvent être contractées journellement dans le courant habituel des affaires, ainsi il a été jugé que les dettes d'une Société industrielle provenant du paiement de salaires et de l'achat de matières premières ne constituent pas une augmentation du passif social qui, d'après la loi de Pensylvanie, nécessiterait la réunion d'une Assemblée générale à l'effet d'autoriser ces opérations quand la limite des engagements est atteinte (1).

Le capital souscrit qui figure au passif du bilan n'est pas compris dans le calcul des dettes (2).

La défense d'emprunter, contenue dans les lois ou statuts, doit être interprétée restrictivement de telle façon qu'une Corporation pourrait recourir, au cas où des ressources lui seraient nécessaires, à d'autres moyens. Ainsi une compagnie de chemins de fer ayant eu besoin d'argent et ne pouvant recourir à l'emprunt, vendit une partie de son matériel à une autre Société et le prit ensuite en location à un loyer correspondant à l'intérêt du montant payé. Dans la convention, il fut prévu qu'après cinq ans, la Société venderesse aurait le droit de récupérer son matériel au prix de vente; la transaction fut garantie par trois administrateurs (3). Les Tribunaux admirent la validité de cette vente qui aurait été considérée comme

(1) V. Corpus Juris v^o Corporation n^o 2515 p. 575 note 61 b.

(2) V. Corpus Juris v^o Corporation n^o 2516 p. 576 par. 3.

(3) V. Corpus Juris v^o Corporation n^o 2557 note 61.

nulle aux yeux de la loi française comme dissimulant un contrat pignoratif.

SECTION II

DES OBLIGATIONS

Les obligations sont désignées aux Etats-Unis sous le nom générique de *Bonds*. On emploie aussi le terme « *Debenture* » en usage en Angleterre. On définit un « bond » comme suit : « une promesse écrite faite par une Corporation, revêtue du sceau, de payer une somme fixe à une date future déterminée, avec intérêt convenu, payable à dates ou intervalles fixes et délivrée contre argent, ou son équivalent, reçu par la corporation, quelquefois garantie et quelquefois pas. (1) ».

Il faut donc deux conditions essentielles pour qu'il y ait création d'obligations : un remboursement de capital à date fixe et un paiement d'intérêts à époque établie d'avance. Des titres émis par une Société avec faculté de les rembourser à son gré ne seraient pas considérés comme des obligations (2). De même des titres émis par une Société et rapportant un intérêt cumulatif payable sur les bénéfices, avec droit à une partie de l'actif après paiement des dettes sociales, n'ont pas été considérés comme obligations malgré la dénomination qui leur avait été donnée par les émetteurs, mais comme des actions privilégiées (3).

(1) V. *Corpus Juris* v° Corporation n° 2563.

(2) V. *Corpus Juris* v° Corporation n° 2563 p. 611.

(3) V. *Corpus Juris* v° Corporation p. 611 noté 26.

On distingue plusieurs espèces de « Bonds » : les *Debenture Bonds* émises ordinairement sans garantie, les *Coupon-Bonds* payables au porteur et munis de coupons également au porteur, les *Registered Bonds*, obligations nominatives qui sont inscrites dans les livres de la Société et dont les intérêts sont payés au moyen de chèques tirés par la Corporation débitrice à l'ordre du propriétaire. Les *Convertible Coupon Bonds* peuvent être mises au nominatif à l'option du propriétaire. Il existe aussi les *Registered coupon bonds* qui sont nominatives quant au titre lui-même, mais les coupons en sont payables au porteur. Les *Funding Bonds* sont émises en vue de consolider la dette flottante d'une Corporation. Enfin, on peut mentionner aussi les *Income Bonds* qui ne paient intérêt que si les revenus de la Société au cours d'un exercice le permettent (1) et qui ne sont pas cumulatives (2).

Une Société peut émettre des obligations pour réaliser tous objets prévus par sa charte constitutive, mais comme nous l'avons vu, ci-dessus, le pouvoir d'émettre des obligations peut être limité, soit par la loi, soit par les statuts. L'émission d'obligations au-delà de la limite fixée par les statuts ou les lois, est considérée comme nulle dans la plupart des Etats, on les appelle des émissions *ultra vires*. Toutefois, les droits d'acheteurs de bonne foi d'obligations de ce genre sont protégés vis-à-vis de la Société (3).

En général, les lois et les statuts disposent que l'émis-

(1) V. Corpus Juris n° 2564.

(2) V. Corpus Juris n° 2565 note 47.

(3) V. Corpus Juris n° 2567.

sion d'obligations ne peut avoir lieu qu'après un vote des actionnaires de la Société et certaines lois exigent même que ce vote soit donné par écrit (1). Dans quelques Etats, l'émission des obligations est réglementée et l'autorisation préalable d'une Commission officielle est nécessaire avant que la Société ne puisse avoir recours au crédit public. La Commission a le devoir de rechercher si l'émission répond véritablement aux besoins de la Société (2).

L'émission d'obligations au-dessous du pair est permise, mais quelques Etats la défendent cependant (3). D'autres fixent la limite au-dessous de laquelle une émission n'est pas autorisée. Le taux d'intérêt à payer aux obligataires ne peut dépasser le taux légal, mais il est permis de déroger à cette règle dans les statuts (4) sans enfreindre les lois sur les prêts usuraires.

La forme à donner aux obligations est généralement prévue dans les statuts, mais au cas où ceux-ci seraient muets sur ce point, aucune formule ou rédaction spéciale n'est imposée à la Société pour la validité de ses « bonds » (5), il suffit que la reconnaissance de la dette envers l'obligataire résulte du titre. L'obligation pourrait même être émise au profit d'un certain nombre de personnes conjointement (6).

(1) V. Corpus Juris n° 2569.

(2) V. Corpus Juris n° 2570.

(3) V. Corpus Juris n° 2576.

(4) V. Corpus Juris n° 2568.

(5) Corpus Juris v° cit. n° 2578.

(6) Corpus Juris v° cit. n° 2578 p. 622. 1^{re} col.

SECTION III

DES EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES

Les Corporations qui ont le droit d'acquérir et de conserver des biens immeubles ont également le droit de les hypothéquer. « D'après la Common Law, les corporations peuvent hypothéquer leurs immeubles à volonté aussi bien que les personnes physiques » (1). « C'est un principe bien établi applicable aux Sociétés qu'elles ont pouvoir de vendre leurs biens, mobiliers, immobiliers, et de les donner en hypothèque pour la garantie de leurs dettes. Ceci est accessoire au droit d'acquérir les immeubles et de les conserver (2) ».

Il n'est pas nécessaire que les statuts fassent mention expresse de la faculté d'hypothéquer, ce pouvoir découle du droit de disposer (3), du droit d'emprunter de l'argent en vue de poursuivre l'objet pour lequel la Société a été constituée, du droit de signer des contrats et d'encourir des engagements : « Le pouvoir d'une Corporation de « vendre et transférer ses biens, d'emprunter de l'argent et de signer des contrats, implique le pouvoir « d'hypothéquer ses biens meubles et immeubles en vue « de garantir le paiement de ses dettes » (4).

(1) Beebe c. Richmond Light Co. 13 Misc. 737, 741, 35; N. Y. S. 1 cit. au Corpus Juris p. 547 note 65.

(2) Fitch c. Lewiston Steam Mill Co. 80 Me. 34, 37, 12; A. 732 cit. au Corpus Juris p. 547 note 65 a.

(3) V. Corpus Juris v° Corporation n° 2477.

(4) V. Corpus Juris v° Corporations n° 2478 note 5 p. 548.

Les lois de quelques Etats restreignent le pouvoir, de certaines catégories de Sociétés de donner leurs biens en hypothèque. Les Sociétés de banques et de crédit sont plus spécialement visées par ces restrictions.

Le Conseil d'Administration a seul pouvoir pour consentir une hypothèque à moins que la loi ou les statuts ne prescrivent que ce droit n'appartient qu'à l'Assemblée des actionnaires. La loi de New-York de 1890 exige l'assentiment écrit des deux tiers des actionnaires pour que les biens sociaux puissent être hypothéqués (1). Dans l'Etat de Colorado, les Sociétés industrielles ne peuvent donner leurs immeubles en hypothèque sans que les actionnaires aient donné leur consentement par un vote à la majorité simple (2).

Il n'est pas tenu compte du nombre des actionnaires, mais du nombre des actions et si un seul actionnaire possède le nombre de titres suffisant pour obtenir une majorité, son vote suffit (3).

Aucune formalité spéciale n'est imposée aux Sociétés en vue d'hypothéquer leurs immeubles (4).

Des Trustees

La protection des intérêts des obligataires est souvent confiée à un mandataire qui prend le nom de trustee et dont les pouvoirs sont définis dans l'acte constitutif du

(1) V. Corpus Juris v° Corporations n° 2658 p. 663 note 66 b.

(2) V. Corpus Juris v° Corporations n° 2320 p. 463 note 16.

(3) Corpus Juris n° 2659.

(4) Corpus Juris n° 2665.

prêt. Les tribunaux jugeant en équité sont compétents pour surveiller la gestion de ces mandataires lesquels ont souvent des pouvoirs très étendus. Les trustees sont quelquefois appelés à agir dans l'intérêt de l'emprunteur aussi bien que du prêteur quand ils sont chargés par le premier, par exemple, de procéder au paiement des coupons et reçoivent une commission dans ce but (1).

Les trustees ont aussi mission de « certifier » les obligations et de veiller à ce que les indications y contenues soient conformes à l'acte de prêt. Ils doivent également intervenir pour sauvegarder les droits des prêteurs et s'opposer aux actes de la Société débitrice qui pourraient avoir comme résultat de compromettre le gage des obligataires. Les trustees peuvent intenter une action en justice, dans ce but en leur propre nom (2). Ils pourraient même changer l'objet du gage sans recourir à l'assentiment des obligataires, mais à condition que ce soit dans l'intérêt de ceux-ci et que l'acte de prêt ait prévu cette éventualité autrement ils devraient obtenir l'autorisation de la Cour d'équité (3).

En cas de non paiement des intérêts par la Société emprunteuse, le trustee est tenu de faire constater judiciairement sa défaillance et de prendre les mesures conservatoires nécessaires. S'il ne le fait pas et si par sa négligence il a causé préjudice aux obligataires, il peut être poursuivi par ceux-ci en dommages-intérêts (4). Sa

(1) V. Corpus Juris n° 2710.

(2) V. Corpus Juris n° 2712.

(3) V. Corpus Juris n° 2714.

(4) V. Corpus Juris n° 2717.

révocation peut être prononcée par le Tribunal s'il est jugé qu'il n'agit pas de bonne foi (1).

Les trustees ont droit à une rémunération dont le montant est généralement prévu dans l'acte de prêt et cette rémunération est privilégiée (2).

Dans les emprunts de grande importance, le soin de veiller sur les intérêts des obligataires est confié à un comité de trustees.

Il est souvent prévu dans les actes d'emprunt que les actions nécessitées par la défense des intérêts des obligataires doivent être introduites par le trustee et que les obligataires individuellement ne sont pas autorisés à le faire avant d'avoir invité le trustee à recourir en justice. Ces dispositions n'empêcheraient pas cependant les obligataires de s'adresser directement aux Tribunaux au cas où ils auraient à se plaindre de manœuvres frauduleuses de la part du ou des trustees (3).

SECTION IV

AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS

La dette résultant pour une Société d'obligations émises par elle est souvent éteinte progressivement au moyen de la création d'un fonds d'amortissement (*sinking fund*) qui fonctionne conformément aux conditions prévues

(1) V. Corpus Juris n° 2721.

(2) V. Corpus Juris n° 2720.

(3) V. Corpus Juris v° cit. n° 2725.

dans l'acte de prêt, mais, pour qu'il existe un *sinking fund*, deux conditions sont nécessaires : qu'un fonds soit établi et régulièrement alimenté et que le remboursement de toutes les obligations soit envisagé. S'il est prévu, par exemple, que chaque année une certaine somme doit être consacrée par la Société au rachat d'obligations qu'elle a émises sans qu'il soit stipulé que la totalité des obligations devra être remboursée de cette façon, les auteurs estiment qu'il n'y a pas de *sinking fund* (1).

Les obligations remboursées ne sont pas toujours annulées par les Sociétés et il est quelquefois prévu que la Société pourra les remettre en circulation dans certaines éventualités comme le besoin de fonds pour l'extension des affaires sociales (2).

Lorsque les statuts prévoient que les ressources du fonds d'amortissement seront tirées des bénéfices sociaux, la Société n'est tenue à aucun versement, de ce chef, si le bilan n'accuse pas d'excédent de profits et les obligataires ne peuvent l'obliger à effectuer des rachats de leurs titres ou à avancer des fonds à valoir sur les bénéfices des années subséquentes (3).

La création d'un fonds d'amortissement et le remboursement des obligations par voie de tirage au sort ne sauraient affecter le droit pour les porteurs d'être remboursés seulement au bout d'un certain nombre d'années prévu au contrat d'emprunt en ce sens que seules les obligations

(1) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 2633.

(2) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 2633.

(3) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 2636.

sorties au tirage sont remboursables, les autres ne peuvent l'être avant le terme convenu, même s'il existe des fonds suffisants pour les racheter avant l'époque fixée pour leur remboursement (1) ». Toutefois rien, dans les lois, ne s'oppose à ce que des conventions particulières interviennent entre la Société et les obligataires pour le remboursement anticipé des obligations (2).

(1) V. Corpus Juris v^o cit. n^o 2632.

(2) V. Corpus Juris n^o 2632 *in fine*.

CHAPITRE VIII

DES ACTIONNAIRES

SECTION I

DU DROIT DES ACTIONNAIRES D'EXAMINER LES LIVRES ET DOCUMENTS SOCIAUX

Dans les sociétés de personnes, si la direction des affaires est laissée quelquefois à certains d'entre les associés, tous ont le droit d'être tenus au courant de ce qui se passe à n'importe quel moment et d'obtenir communication des livres de l'association. Il en est autrement dans les sociétés de capitaux où le contrôle des actionnaires ne peut s'exercer qu'aux assemblées générales. La loi de 1867 a réglementé en France le droit des actionnaires pour ce qui concerne la communication des documents sociaux. Dans son art. 35 elle dispose que « quinze jours avant la réunion de l'Assemblée Générale, tout actionnaire peut prendre au siège social communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires ».

Ce droit est ainsi soigneusement délimité, et d'après M. Houpin, un actionnaire ne pourrait demander com-

munication de documents autres que ceux qui sont expressément mentionnés dans la loi, notamment du rapport du Conseil d'Administration, des procès-verbaux des Assemblées Générales et de leurs annexes, ou des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration (1).

D'autre part, « l'actionnaire doit exercer le droit de communication *personnellement* et il ne pourrait se faire accompagner par un tiers ou se faire représenter par un mandataire. » (2)

Pour que le droit que la loi accorde à l'actionnaire fût complet, celui-ci devrait avoir au moins la faculté de pouvoir prendre copie de l'inventaire et de la liste des actionnaires dont la loi l'autorise à demander la communication, mais même l'étendue de ce droit de copie est controversée chez nous. Des auteurs considérables comme M. Wahl étant pour l'affirmative (3) et M. Houpin pour la négative (4).

Les lois, la doctrine et la jurisprudence sont beaucoup plus libérales aux Etats-Unis en faveur de l'actionnaire. D'après la Common Law, tout actionnaire a le droit d'examiner les livres et documents d'une corporation à un endroit et à une heure appropriés et dans une intention juste — *at a proper time and place and for a proper purpose* (5). Cette faculté admise par la loi est basée sur le

(1) Houpin et Bosvieux Tr. des Sociétés (5^e Edition T. II n° 957).

(2) Houpin et Bosvieux Tr. des Sociétés (5^e Edition T. II n° 957).

(3) A. Wahl — Précis de Droit Commercial n° 838.

(4) Houpin et Bosvieux — op. cit. n° 957 p. 112.

(5) V. Corpus Juris v^o Corporations n° 1300 — V. Clark Private, Corporations p. 325.

principe que les actionnaires ont le droit « d'être entièrement tenus au courant de la situation de la corporation, de la façon dont les affaires sont menées, et comment le capital auquel ils ont contribué est employé et géré. Toutefois, ce droit n'est pas absolu en ce sens que l'examen doit être requis de bonne foi et non « dans un dessein de spéculation ou de curiosité maligne en vue de nuire aux intérêts de la Société ». L'actionnaire toutefois n'est pas tenu de fournir une raison pour laquelle il estime nécessaire l'examen des livres sociaux. Le préposé à la surveillance des livres n'a pas le droit de s'enquérir de ses raisons et de son but. S'il a des motifs de croire qu'ils sont malveillants ou illicites et refuse l'examen sous ce prétexte, la charge de la preuve des intentions déloyales de l'actionnaire lui incombe (2).

Le droit d'examen s'applique à tous les livres et documents de la Corporation y compris les contrats. Dans certains Etats comme en Connecticut, New-Jersey, New-York, ce droit ne porte que sur l'inspection des livres et documents relatifs à la propriété des actions et aux livres de transfert.

Le droit d'examen ne s'étend qu'aux actionnaires et à leurs héritiers et ayants droit (3), actionnaires dont le nom est porté sur les registres sociaux. Un créancier nanti n'aurait pas ce droit.

(1) Foster c. White 86 Ala 467, 469, 6 S 88 cit. au Corpus Juris op. cit. p. 854 note 25.

(2) Foster c. White et autres espèces citées dans Clark Private Corporations p. 328.

(3) Corpus Juris v° cit. n° 1309.

Non seulement les actionnaires ont un droit de regard, mais ils sont autorisés à se faire assister d'un avocat ou d'un expert comptable, et ils peuvent même se faire remplacer par un mandataire (1). Ils ont également le droit de prendre des copies de tous documents et d'utiliser à cet effet les services d'un sténographe (2).

Si les administrateurs ou préposés d'une corporation refusent à un actionnaire l'examen qu'il sollicite, celui-ci peut obtenir satisfaction en demandant aux Tribunaux de rendre un « writ of mandamus », ordonnance enjoignant à ceux qui ont la garde des livres de la Société de les communiquer au requérant. La Corporation aura naturellement le droit de se défendre et de justifier son refus si elle a de bonnes raisons pour cela. L'actionnaire pourrait aussi poursuivre en dommages-intérêts, pour refus vexatoire, ceux qui se sont indûment opposés à ce qu'il prenne communication des livres (3).

SECTION II

DES RECOURS DES ACTIONNAIRES CONTRE LA SOCIÉTÉ OU LES TIERS EN RÉPARATION DE PRÉJUDICE

Action individuelle. — Action sociale

Les actionnaires ont le droit de surveiller et de protéger leurs intérêts dans la société. Ils peuvent subir des

(1) Corpus Juris v^o cit. n^o 1311.

(2) Corpus Juris n^o 1312.

(3) Corpus Juris V. Corporations n^o 1314.

dommages soit individuellement et directement, si la société a manqué à un engagement pris personnellement envers eux, soit indirectement et collectivement si la Société a subi des dommages ou des pertes par suite des fautes lourdes de ses administrateurs ou préposés, ou de la part de tiers.

En tant qu'individuellement lésé, l'actionnaire qui a traité avec la Société a le droit de la poursuivre directement, mais il agira alors en son nom personnel plutôt qu'en sa qualité d'actionnaire. Mais si la société commet certains actes *ultra vires*, c'est-à-dire excédant les droits et pouvoirs prévus aux statuts ou dans la loi, l'actionnaire a le droit de recourir aux tribunaux individuellement (1), comme dans le cas où la Société aurait consacré des fonds à des objets non prévus aux statuts, ou si des changements fondamentaux avaient été apportés à la charte sociale contre la volonté d'une minorité (2), ou si une fusion contraire aux statuts avait lieu avec une autre corporation contre le vœu d'un certain nombre d'actionnaires. De même un actionnaire pourrait recourir contre les agissements d'une société manœuvrant de façon à provoquer une baisse sur le cours de ses titres pour obliger l'actionnaire à les céder à vil prix (3) ; les Tribunaux ont aussi admis le recours personnel de l'actionnaire contre le refus du Conseil de le laisser prendre part à une

(1) Corpus Juris v° Corporations n° 1334.

(2) Macon Gas Co. c. Richter 143 Ga 397, 85; S. E. 112 — Zabriskie c. Hackensack R. Co 18 N. J. Eq. 178, 90; Am. D. 617 cit. au Corpus Juris p. 876 note 19.

(3) Corpus Juris v° Corporations n° 1334 2° col. n° 877.

nouvelle souscription, alors que les statuts autorisent les anciens actionnaires à ce faire (1).

Il résulte de ces explications que ces actions sont considérées aux Etats-Unis comme ayant un caractère individuel. Quant à celles basées sur un préjudice causé à la corporation, elles ne peuvent être suivies qu'au nom de celle-ci à la requête du Conseil d'Administration (2). Toutefois, il est admis universellement que si la Société refuse d'intenter l'action, les actionnaires peuvent se substituer à elle, mais il leur appartient alors de prouver qu'ils ont épuisé tous les moyens en leur pouvoir en vue d'obtenir satisfaction de la Société et que les administrateurs dont le premier devoir est de protéger les intérêts de la corporation les ont négligés volontairement ou de mauvaise foi (3). Si la société a intenté l'action sans succès, l'actionnaire ne pourrait la reprendre en son nom.

Les règles relatives à la recevabilité d'une action sociale intentée par un actionnaire ont été résumées de la façon suivante par les Cours Fédérales jugeant en équité : « Tout
« acte introductif d'instance présenté par un ou plusieurs
« actionnaires contre la Corporation et d'autres parties,
« instance fondée sur des droits relevant de la Société,
« doit être vérifié sous la foi du serment et doit contenir
« une déclaration du demandeur attestant qu'il était
« actionnaire au moment où l'opération dont il se plaint
« a eu lieu ou que les titres lui ont été dévolus depuis par

(1) Corpus Juris v^o Corporations. n^o 1334 Gray c. Portland Bank, 3; Mass. 364, 3; Am. D. 156.

(2) Corpus Juris v^o Corporations n^o 1444.

(3) Corpus Juris v^o Corporations n^o 1449.

« le fait de la loi, et que l'instance n'a pas un caractère
« de collusion en vue de déférer le litige à une Cour amé-
« ricaine qui autrement n'aurait pas compétence. La
« requête doit aussi renfermer en détail la description
« des efforts tentés par le demandeur pour obtenir que
« l'action soit introduite par les administrateurs ou trus-
« tees et au besoin par les actionnaires et les raisons pour
« lesquelles il n'a pas réussi (1) ».

Les Tribunaux américains ont aussi admis le droit d'intervention d'actionnaires au procès, quand il apparaît manifestement que le Conseil ne fait pas son devoir consciencieusement dans la défense des intérêts de ses mandants (2).

(1) Equity Rule n° 94 citée par Clark: Handbook of the Law of Private Corporations p. 386.

(2) Corpus Juris n° 1447 p. 930.

CHAPITRE IX

DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION DES CORPORATIONS.

Les auteurs américains distinguent deux sortes de dissolutions de corporations : la dissolution *de facto* et la dissolution *de jure* (1). La première se produit quand une corporation suspend ses opérations par suite d'insolvabilité ou pour toute autre cause, et cesse en fait de fonctionner sans observer les formalités légales ou statutaires prévues pour constater sa dissolution. Ce cas est assez rare. En pratique, les sociétés se mettent volontairement en liquidation ou y sont forcées par l'intervention de l'autorité, qu'elle soit administrative ou judiciaire, comme nous allons l'examiner, ou arrivent au terme de la durée d'existence prévue par leurs statuts.

SECTION I

DE LA MISE EN LIQUIDATION VOLONTAIRE

D'après la conception qu'on se fait aux Etats-Unis de la nature des Corporations dont la constitution est le

(1) Corpus Juris. v. Corporation n° 3670.

résultat d'une concession de l'autorité (1), une société peut renoncer à son privilège (*surrender its franchise*). Cette renonciation peut être faite soit par les actionnaires soit par le Conseil d'Administration si les statuts l'y autorisent (2), mais cette manifestation de volonté doit être incontestable et résulter de débats menés loyalement et conformément aux statuts ou aux lois de l'Etat. Dans certains Etats, un consentement écrit à la dissolution est exigé d'une certaine proportion d'actionnaires (3) mais là où aucun écrit n'est exigé, le vote à la majorité suffit pour entraîner la liquidation et la minorité sera obligée de subir cette résolution, à moins qu'elle ne puisse établir qu'elle a été votée de mauvaise foi (4).

Mais le vote des actionnaires ne suffit pas. Il faut également que la renonciation à la charte, résultat inévitable du vote de liquidation, soit acceptée expressément ou tacitement par l'Etat qui a octroyé la franchise. Cette acceptation doit être formelle dans certains Etats comme le Tennessee, mais plus généralement elle est tacite, la doctrine et la jurisprudence estimant que du moment que les statuts, acceptés par l'autorité, contiennent les dispositions voulues pour le cas de liquidation, le consentement de l'Etat est implicitement donné par le seul fait que la société s'est conformée aux formalités statu-

(1) V. plus haut, p. 14.

(2) Corpus Juris v. Corporations n° 3672.

(3) Corpus Juris. v. Corporations n° 3672.

(4) New-York General Corporation Law, Paragr. 221. V. Corp. Juris, Note 48 p. 1084.

taires (1). Les procès-verbaux et documents relatifs à ces décisions doivent être, dans certains Etats, communiqués à l'Attorney General (2).

SECTION II

DE LA DISSOLUTION FORCÉE

La dissolution des Corporations est en général prononcée par les Tribunaux, et les lois sur les Sociétés désignent les juridictions ayant compétence à cet effet (3). La dissolution des corporations est aussi prévue, dans certains Etats, par voie administrative quand les Sociétés négligent de payer les taxes annuelles ou d'adresser des rapports périodiques réglementaires aux autorités.

Les causes pour lesquelles les Tribunaux ont été appelés le plus souvent à prononcer la dissolution des corporations sont les suivantes : défaut d'organisation conforme à l'objet statutaire (4), défaut de libération du capital (5), défaut d'enregistrement du certificat d'association (6), défaut de désignation d'un agent responsable (7), défaut de fonctionnement pendant un certain délai prévu par la loi (*non user*) de telle façon que cette inaction suppose une renonciation à la charte. D'autre part, si une

(1) Corpus Juris. V. cit. n° 3675.

(2) Corpus Juris. V. cit. n° 3756.

(3) Corpus Juris. v. cit. n° 3780.

(4) V. Corpus Juris n° 3688 et suiv. jurisprudence citée en note.

(5) V. Corpus Juris n° 3688 et suiv. jurisprudence citée en note.

(6) V. Corpus Juris n° 3688 et suiv. jurisprudence citée en note.

(7) V. Corpus Juris n° 3688 et suiv. jurisprudence citée en note.

société accomplit des actes qui sont en dehors de ceux prévus dans sa charte, des actes *ultra vires*, elle se rend coupable d'un abus (*misuser*) qui peut entraîner sa dissolution, mais il faut que ces actes soient d'une certaine gravité, qu'ils aient été voulus et répétés et qu'ils aient porté préjudice au public. Ont été considérés comme actes de *misuser* le fait par une société de banque de contracter des dettes au-delà du chiffre autorisé par les statuts (1), le fait par une Société de transférer son siège social dans un autre Etat que celui où elle avait été constituée.

Certaines lois donnent aux Tribunaux un pouvoir presque discrétionnaire en leur accordant le droit de prononcer la dissolution pour « toute cause profitable aux actionnaires » (2), et la loi d'Iowa autorise cette grave mesure « *on good cause shown* » pour une juste cause démontrée, mais s'il y a conflit d'opinion ou doute quelconque, la dissolution ne sera pas prononcée (3). Ainsi une demande de dissolution a été repoussée dans un cas où des actes frauduleux ayant été commis par des administrateurs, les actionnaires avaient sollicité la mise en liquidation par crainte de voir ces faits se renouveler (4).

Les actionnaires pourraient obtenir la mise en liquidation d'une Société si la gestion du Conseil est désastreuse

(1) Vincennes Bank. c. Etat (Indiana) 1 Blackf. (Ind.) 267, 12; Ann. D. 234 cit. au Corpus Juris 3712.

(2) V. Corpus Juris V. art. n° 3687.

(3) V. Corpus Juris V. art. n° 3740.

(4) Laurel Springs Land c. Fongeray, 50 N. J. Eq. 756, 26; A. 886; cit. au Corpus Juris n° 3739.

et s'il est établi qu'ils ont épuisé tous les moyens pour l'empêcher (1).

En cas de dissentiment entre actionnaires de telle façon que les affaires en souffrent et que la Société ne puisse réaliser son objet, les Cours accordent la dissolution, même si la Société est *in bonis* et si un certain nombre d'actionnaires s'y opposent (2).

Quoique la plupart des lois sur les Sociétés exigent, à la constitution, la présence d'un certain nombre d'associés, le fait que toutes les actions se trouvent réunies à un moment donné entre les mains d'une seule personne, n'entraîne pas, ainsi que nous l'avons déjà signalé (3), comme en France, la dissolution de la Société. La raison qu'en donnent les auteurs américains est que ces actions peuvent être transférées et distribuées à nouveau et que si la loi exige la présence d'un certain nombre de personnes à la fondation, les mêmes raisons ne s'imposent plus une fois que la Société est constituée (4).

SECTION III

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX

La procédure à suivre devant les Tribunaux pour obtenir la liquidation est déterminée par les lois des Etats sur les Sociétés. En général, une requête doit être présentée contenant l'exposé de toutes les causes pour lesquelles

(1) Corpus Juris v. art. n° 3739.

(2) Corpus Juris v. cit. n° 3740.

(3) V. plus haut p. 19.

(4) Corpus Juris v. cit n° 3421 et note 92.

la dissolution est demandée. A cette requête est annexé un inventaire du passif et de l'actif de la Société. Certaines lois exigent que la requête soit signée et certifiée par la majorité des administrateurs (1) et revêtue du sceau de la corporation. Il est aussi prescrit dans certains Etats que les pièces de procédure soient notifiées à l'Attorney General, d'autres fois la loi impose certaines publications dans les journaux (2).

Si la dissolution est poursuivie à la requête de l'Attorney General, il faut qu'il s'agisse d'une infraction intéressant l'ordre ou l'intérêt public. Dans quelques Etats, l'Attorney doit obtenir au préalable l'autorisation du Tribunal (3), et la requête doit être signée par l'Attorney General lui-même et exposer les faits en détail, la simple allégation d'infractions à la loi sans qu'elles soient spécifiées ne suffisant pas (4).

La demande de dissolution peut être introduite par une minorité d'actionnaires, par des administrateurs et même par des créanciers (5). Ces mêmes personnes ont le droit d'intervenir dans les débats.

Le droit de recourir en appel n'est pas accordé par toutes les lois contre un jugement ordonnant la dissolution, mais le recours, s'il est admis n'est pas suspensif et les liquidateurs ou trustees désignés par le Tribunal,

(1) Corpus Juris v. cit. n° 3783.

(2) Corpus Juris v. cit. n° 3755.

(3) Corpus Juris v. cit. n° 3758.

(4) Corpus Juris v. cit. n° 3773.

(5) Corpus Juris v. cit. n° 3774.

sont tenus de commencer leurs opérations sans attendre la décision de la Cour supérieure.

L'être moral continue à subsister pour les besoins de la liquidation, mais il a fallu pour cela des lois spéciales, car, d'après la Common Law, la dissolution une fois prononcée entraîne l'extinction de la Société et de toutes ses obligations actives et passives (1). Les lois prévoient aussi quelles personnes sont chargées de la liquidation.

Les fonds provenant de la liquidation sont distribués d'abord aux créanciers ayant un privilège ou un nantissement, puis, aux créanciers ordinaires, enfin aux actionnaires. Les gages du personnel sont en général privilégiés ainsi que les frais de liquidation, mais il y a lieu d'observer que, pour le recouvrement des impôts, le fisc ne jouit pas d'un privilège à moins que la loi de l'Etat ne l'ait spécialement prévu, cependant il est admis, en général que, si une contrainte a été décernée avant la mise en liquidation, le Trésor a un droit de préférence sur les créanciers (2).

(1) Corpus Juris v. cit. n° 3823.

(2) Corpus Juris v. cit. n° 3879 p. 1193.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I^{er}

IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DES CORPORATIONS (1)

SECTION I

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES SUR LE NOMBRE, LES CATÉGORIES ET LE CAPITAL DES CORPORATIONS

Tout le monde connaît le développement prodigieux atteint par les Etats-Unis au cours du dix-neuvième siècle, et qui constitue à coup sûr la plus magnifique épopée économique qu'aient jusqu'ici enregistrée les annales de l'humanité. Avant de passer à l'examen des chiffres statistiques intéressant les sociétés de capitaux, il convient de jeter un coup d'œil général sur les statistiques concernant l'ensemble de l'immense République, depuis le commencement du siècle dernier, chiffres qui permettent de suivre son développement :

(1) La plupart des chiffres cités dans ce chapitre sont extraits du *Statistical Abstract of the United States*, publié par le Ministère du Commerce des Etats Unis, fascicule de 1921.

En 1800, la superficie des Etats-Unis était de 892.135 milles q.

» 1810	»	1.720.122	»
» 1850	»	2.997.119	»
» 1855	»	3.026.789	»

A ce moment, le territoire métropolitain de la République avait atteint ses limites actuelles et les acquisitions territoriales subséquentes ont porté sur l'Alaska (590.884 milles), les îles Hawaï, l'archipel des Philippines, Porto-Rico et les Iles Vierges.

La population a augmenté comme suit :

En 1800 elle était de 5.308.483 habitants

» 1810	»	7.239.881	»
» 1850	»	23.191.876	»
» 1870	»	38.558.371	»
» 1880	»	50.155.783	»
» 1900	»	76.129.408	»
» 1910	»	92.267.080	»
» 1920	»	106.418.175	»
» 1921	»	107.833.284	»

Le budget de l'Etat a connu la progression suivante :

En 1800 il s'élevait à 10.813.971 dollars

» 1810	»	8.474.753	»
» 1850	»	40.948.383	»
» 1860	»	63.200.876	»
» 1865 (1)	»	1.295.099.290	»
» 1870	»	293.657.005	»
» 1880	»	264.847.637	»
» 1900	»	487.713.792	»
» 1910	»	659.705.391	»
» 1918	»	8.966.532.266	»

(1) Année de la fin de la Guerre de Sécession.

» 1919	»	15.365.362.742	»
» 1920	»	6.141.745.240	»
» 1921	»	4.468.713.468	»

La richesse totale du pays, d'après les évaluations officielles faites depuis 1865 a subi le développement suivant :

En 1850 elle était estimée à	7.135.780.000 dollars
» 1860	16.159.616.000 »
» 1870	30.068.518.000 »
» 1880	43.642.000.000 »
» 1900	88.517.307.000 »
» 1912	187.739.071.090 »
» 1920	290.000.000.000 »

et elle était passée de \$ 307.69 par habitant à \$ 2.689.34.

Les statistiques officielles ne permettent pas de suivre le développement des corporations dans chacun des Etats Américains depuis le commencement du dix-neuvième siècle, mais les renseignements suivants suffisent pour se faire une idée de l'importance économique des sociétés d'après leur nombre, leur capital et leur revenu.

Le nombre de Corporations fonctionnant aux Etats-Unis a été de 351.426 pour 1917, de 317.579 pour 1918 et de 320.198 pour 1919. Sur ce dernier chiffre, 209.634 ont accusé un revenu et 110.564 n'ont pas fourni de déclaration de bénéfices.

Afin de se faire une idée de la répartition de ces sociétés dans les divers Etats, nous mettrons sous les yeux des lecteurs les statistiques relatives à l'année 1919.

Alabama	2.983 sociétés
Alaska	63 »

Arizona	1.514 sociétés
Arkansas	2.135 »
Californie	14.716 »
Colorado	6.704 »
Connecticut	4.405 »
Delaware	816 »
District of Columbia.....	995 »
Floride	2.845 »
Georgia	4.420 »
Hawaï	521 »
Idaho	1.690 »
Illinois	20.124 »
Indiana	8.788 »
Iowa	7.798 »
Kansas	4.531 »
Kentucky	4.571 »
Louisiane	4.001 »
Maine	2.841 »
Maryland	3.885 »
Massachussetts	13.286 »
Michigan	9.626 »
Minnesota	8.588 »
Mississippi	1.436 »
Missouri	12.764 »
Montana	3.337 »
Nebraska	4.510 »
Nevada	958 »
New-Hampshire	1.003 »
New-Jersey	9.392 »
New-Mexico	940 »
New-York	48.494 »
North Carolina.....	4.396 »
North Dakota.....	2.639 »
Ohio	17.088 »
Oklahoma	5.904 »
Oregon	4.252 »
Pensylvanie	16.944 »

Rhode Island.....	1.748 sociétés
South Carolina.....	3.501 »
South Dakota.....	2.337 »
Tennessee	4.392 »
Texas	8.709 »
Utah	2.872 »
Vermont	751 »
Virginia	5.027 »
Washington	9.059 »
West Virginia.....	4.004 »
Wisconsin	10.154 »
Wyoming	1.651 »

Le nombre de Corporations en activité sur tout le territoire des Etats-Unis était en 1920 de 345.595. Sur ce nombre, 187.333 ayant un capital de 68.427.073.288 dollars avaient déclaré des bénéfices et un revenu net de 7.717.901.155 dollars.

Sur ces 187.333 sociétés productives

Les sociétés s'occupant d'exploitations agricoles et industries connexes étaient au nombre de 3,497 avec un capital de 607.624.793 dollars et un revenu de 70.901.113 dollars.

Les Sociétés ayant pour objet l'exploitation de mines et carrières étaient au nombre de 6,340 avec un capital de 4.867.187.100 dollars et un revenu de 698.291.222 dollars.

Les sociétés industrielles étaient au nombre de 47.263, se subdivisant comme suit :

Sociétés de produits alimentaires, liqueurs et tabac.....	7.194
Industries textiles.....	5.341
Cuir et produits de cuir.....	1.189

Caoutchouc et produits de caoutchouc.....	264
Exploitations forestières et commerce de bois.....	5.153
Fabrication de papier et produits de pulpe.....	1.309
Imprimeries et publications.....	5.955
Produits chimiques et pharmaceutiques.....	2.859
Verreries et matériaux de construction.....	2.545
Métallurgie	9.805
Autres sociétés.....	5.649

Le capital investi dans les sociétés industrielles était de 27.469.737.042 dollars et leur revenu de 3.998.814.720 dollars.

Les sociétés de construction étaient au nombre de 6.458 avec un capital de 630.374.307 dollars et un revenu de 112.502.170 dollars.

Les sociétés de transports et de services d'utilité publique, étaient au nombre de 11.619 avec un capital de 12.837.658.999 dollars et un revenu net de 806.917.322 dollars. Cette catégorie comprend à la fois les chemins de fer, les compagnies de navigation, les sociétés d'éclairage et de force électriques, les compagnies de gaz, les compagnies de téléphones et de télégraphes.

Les sociétés ayant pour objet des opérations commerciales étaient au nombre de 49.365 avec un capital de \$ 5.756.965.509 et un revenu de 905.276.928 dollars.

Les sociétés d'hôtels, de théâtres et spectacles étaient au nombre de 10.527 avec un capital de 858.180.151 dollars et un revenu de 142.992.383 dollars.

Les sociétés financières comprenant les banques et les compagnies d'assurances étaient au nombre de 49.943 ayant un capital de 14.436.710.407 dollars et un revenu de 903.020.647 dollars. Dans ce chiffre les banques natio-

nales figurent pour 6.684 avec un capital de 2.405.657.697 dollars et un revenu de 280.032.636 dollars ; les banques d'Etat pour 15.237 avec un capital de 1.408.119.905 dollars et un revenu de 158.362.834 dollars ; les banques privées pour 25.905 avec un capital de 4.958.579.673 dollars et un revenu de 354.058.311 dollars ; les sociétés d'assurances sur la vie pour 129 ayant un capital de 3.750.125.824 dollars et un revenu de 37.658.385 dollars ; les sociétés d'assurances contre les accidents pour 229 avec un capital de 231.204.825 dollars et un revenu de 12.498.505 dollars ; les sociétés d'assurances d'autres catégories pour 1.759 avec un capital de 1.683.022.493 \$ et un revenu de 60.409.976 dollars.

Il existait en outre 1.219 corporations qui ne peuvent trouver place dans les catégories ci-dessus. Ces Sociétés avaient un capital de 743.154.562 dollars et ont fourni un revenu de 66.529.695 dollars.

Il y a enfin lieu de mentionner 1.585 sociétés en liquidation avec un capital de 217.223.867 dollars et un revenu de 12.553.646 dollars.

Pour l'année 1920, voici comment les statistiques officielles subdivisent les sociétés d'après leurs déclarations de revenu :

Revenu de	0 à	2.000 dollars,	75.905 sociétés
»	2.000 »	5.000 »	46.868 »
»	5.000 »	10.000 »	27.615 »
»	10.000 »	50.000 »	35.994 »
»	50.000 »	100.000 »	7.092 »
»	100.000 »	250.000 »	5.497 »
»	250.000 »	500.000 »	2.124 »
»	500.000 »	1.000.000 »	1.142 »

Revenu de 1.000.000 à 5.000.000 dollars, 836 sociétés
 » 5.000.000 » et au-dessus 160 »

Les capitaux placés dans de nouvelles entreprises ayant un capital autorisé supérieur à \$ 100.000 ont été

de 4.607.894.100 dollars pour 1917
 » 2.599.753.600 » 1918
 » 12.677.229.600 » 1919
 » 13.998.944.200 » 1920
 » 7.959.141.300 » 1921

Et pour compléter cette nomenclature un peu aride mais qui permet de se faire une idée de l'importance économique des corporations aux Etats-Unis nous donnerons les chiffres relatifs aux impôts et contributions payés à l'Etat par les sociétés de capitaux.

Les taxes prélevées par le Trésor Américain sur les Corporations ont été de 2.142.445.769 dollars pour l'année 1917, de 3.158.764.422 dollars pour 1918, de 2.175.341.578 dollars pour 1919 et de 1.618.428.680 dollars pour 1920.

En résumé, les impôts directs payés par les corporations représentent près de 40 % des recettes du Trésor. Ce chiffre a pourtant un peu diminué pour les années 1920 et 1921.

SECTION II

LA LUTTE CONTRE LES TRUSTS ET MONOPOLES

La Loi Sherman et ses Applications

Le développement considérable des Sociétés de capitaux aux Etats-Unis et le danger qu'offraient les ententes entre ces organismes puissants, ententes qui faussaient

les lois économiques en supprimant la concurrence, amenèrent le législateur américain à promulguer une loi « ayant pour objet de protéger le commerce contre des entraves illégales et des monopoles ». Ce fut le fameux *Sherman Act.*, du nom du sénateur qui l'avait proposé.

L'article 1^{er} de cette loi promulguée le 2 juillet 1890 est relatif aux trust et ententes. Il est ainsi conçu : « Tout « contrat, combinaison sous forme de trust ou autre, ou « concert frauduleux (conspiracy) en vue d'entraver le « commerce entre les divers Etats ou avec des nations « étrangères sont déclarés illicites par la présente loi. « Toute personne qui sera partie à un pareil contrat ou « participera à une pareille combinaison ou concert frau- « duleux, sera prévenue de délit et si sa culpabilité est « établie, sera punie d'une amende ne dépassant pas cinq « mille dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas « une année ou des deux peines mentionnées, à la dis- « crétion du Tribunal. »

L'art. 2 de la loi vise les monopoles. Il est conçu en termes semblables au précédent et les mêmes sanctions sont édictées contre les délinquants.

L'art. 3 étend l'application de la loi aux pays de Territoires et au District de Colombie.

L'art. 4 donne compétence aux Cours de Circuit pour juger des infractions à la loi. Les procureurs de district sous la direction du Procureur Général des Etats-Unis, sont chargés d'intenter les poursuites. Les plaintes peuvent être portées à leur connaissance par voie de requête.

L'art. 6 prévoit que tout bien dont on aurait la propriété grâce à un contrat ou une entente prohibés et qui

serait saisi en cours de transport serait confisqué selon la procédure applicable aux objets importés aux Etats-Unis contrairement aux lois.

L'art. 7 permet aux personnes lésées par une convention ou une entente contraire à la loi de citer directement les contrevenants devant la Cour de Circuit du défendeur et fixe la réparation à trois fois le dommage subi par la partie lésée.

L'art. 8 qui est le dernier, définit le mot « personne » visé dans la loi et précise que ce mot comprend les personnes morales.

En dehors de ce dernier article ayant en vue d'éviter que les Sociétés n'échappent aux rigueurs d'une loi principalement dirigé contre les Corporations « tentaculaires », la loi Sherman n'a pas défini ce qu'il faut entendre par les mots « *contract* », « *combination* », « *conspiracy* », « *restraint of trade* ». Les lois américaines aussi bien que les lois anglaises prennent souvent soin de fixer la pensée du législateur en définissant les termes qui ont été employés, ce qui permet aux magistrats, interprètes de la loi, de connaître exactement la portée du texte à appliquer.

Mais en ce qui concerne la loi anti-trust on a sans doute jugé préférable de laisser aux Tribunaux le soin de définir ces expressions et d'appliquer la loi dans son esprit le plus étendu.

Les mots « *contracts* » et « *combination* » (entente) n'offrent pas d'ambiguïté. Qu'est-ce qu'une *conspiracy* ?

« Une conspiracy peut être définie d'une façon large « comme une entente en vue de réaliser un dessein illé-

« gal comme fin ou comme moyen. Et une « conspira-
 « tion civile » peut être définie comme une entente entre
 « deux ou plusieurs personnes en vue d'accomplir, par
 « une action concertée, un dessein illégal ou oppressif,
 « ou un dessein légitime par des moyens illégaux ou
 « oppressifs (1) ».

« Il n'est pas nécessaire qu'il y ait un commencement
 d'exécution, le délit étant consommé quand l'entente est
 réalisée. (2).

« Il n'est pas nécessaire que l'entente ait réussi (3).

D'autre part, que faut-il entendre par l'expression
 « Restraint of trade » ou entrave au commerce. Voici ce
 que dit un arrêt (4) : « Il est maintenant bien admis que
 « les mots « Restraint of trade » doivent être interprétés
 « comme comprenant toute « entrave à la concurrence ».
 « Une concurrence entière, libre et sans obstacle dans
 « toutes les branches du commerce entre Etats est le
 « desideratum que l'on veut assurer ».

Un autre arrêt fait ressortir qu'il faut donner aux mots
 « Restraint of Trade », employés dans la loi, une inter-
 prétation qui ne porte pas atteinte au droit individuel de

(1) National Fireproofing Co c. Mason Builders' Assoc. 169 Fed.
 259, 94, C. C. A. 535 cit. aux Federal Statutes annotated 2^e édit.
 p. 649 — V^o Trade Combinations and Trusts.

(2) Min. Public c. Bopp. N. D. Cal. 1916 237 Fed. 283 — Knauer
 c. Min. Public. C. C. A. 8th Cir. 1916 237 Fed. 8 cit. au Federal
 Statutes ann. — V^o cit. p. 648.

(3) Knauer c. Min. Public cit. note préc.

(4) Min. Public contre Eastern States Retail Lumber Dealers
 Ass'n. (S. D. N. Y. 1912) 201 Fed. 581 — Fed. Stat. Ann. p. 650.

contracter et ne rende pas difficile sinon impossible tout « mouvement » commercial, le but de la loi ayant été de protéger le libre développement du commerce (1).

La Cour Suprême des Etats-Unis a jugé que « tombent « seuls sous le coup de la loi, les contrats et ententes qui, « par le fait de l'intention ou de la nature des actes envisa- « gés portent préjudice aux intérêts publics en restrei- « gnant indûment la concurrence ou en entravant indû- « ment le mouvement commercial (2). »

L'intention cependant ne joue pas un rôle prédominant. « C'est l'effet du contrat sur le commerce entre « Etats et non l'intention des parties, qui détermine s'il « tombe ou non sous la prohibition édictée par la loi »(3). « Est illégale la simple possession d'un pouvoir écono- « mique acquis par le moyen d'une entente et capable par sa seule variation dans la production, de changer et contrôler les cours (4) ».

La loi Sherman paraît toutefois ne s'appliquer qu'aux contrats et ententes qui auraient pour effet de mettre des obstacles au commerce entre Etats ou avec des pays étrangers (*Intersate and foreign commerce*), elle ne s'appliquerait pas au commerce exploité dans les limites d'un

(1) Min. Public c. American Tobacco Co. 221 U. S. 106, 31; S. Ct. 632 cit. Federal Statutes Ann. p. 650 § 3, 1^{re} col.

(2) Min. Public. c. United Steel Corp. cit. au Fed. Stat. Ann. p. 665 col. 1 (D. C. N. J. 1915) 223 Fed. 55.

(3) Chesapeake Fuel Co. contre Min. Public. C. C. A. 6th Cir. 1902, 115 Fed. 610, 53; C. C. A. 256 et autres espèces, citées au Fed. St. Ann. p. 657 col. 1.

(4) M. P. contre Corn. Products Refining Co op. cit. p. 657 col. 2 *in fine* (S. D. N. Y. 1916) 234 Fed. 964.

Etat (*intra state commerce*), à moins que le contre coup des dispositions des contrats déferés aux Tribunaux ne se fasse sentir sur le commerce entre Etats (1). « La loi « n'exige pas que les accusés exploitent un commerce « entre Etats; s'ils s'occupaient exclusivement de commerce dans l'Etat (*intrastate*) et qu'ils eussent formé « une entente frauduleuse (*conspiracy*) en vue d'entraver « le commerce des industriels et grossistes se livrant au « commerce entre Etats, cela entraînerait leur culpabilité » (2).

Peu importe que les contrats ou ententes aient été réalisés en dehors des Etats-Unis. « Les citoyens étrangers « ne sont pas libres d'entraver ou de monopoliser le « commerce extérieur du pays en établissant des ententes « à l'étranger ou en employant des navires étrangers « pour atteindre leur objet. De pareilles manœuvres doivent être appréciées de la même façon que les combinaisons semblables établies par des citoyens de ce pays. « La question vitale dans tous les cas est la même : l'entente fonctionnera-t-elle ou non dans ce pays de telle façon à affecter directement et matériellement notre commerce extérieur (3) ».

On voit donc que toute combinaison initiée à l'étranger et qui porterait atteinte à des intérêts commerciaux

(1) Hopkins c. M. P. 1898, 171 U. S. 578, 19 S. Ct. 40, 43; U. S. (L. ed.) cité au Federal Statutes ann. p. 658.

(2) Knauer c. M. P. cité au Federal Statutes ann. p. 659 col. 1. (V. supra p. 141, note 2.)

(3) M. Public c. Hamburg Packet (S. D. N. Y. 1911) 200 Fed. 806 cité au Federal Statutes ann. p. 659 col. 2.

aux Etats-Unis par son caractère de coalition, peut encourir les sanctions des Tribunaux dudit pays.

La jurisprudence a même décidé que pour que la loi soit applicable, il n'est pas besoin que des contrats formels aient été passés « La loi Sherman ne vise pas seulement des contrats, mais s'applique à des combinaisons « de toutes sortes ayant pour résultat une entrave illégale au commerce entre Etats, sans égard aux apparences que revêtent ces actes (1). Une série de contrats « dont chacun pris séparément serait licite, mais dont « l'ensemble aurait pour effet de constituer un monopole et de porter atteinte à la liberté du commerce entre « Etats, tomberaient également sous la sanction de la « loi (2). »

Afin de bien comprendre et mesurer la portée du Sherman Act, nous citerons un certain nombre de jugements qui ont fixé la jurisprudence sur cette matière délicate, qui a souvent mis la sagacité des magistrats américains à une rude épreuve.

Une entente entre industriels, jadis en concurrence, ayant pour objet de donner privilège à une seule Société de vendre pour le compte commun, de fixer les prix de vente aux consommateurs a été considérée comme illégale (3).

(1) *M. Public v. Kellogg Toasted Corn Flake Co.* (E. D. Mich. 1915) 222 Fed. 725, Ann. Cas. 1916; A. 78; Fed. Stat. Ann. p. 659, 1^{re} col.

(2) *Monarch Tobacco Works v. American Tobacco Co.* (W. D. Ky. 1908) 165 Fed. 774 — cit. au Fed. Stat. Ann. p. 660, col. 1.

(3) *O' Halloran v. American Sea Green Slate Co.* (N. D. N. Y. 1913) 207 Fed. 187 Fed. Stat. Ann. p. 660, col. 2.

Les éditeurs et libraires des Etats-Unis avaient formé deux associations ayant pour but de contrôler la publication et la vente d'environ 90 % des livres déposés selon la loi, de façon à obliger tous les concurrents à faire partie de ces associations puissantes : « The American Publishers' Association » et « The American Booksellers' Association ». Ces ententes ont été condamnées par les Tribunaux (1).

De même, a été jugée contraire à la loi une association entre marchands de charbon ayant pour objet de fixer et maintenir les prix du charbon dans une ville, ledit charbon étant importé d'un autre Etat (2).

Le boycottage, l'usage de listes noires, les grèves concertées ont été examinées à la lueur de la loi Sherman.

La tentative d'un syndicat d'ouvriers de paralyser la fabrication de chapeaux et l'exportation et le commerce de ces articles dans les Etats de l'Union, a été considérée comme tombant sous le coup du Sherman Act (3).

La mise en circulation d'une liste de commerçants ayant pour objet de faire cesser toutes relations commerciales avec ceux mentionnés sur la liste, a été considérée

(1) *Bobbs-Merrill Co. v. Straus* (S. D. N. Y., 1905), 103. Fed. 155. — *Strauss v. American Publishers' Assoc.*, (1913), 231 U. S. 222, 34 S. Ct 84.58 U. S. (L. ed.) 192, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 661, col. 1.

(2) *Min. Publ. v. Coal Dealers' Assoc.* (N. D. Cal 1898) 85 Fed. 252. cit. au Fed. Stat. Ann. p. 663, col. 1.

(3) *Loewe v. Lawlor* (1908), 208 U. S. 274, 28 S. Ct 301, 52 U. S. L. ed.) 488, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 664, col. 2.

comme une violation de la loi, même si la liste ne contenait aucune disposition impérative (1).

Une entente entre employés en grève d'une Compagnie de Chemin de fer et les dirigeants d'un syndicat de travailleurs (labor union) auquel ces employés appartenaient, entente ayant pour but d'arrêter l'exploitation de certains réseaux et le transport de marchandises et de voyageurs a été considérée comme enfreignant les dispositions de la loi Anti-Trust. (2).

Les ententes entre Compagnies de Chemins de fer ayant pour objet de supprimer la concurrence, ont été considérées comme illégales et de même l'acquisition par une Compagnie d'un nombre prépondérant d'actions d'une autre Compagnie lui assurant ainsi une majorité et lui permettant de contrôler les tarifs (3). Il a même été jugé qu'une entente entre Compagnies rivales, ayant en vue l'établissement de tarifs avantageux, la réduction des frais par l'usage d'agences communes et le partage équitable de la clientèle, a été condamnée comme violant les dispositions de la loi Sherman (4). Les mêmes règles

(1) *Lawlor v. Loewe*, (1915), 235 U. S. 522, 35 S. Ct. 170, 59 U. S. (L. ed.) 341, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 665. col. 2.

(2) *Min. Publ. c. Debs* (N. D. Ill. 1894), 64 Fed. 724 et autres espèces citées au Fed. Stat. Ann. p. 665, col. 1.

(3) *Min. Publ. c. Union Pacific Rwy Co.* (1912), 226 U. S. 61, 33 S. Ct., 53, 57, U. S. (L. ed.), 124, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 667, col. 1 et 2.

(4) *Min. Pub. c. Joint Traffic Assn.* (1898), U. S. 505, 19 S. Ct., 25, 43 U. S. (L. ed.), 259, cit. au Fed. Stat. p. 669. col. 1.

ont été appliquées aux compagnies de navigation (1).

Une entente entre un certain nombre de vendeurs détaillants s'engageant à ne pas faire d'achats chez des marchands en gros a été jugée illicite, quoique les tribunaux admettent sans difficulté qu'un vendeur soit parfaitement libre de choisir ses fournisseurs, mais quand un accord entre un grand nombre de marchands prend le caractère d'une « conspiracy » au détriment du public ou d'autres négociants, les dispositions prohibitives de la loi s'appliquent (2).

Les espèces que nous avons citées permettent de se faire une idée de la jurisprudence américaine en ce qui concerne la violation de la loi particulièrement dans son article 1^{er} relatif aux ententes ayant pour but de favoriser certains individus ou groupements au détriment d'autres groupements ou du public. Nous allons examiner maintenant les délits visés par l'article 2 de la loi Sherman qui punit les monopoles ou tentatives de constituer des monopoles contraires aux lois.

Comment les décisions de justice ont-elles défini le terme monopole employé dans la loi : « C'est un abus contre le commerce libre par lequel un ou plusieurs individus se sont arrogé l'avantage de vendre seuls ou exclusivement la totalité d'une certaine espèce de marchandise ou denrée au détriment du public. »

« Une entente entre concurrents accompagnée de l'ex-

(1) Min. Publ. c. Hamburg American S. S. Co. (S. D. N. Y., 1911), 200 Fed. 806, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 669, col 2.

(2) Grenada Lumber Co. c. Mississippi (1910), 217 U. S. 433, 54 U. S. (L. ed.) 826, 30 S. Ct. 535, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 675, col. 1.

clusion d'autres concurrents... la suppression de la concurrence par l'unification de l'intérêt commun ou de la direction. Le but poursuivi est tellement le contrôle des prix que le monopole a pu être défini : une tactique unifiée en ce qui concerne les prix » (1).

La condition essentielle pour l'existence d'un monopole est la concentration des affaires entre les mains d'un petit nombre » (2).

Les décisions de justice font bien ressortir que le fait qu'une entreprise prenne une extension considérable, due à ses propres mérites, ne permettrait pas aux Tribunaux d'intervenir à moins qu'il n'ait été employé des manœuvres pour assurer à une maison la prépondérance sur ses rivales : « Il n'y a pas dans le pays de limite au développement qu'une affaire peut prendre et les acquisitions de propriété à elles seules ne seraient pas considérées comme constituant un monopole illicite ; mais quand de pareilles acquisitions sont accompagnées de l'intention de monopoliser et d'entraver le commerce entre Etats par un usage arbitraire du pouvoir résultant d'une affaire considérable en vue d'éliminer un concurrent plus faible, ces acquisitions tombent sous la sanction de la loi » (3).

Non seulement les monopoles sont illicites, mais les

(1) *Standard Oil c. Min. Public*, (1911), 221 U. S. 1, 31 S. Ct. 502, 55 U. S. (L. ed.), 619, cit. au *Fed. Stat. Ann.* p. 688.

(2) *National Fireproofing Co. c. Mason Builders Ass'n.* 169 Fed. 259, 94 C. C. A. 535, 26 L. R. A. (N. S.) 148, cit. au *Fed. Stat. Ann.* p. 689.

(3) *Min. Publ. c. Eastman Kodak Co.* (W. D. N. Y., 1915), 226 Fed. 62, cit. au *Fed. Stat. Ann.* p. 689.

tentatives de monopoliser sont punies (1). « Toutes les
« opinions autorisées sont d'accord pour décider qu'en
« vue de vicier un contrat ou une entente, il n'est pas
« nécessaire qu'il en soit résulté un monopole complet :
« il suffit qu'ils tendent réellement à ce but et à priver
« le public des avantages qui découlent de la concurrence
« libre » (2). Il a même été jugé que si un certain nombre
de personnes agissant de concert, obtiennent le pouvoir de
« contrôler » le prix d'une denrée faisant l'objet d'un
commerce entre Etats, leur accord est considéré comme
illicite, alors même qu'elles ne feraient pas usage de leur
pouvoir : l'existence seule de ce pouvoir suffit » (3).

En examinant les éventualités diverses relevant de la
loi Sherman, les Tribunaux ont eu à s'occuper de la
matière des brevets. L'octroi d'un brevet constitue en fait
une manière de monopole au profit de l'inventeur ou du
bénéficiaire du brevet mais les Tribunaux ne pouvaient
condamner le principe si fécond des garanties exclusives
à fournir à l'auteur d'une invention ou d'un procédé
nouveau de fabrication, encore que les Tribunaux fussent
forcés d'admettre que le breveté jouit d'un véritable
monopole.

« Il faut convenir cependant, dit un jugement, que ce
« genre de monopole n'est pas celui qui est prohibé par

(1) Min. Public c. Patterson, (S. D. Ohio, 1912). 201 Fed. 697, cit.
au Fed. Stat. Ann. p. 691, col. 2.

(2) Min. Public c. E. C. Knight (1895). 156, U. S. 1. 15 S. Ct. 249.
39 U. S. (L. ed.), 325, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 691, col. 2 *in fine*.

(3) Min. Public c. Patten, (S. D. N. Y., 1911). 187 Fed. 664, cit.
au Fed. Stat. Ann. p. 693, col. 1.

« la loi de 1890. Apprécier différemment serait clairement une *absurdité logique* parce qu'il ne peut y avoir d'entrave à la liberté dans un commerce qui n'a pas d'existence et un monopole créé par la loi conformément à l'esprit de la loi ne peut être considéré comme résultant d'une pareille entrave (1) ».

« La règle générale, dit un autre arrêt, est la liberté absolue dans l'usage ou la cession de droits d'après les lois sur les brevets aux Etats-Unis. Le but même de ces lois est le monopole et la règle est, avec peu d'exceptions, que toutes conditions qui de leur propre nature ne sont pas illicites en ce qui concerne cette propriété spéciale, conditions imposées par le breveté et acceptées par le bénéficiaire d'une licence (d'exploitation) pour avoir le droit d'employer ou de vendre le produit, seront admises par les Tribunaux. Le fait que les conditions prévues au contrat maintiennent le monopole ou fixent des prix ne les rend pas illégales (2). »

« Les produits brevetés jusqu'au moment où ils échappent à l'exclusivité impérative du propriétaire du brevet ne sont pas des articles de commerce entre Etats dans le sens visé par la loi parce que ce ne sont pas des articles relativement auxquels le public a droit à la liberté commerciale » (3).

(1) *Min. Public v. Motion Pictures Patents Co* (E. D. Pa., 1915), 225 Fed. 800 cit. au Fed. Stat. Ann. p. 695, 2^e col.

(2) *Bement v. National Harrow* (1901), 186 U. S., 79, 22 S. Ct. 747, 46 U. S. (L. ed.), 1058, cit. au Fed. Stat. Ann. p. 695, 2^e col.

(3) *Rubber Tire Wheel Co v. Milwaukee Rubber Works Co* 154 Fed. 358, 83 C. C. A., 336, cit. au Fed. Stat. ann. p. 696, 1^{re} col.

*
* *

La violation de la loi Sherman n'entraîne pas comme sanction la dissolution des Sociétés qui s'en rendraient coupables. Ce point a été mis en lumière dans le fameux procès intenté par le Ministère Public à la United Steel Corporation qui contrôlait le prix de l'acier en 1915 (1).

(1) Fed. Stat. ann. V^o Trade Combinations and Trusts p. 709, aff. U. S. c. U. S. Steel Corp. (D. C. N. J., 1915), 223 Fed. 55.

ANNEXES

TROISIEME PARTIE

Renseignements pratiques sur la constitution, le fonctionnement, les taxes des Corporations et des Sociétés étrangères dans les principaux Etats de l'Union.

ETAT D'ALABAMA

La loi sur les Sociétés est incorporée au Code d'Alabama (1907), chap. 69.

Une Société anonyme peut être constituée par trois personnes ou davantage en déposant au greffe du *judge of probate* du Comté où doit se trouver le siège social, un certificat signé de tous les souscripteurs d'actions et contenant : 1° la dénomination de la Société, 2° son but, 3° le lieu du siège social, 4° le montant du capital autorisé qui ne peut être inférieur à 2.000 \$, 5° le nombre d'actions, 6° le capital de roulement initial qui ne peut être inférieur à 25 % du capital autorisé et en aucun cas inférieur à 1.000 \$. (Les Sociétés de banque et les Sociétés d'assurances ne peuvent être organisées avec un capital inférieur à 25.000 \$ pour les premières et à 100.000 \$

pour les secondes), 7° le nom et l'adresse du préposé chargé de recevoir les souscriptions, 8° le nom et l'adresse des souscripteurs et le nombre d'actions souscrites par chacun d'eux, 10° la durée de la société.

Au certificat doit être annexée une déclaration sous serment du préposé chargé de recueillir les souscriptions indiquant le montant des apports et le montant des versements qui ne peut être inférieur à 20 % du montant souscrit et en aucun cas inférieur à 1.000 \$. Pour les sociétés de banques, les versements ne peuvent être inférieurs à 60 % du capital souscrit et pour les sociétés d'assurances inférieurs à 100.000 \$.

Après paiement des droits au greffier du juge de probate (15 cents par cent mots du certificat et des droits de 2.50 \$ par 1.000 \$ de capital), la Société est constituée et le juge de probate communique au Secrétaire d'Etat les détails contenus dans le certificat.

Le nombre des administrateurs doit être au moins de trois. En cas d'inaction (*non-user*) pendant cinq ans, la société est déchue de son droit de fonctionner.

Les Sociétés peuvent fusionner sur un vote de deux tiers des actionnaires, mais les actionnaires dissidents peuvent faire expertiser la valeur de leurs actions et s'en faire payer le montant par la Corporation.

Aucune Société étrangère ne peut exercer son activité dans l'Etat, sans y avoir un siège officiel et un agent autorisé et sans avoir déposé au bureau du Secrétaire d'Etat une copie, certifiée conforme, de ses statuts et la loi (art. 3644 du Code d'Al.) considère comme un délit le fait d'agir pour le compte d'une société

étrangère qui ne se serait pas conformée aux prescriptions de la loi.

Droits. — Toute société étrangère, sauf celles qui ont strictement un caractère de bienfaisance, d'instruction ou un but religieux, doivent payer à l'Etat une taxe de licence de 40 cents par 1.000 \$ de la quotité du capital social utilisée dans ledit Etat, et la moitié de cette somme au Comté, et est tenue de payer une taxe annuelle de 10 \$ au Secrétaire d'Etat.

ETAT D'ARIZONA

La loi concernant les sociétés se trouve incorporée au chap. II, titre IX des *Revised Statutes* 1913.

La loi du 28 mai 1912 a créé une commission des « Corporations » qui reçoit tous les documents relatifs aux Sociétés anonymes, et exerce sur elle une surveillance.

La loi n'exige pas un nombre minimum de fondateurs. Des articles d'association doivent être établis, signés et déposés au greffe de la Commission et au bureau du greffier du Comté du siège social ; ils doivent être publiés successivement six fois dans le Comté du siège social. Les statuts (articles) doivent contenir le nom et l'adresse des fondateurs, le siège et l'objet de la société, le montant du capital autorisé et le mode de libération.

La durée des sociétés peut être de 25 ans renouvelable. Les sociétés doivent désigner un agent ayant au moins trois ans de domicile réel dans l'Etat et à qui pourront être adressés toutes communications et actes officiels ou de procédure. Si cet agent n'était pas désigné, la société serait dissoute.

Chaque année, en juin, les sociétés sont tenues d'adresser à la Commission un rapport où doivent figurer leur actif et les réserves, le montant du capital émis et libéré, le détail des biens meubles et immeubles qui leur appartiennent, les baux en cours et la valeur de ces biens et droits.

Il est payé un droit d'enregistrement de 5 dollars et un droit annuel de 15 dollars ; faute par elles de remplir ces formalités, les Sociétés peuvent être légalement dissoutes.

Sociétés étrangères. — Les Sociétés étrangères sont tenues de déposer auprès de la Commission, copie de leurs statuts, de publier six fois ces statuts dans un journal de chaque Comté où doit fonctionner la Société, de désigner par écrit un agent ayant au moins trois ans de résidence dans l'Etat. Si cet agent s'absente du Comté pendant plus de trois mois et qu'un remplaçant n'ait pas été désigné dans les quatre mois du commencement de l'absence le droit de fonctionner dans l'Etat est retiré et les actes accomplis par la Société en défaut peuvent être annulés à la demande en justice de tout intéressé.

Les Sociétés appartenant à des pays étrangers ne peuvent posséder d'immeubles en dehors de mines.

Les Sociétés d'entreprises de constructions et de prêts (Loan Corp.) doivent fournir deux ou plusieurs cautions solidaires pour la somme de 50.000 dollars. Le trésorier de l'Etat accepte ces représentants responsables ou demande un supplément de garantie. La caution peut être donnée en obligations, rapportant intérêt, de l'Etat d'Arizona ou par des Sociétés solvables.

ETAT D'ARKANSAS

Il existe une loi spéciale sur les Sociétés incorporée au chap. 31 du *kirby's Digest of the Statutes of Arkansas* (1916).

Les fondateurs doivent être au nombre de trois au moins.

Les statuts doivent être enregistrées auprès du Secrétaire d'Etat et du greffier du Comté du siège social. Les actions ne peuvent être d'un montant inférieur à cinq dollars ni supérieur à 100 \$. Les administrateurs doivent être trois au minimum et élus chaque année. Il n'est pas nécessaire qu'ils résident dans l'Etat, mais le Secrétaire et le Trésorier de la Société doivent y résider. Le Président et le Secrétaire doivent déposer au Greffe du Comté des rapports annuels indiquant la situation financière de la Société. Ils sont passibles, en cas de manquement, du paiement de toutes les dettes sociales et d'une pénalité de 500 \$. Il en est de même si des dividendes fictifs sont déclarés.

Aucun versement n'est exigé des actionnaires à la formation de la Société. Les appels sont faits par le Conseil selon les besoins.

Droits et taxes. — Il est dû, à la constitution, des droits de 25 dollars par 50.000 \$ de capital et de 75 \$ quand le capital est compris entre 50.000 \$ et 100.000 \$, plus 25 \$ pour chaque 100.000 \$ additionnels.

Toutes les taxes sont *ad valorem*, et les Sociétés sont taxées d'après une évaluation faite par la commission de

taxation de l'Etat. Il est dû également une taxe peu élevée pour le privilège de fonctionner.

ETAT DE CALIFORNIE

Les dispositions légales relatives aux Sociétés sont contenues dans la Première Div., Partie IV du C. Civ. de Californie.

La Constitution de l'Etat (Art. XII, § I) dispose que les Sociétés ne peuvent être créées par un vote des Représentants.

Les fondateurs doivent être trois au minimum et la majorité doit résider dans l'Etat. Ils signent et déposent les statuts auprès du County Clerk puis une copie certifiée auprès du Secrétaire d'Etat. Après quoi ce dernier délivre un certificat de ce dépôt et la Société est constituée.

Les administrateurs doivent être trois au minimum avec obligation de résidence dans l'Etat pour la majorité.

Il n'y a rien d'imposé au sujet du montant du capital à libérer, sauf pour certaines catégories de sociétés comme les Sociétés de banque et d'assurances.

Les frais de constitution sont un droit fixe de 10 \$ environ, à quoi s'ajoutent 15 \$ si le capital est inférieur à 25.000 \$, 25 \$ jusqu'à 75.000 \$, 50 \$ jusqu'à 200.000 \$, 75 \$ jusqu'à 500.000 \$, etc.

Les Sociétés paient une taxe annuelle (licence tax) basée sur le capital et qui est de 10 \$ jusqu'à 10.000 \$, en capital ; 15 \$ jusqu'à 20.000 \$; 20 \$ jusqu'à 50.000 \$;

25 \$ jusqu'à 100.000 \$; 50 \$ jusqu'à 250.000 \$; 75 \$ jusqu'à 500.000 \$, etc...

Les Sociétés étrangères paient les mêmes taxes que les Sociétés locales. Elles doivent avant de pouvoir exercer leur activité, déposer au bureau du Secrétaire d'Etat un affidavit (déclaration sous serment) indiquant le montant du capital et une copie certifiée conforme de leurs statuts. Une copie de ces documents, légalisée par le Secrétaire d'Etat, doit être déposée au Greffe du County Clerk (Greffier du Comté) où se trouve le principal établissement de la Société et dans chaque Comté où la Société possède des immeubles. Toutes modifications aux statuts doivent être enregistrées de la même façon. Les Sociétés étrangères sont tenues en outre de désigner un représentant, résident de l'Etat, chargé de recevoir les actes et de procéder à son remplacement dans les quarante jours de sa mort ou de sa retraite.

Par une loi du 19 mai 1913, les étrangers qui ne peuvent devenir citoyens et les Sociétés dont la majorité est composée d'étrangers, ne peuvent acquérir des immeubles ou des droits sur des immeubles en dehors de baux d'une durée n'excédant pas trois ans, à moins qu'il n'existe des traités décidant le contraire.

L'émission d'actions a été réglementée par une loi de 1917 (Blue Sky Law) modifiée en 1919 et l'autorisation du Commissaire des Sociétés est nécessaire avant que ces titres ne puissent être offerts au public.

Il faut signaler une particularité de la loi de Californie sur les Sociétés, c'est que les actionnaires ne répondent pas seulement des appels sur leurs actions, mais sont

individuellement responsables des dettes sociales dans la proportion de la valeur du nombre d'actions qu'ils détenaient au moment où la dette a été contractée, au montant du capital souscrit (C. C., § 322).

Les Administrateurs sont solidairement responsables, pendant la durée de leurs fonctions, envers les créanciers et les actionnaires de tous fonds détournés par les agents ou employés pendant cette durée.

ETAT DE COLORADO

La Constitution de l'Etat (Const. de 1876, Art. 15 § 2) prévoit que les Sociétés Anonymes ne pourront être créées par vote de l'Assemblée Générale. La loi sur les Corporations est entrée en vigueur le 12 juin 1877.

Les Corporations peuvent être constituées par trois personnes au moins qui déposent au bureau du Secrétaire d'Etat un certificat d'incorporation établi, signé et reconnu par elles et contenant : la dénomination sociale, l'objet, le montant du capital, le nombre d'actions, le nombre d'administrateurs, le siège social et les endroits où la Société compte exercer son activité, la durée qui ne peut excéder vingt ans, sauf renouvellement ; si la Société entend étendre son activité au-delà des limites de l'Etat. Le certificat doit également être enregistré aux bureaux de l'Enregistrement des Comtés où la Société a des succursales.

Le nombre des administrateurs ne peut être inférieur à 3, ni supérieur à 13, mais la loi ne dit rien au sujet de leur résidence.

Les actions ne peuvent être d'un montant inférieur à un dollar, ni supérieur à cent dollars.

Les Sociétés doivent tenir un livre d'actionnaires qui doit être communiqué à tout actionnaire, créancier ou leurs représentants. Les transferts doivent être inscrits dans les 60 jours de leur date, même les transferts en garantie.

Des modifications aux statuts peuvent être demandées par des actionnaires possédant un tiers des actions et le vote de 2/3 des actionnaires est nécessaire pour modifier les statuts.

Les Sociétés étrangères sont tenues d'enregistrer leurs statuts au bureau du Secrétaire d'Etat et du greffier de chaque Comté où elles se proposent de travailler et de désigner l'agent de la Société, au lieu du principal établissement.

Aucune restriction n'est imposée au sujet de la propriété immobilière à l'encontre des Sociétés étrangères. Toutefois, elles ne peuvent hypothéquer leurs immeubles, avant que toutes leurs dettes envers un citoyen ou une Société de l'Etat n'aient été éteintes. Dans ce but, des publications doivent être faites pendant six semaines dans un journal du lieu où est située la propriété à hypothéquer ou par des affiches dans cinq endroits publics, invitant les créanciers à produire leurs réclamations entre les mains du greffier du Comté.

Dans les deux premiers mois de chaque année, les Sociétés doivent fournir au Secrétaire d'Etat un rapport sur leur situation. Faute de fournir ce rapport, les Administrateurs et directeurs, sont tenus personnellement et

solidairement responsables des dettes contractées par la Société pendant l'année précédente et l'accès du prétoire est interdit à la Société, jusqu'au moment où ce rapport est produit.

La taxe pour l'enregistrement du certificat d'incorporation est de 20 \$ et un supplément de 20 cents par 1.000 \$ de capital en sus de 50.000 \$. Pour toute modification des statuts il est dû un droit de 5 \$ excepté pour un changement de dénomination qui est taxé 25 \$.

Les Sociétés étrangères payent un droit de 30 \$ à l'enregistrement de leurs statuts, si leur capital n'excède pas 50.000 \$. Pour chaque 1.000 \$ en sus, il est perçu 30 cents.

La taxe de licence est de 10 \$ pour un capital n'excédant pas 100.000 \$ et 10 cents pour chaque 1.000 \$, en sus. En cas de non paiement de cette taxe, la Société ne peut fonctionner et il est ajouté une pénalité de 10 % par six mois de retard.

Au cas où des Sociétés ne remettraient pas, dans le délai voulu, leur rapport annuel au Secrétaire d'Etat ou seraient en retard pour le paiement de leurs taxes, pendant une période de cinq ans, elles sont supprimées après un avertissement donné par le Secrétaire d'Etat dans la liste des « Corporations moribondes », mais elles peuvent être rétablies après paiement des taxes et un droit de réintégration de 5 \$.

ETAT DE CONNECTICUT

Il existe une loi sur les Sociétés datant de 1901 et figurant au chap. 188 des Statuts Généraux de 1918 avec certains amendements.

Les Corporations peuvent être constituées par trois personnes au moins, lesquelles doivent établir des statuts exposant l'objet social. Ceci est important, car il existe des restrictions sérieuses pour les Sociétés de banque, de caisses d'épargne, de constructions, d'assurances, de chemins de fer, d'éclairage.

Le capital doit être déterminé ; la Société ne peut fonctionner avant que le montant du capital, fixé dans les statuts comme étant le capital initial, n'ait été versé et il ne peut être inférieur à 1.000 dollars. Les actions ne peuvent être d'une valeur inférieure à 5 \$ et le capital autorisé doit être de 2.000 \$ au moins.

La dénomination doit être en langue anglaise et ne pas prêter à confusion avec une autre Société. Le titre doit être précédé de l'article « The » et terminé par le mot « Company » ou « Corporation » ou porter la mention « Incorporated ».

Les actionnaires ne sont pas responsables au-delà du montant de leur souscription.

Le Conseil doit être composé de trois membres au moins. Chaque année un certificat doit être adressé au Secrétaire d'Etat indiquant le nom, la résidence et l'adresse de chacun des Administrateurs ou fonctionnaires de la Société, le montant des actions non libérées et

le montant de ce qui reste dû, l'adresse du siège social, le nom de l'agent chargé de recevoir les actes. Toute contravention à cette règle entraîne une amende de 25 \$ et si elle est renouvelée, la dissolution de la Société peut être prononcée, mais elle peut être réintégrée dans ses droits si elle remplit certaines formalités (Publ. Acts 1919 ch. 151 § 1).

Les Sociétés peuvent augmenter ou réduire leur capital, mais si la réduction entraîne l'insolvabilité de la Société, les actionnaires qui ont voté cette mesure, deviennent solidairement responsables à concurrence du montant de cette réduction pour le paiement des dettes sociales existant au moment du vote, à partir du moment où un jugement exécuté par un créancier à l'encontre de la Société n'a pas été suivi de paiement (§ 3424 mod. par loi 1919, ch. 214).

Le nom des Administrateurs ayant voté la distribution de dividendes doit figurer aux procès-verbaux, car ils sont solidairement responsables envers tout créancier qui n'a pu obtenir paiement de ce qui lui est dû après exécution de jugement.

Les registres d'actionnaires et de transferts doivent être tenus au siège à la disposition des actionnaires.

Les Sociétés paient comme droit de constitution une taxe sur le capital qui est de 50 cents par 1.000 \$ jusqu'à 5.000.000 de dollars, après quoi il n'est perçu que 10 cents par 1.000-dollars. La même taxe est perçue à chaque augmentation de capital. Les Sociétés sont imposées sur leur revenu net au taux de 2 %.

Les Sociétés étrangères doivent, avant de commencer

des opérations dans l'Etat, faire enregistrer une copie de leurs statuts avec une déclaration sous serment signée du Président, du Trésorier et de la majorité des Administrateurs, indiquant le montant du capital autorisé et le montant libéré et le détail des apports s'il en existe. Le nom de l'Agent chargé de recevoir les actes, doit être indiqué également. La taxe d'enregistrement est de 10 \$ pour les statuts et de 5 \$ pour la déclaration. Les contraventions sont punies d'une amende qui ne peut dépasser 1.000 \$. Les Sociétés étrangères sont tenues d'envoyer des rapports annuels exposant leur situation (le 15 février ou le 15 août).

ETAT DE DELAWARE

D'après la loi générale sur les Sociétés du 10 Mars 1899, modifiée par une loi du 7 mars 1901 (20 Del Laws, ch. 166-167), une Société peut être constituée par trois personnes ou plus en déposant et signant un certificat reconnu (acknowledged), au bureau du Secrétaire d'Etat et dont une copie sera enregistrée au bureau de l'Enregistrement du Comté où la Société a son principal établissement (Cod. 1915, § 1915-1920).

Le certificat doit contenir 1° la dénomination de la Société ; 2° le siège et le nom de l'Agent chargé de recevoir les actes ; 3° l'objet social ; 4° le montant du capital total autorisé (qui ne peut être inférieur à 2.000 \$), le nombre d'actions et leur valeur au pair ; le montant du capital initial (qui ne peut être inférieur à 1.000 \$), les catégories d'actions ; 5° les noms et adresses des sous-

cripteurs originaux ; 6° la durée de la Société ; 7° l'étendue de la responsabilité des actionnaires et s'ils sont tenus du paiement des dettes sociales.

Les banques sont soumises à un régime spécial, et les autres Sociétés ne peuvent se livrer à des opérations bancaires.

Les Sociétés peuvent émettre des actions sans valeur nominale, si cela est prévu au certificat d'incorporation et qui peuvent être remises en paiement, selon décision du Conseil, en contre-partie de prestations de n'importe quelle nature. A défaut de décision du Conseil, elles peuvent être émises et distribuées sur un vote des deux tiers des actionnaires de la catégorie intéressée. Les actions sans désignation de valeur sont cependant évaluées à 100 \$ pour les besoins des impôts.

Les administrateurs doivent être élus chaque année. Ils ne peuvent être d'un nombre inférieur à trois. Ils désignent le bureau. Après la première élection, les porteurs d'actions, dont le transfert ne remonte pas à vingt jours avant la date d'élection, ne peuvent prendre part au vote.

Les modifications aux statuts peuvent être faites par le Conseil si le certificat d'incorporation le prévoit, mais ces modifications peuvent être rejetées par les actionnaires.

Les Sociétés peuvent réduire leur capital sur un vote des deux tiers des actionnaires, mais elles ne peuvent le faire qu'une fois que toutes les dettes sont payées.

Les actions données à titre d'apport doivent être entièrement libérées et la valeur de ces apports est détermi-

née sans recours, par le Conseil d'Administration (Code §§ 1915 à 1928) sauf le cas de dol ou de fraude.

Les frais de constitution sont de 10 cents par 1.000 \$ de capital autorisé avec minimum de 10 \$; en cas d'augmentation de capital 10 cents par 1.000 \$ avec minimum de 5 \$. Si le capital est supérieur à 2.000.000 \$, la taxe est de 5 cents par 1.000 \$ au-dessus avec minimum de 10 \$.

Les taxes annuelles sont de 5 \$ pour Sociétés ayant un capital inférieur à 25.000 \$; de 10 \$ pour Sociétés ayant un capital compris entre 25.000 et 100.000 \$; de 20 \$ entre 100.001 et 1.000.000 de \$ et ensuite 25 \$ pour toute tranche de 1.000.000 de dollars au-dessus de 1.000.000 \$ de capital.

Les Sociétés exploitant des télégraphes, téléphones, l'éclairage électrique et le gaz, les compagnies d'assurances, paient une taxe variant de 1 à 4 % sur le montant de leur chiffre d'affaires dans l'Etat de Delaware.

Les Sociétés sont tenues d'adresser un rapport au Secrétaire d'Etat sur leur situation, le premier mardi de janvier, chaque année. Le rapport doit contenir l'adresse de leur siège, le nom et l'adresse des Administrateurs et Directeurs, le capital autorisé et libéré, le capital immobilisé (Code 1915, art. 193).

En cas de retard, dans le paiement des taxes, l'Attorney-General (Procureur Général) peut demander au Chancellor de suspendre le fonctionnement de la Société jusqu'au paiement des taxes.

Les Sociétés étrangères sont tenues de désigner un ou

plusieurs Agents responsables résidant dans l'Etat et de déposer au bureau du Secrétaire d'Etat, contre paiement de 10 \$, une copie certifiée de leurs statuts et une déclaration sous serment de leur situation active et passive. Les noms des agents sont communiqués par le Secrétaire d'Etat au greffier de la Cour Supérieure de chaque Comté et tous actes sont notifiés à ces Agents. Les formalités sont sanctionnées par des pénalités de 200 à 500 \$ pour chaque infraction.

DISTRICT DE COLUMBIA

Le Code du District de Columbia (1) est consacré, aux art. 574 et suivants, à la matière des « Corporations ». Les formalités à remplir consistent dans l'établissement d'un certificat d'incorporation et son dépôt auprès d'un fonctionnaire de l'Enregistrement. Le certificat doit contenir la dénomination sociale, l'objet, la durée, le montant du capital et sa division en actions et le lieu du principal établissement, le nom des premiers Administrateurs. Les Sociétés industrielles, agricoles, minières, d'assurances, de transports, de commerce, en général, les caisses d'épargne ne peuvent fonctionner avant que le 10 % au moins de leur capital n'ait été versé en espèces ou n'existe en apports. Le Conseil peut faire les appels à sa discrétion et faute par les actionnaires de répondre à ces appels, dans les soixante jours d'une demande faite à per-

(1) La loi a été approuvée par le Congrès des Etats-Unis le 3 mars 1901.

sonne ou publiée pendant six semaines consécutives dans un journal du District, ils peuvent être déchus de tous leurs droits (§ 613 du Code) sur les actions.

Les actionnaires des Sociétés industrielles, agricoles, minières, d'assurances, de commerce, de transports, de marchés publics et d'épargne sont conjointement et directement tenus envers les créanciers des Sociétés dont ils sont actionnaires pour toutes dettes et engagements de la Société jusqu'à paiement complet du capital social ce qui est établi par un certificat du préposé à l'Enregistrement du District (art. 615, 616 du Code).

Depuis la loi du 4 février 1905, les Sociétés sont tenues de payer au moment de leur constitution (Enregistrement du certificat d'incorporation) 40 cents pour chaque 1.000 \$ de capital social avec un minimum de 25 \$ et le greffier ne peut procéder à l'Enregistrement, avant qu'il ne se soit assuré de la souscription de la totalité du capital et du paiement de 10 % en numéraire.

Les Sociétés de trust, de prêts hypothécaires et autres, doivent, avant de présenter un certificat d'incorporation, obtenir l'autorisation des Commissaires du District qui pourront la refuser (art. 717 du Code). Il est imposé, en outre, à ces Sociétés, de faire une publication, préalable à la présentation du certificat d'incorporation, dans deux journaux du District au moins, quatre fois par semaine pendant trois semaines et les publications doivent contenir la dénomination projetée, l'objet de la Société, le nom des administrateurs et la date à laquelle ils se proposent de présenter les statuts à l'approbation du Commissaire (§ 718 du Code).

Les taxes sont payées sur le capital évalué par des experts et sur la base de $1\frac{1}{2}$ % de cette évaluation, mais il est tenu compte de la propriété immobilière qui est taxée de son côté.

Les Sociétés étrangères doivent désigner un représentant responsable. Les Sociétés qui ne sont pas organisées aux Etats-Unis ne peuvent acquérir d'immeubles dans le District de Columbia, de même que les Sociétés dont plus de 50 % des actions appartiennent à des personnes non citoyennes des Etats-Unis (Loi du 3 mars 1887).

ETAT DE FLORIDE

La loi sur les Sociétés est contenue au titre III, chap. I et II des Compiled Laws de 1914, articles 2643 à 2692.

Les Corporations peuvent être constituées, soit en vertu d'une décision de l'autorité législative, soit en se conformant aux lois de l'Etat en la matière. Une première publication dans un journal du siège social doit être faite mentionnant la dénomination, le siège, l'objet social, le montant du capital et le mode de libération, la durée, le nom et l'adresse des actionnaires. Les fondateurs doivent indiquer le montant des actions souscrites par chacun d'eux et l'ensemble de leurs actions doit représenter au moins le 10 % du capital. L'autorisation de fonctionner est ensuite donnée, mais les versements doivent être de 10 % au moins du capital social; à moins qu'il n'existe des apports d'un montant équivalent, si cela est admis par les statuts. La charte d'incorporation doit être enregistrée dans le bureau du greffier du Comté où se trouve le siège social.

Il y a des dispositions spéciales, en ce qui concerne les Sociétés de chemins de fer, de banque et d'assurances, de même la vente des valeurs est réglementée et une autorisation spéciale, à cet effet, doit être demandée au Contrôleur d'Etat.

La responsabilité des actionnaires est limitée à leur souscription.

Les Sociétés peuvent émettre des actions ordinaires et des actions de préférence mais celles-ci ne peuvent dépasser les $\frac{2}{3}$ du capital effectif.

Les Sociétés peuvent aliéner les biens sociaux sur vote des trois quarts des actionnaires, mais les actionnaires dissidents peuvent obtenir de la Société rachat de leurs actions au cours de la Bourse.

Le droit à payer, pour la constitution des Sociétés est de 2 \$ par 1.000 \$ de capital, avec un minimum de 5 \$ et un maximum de 250 \$.

Les Sociétés étrangères sont tenues d'obtenir une autorisation du Secrétaire d'Etat en vue d'exercer leur activité en Floride et doivent payer un droit sur le capital équivalent à celui des Sociétés locales. Elles doivent également déposer une copie de leurs statuts. Toute infraction à ces dispositions entraînerait des poursuites pénales.

Les Sociétés sont tenues d'adresser à l'Etat, tous les six mois, une situation de leur capital et de leur passif. Les établissements de banque et de prêts doivent envoyer un relevé des sommes ou valeurs qu'ils détiennent pour compte de tiers. Les Sociétés d'assurance doivent payer 200 \$ par an pour droit de licence, outre 2 % sur le montant brut des primes encaissées. Les Sociétés de chemins de

fer sont taxées sur la valeur de leurs biens en Floride, outre un droit de licence annuel de 10 \$ par mille de rail exploité.

ETAT DE GEORGIA

Les dispositions légales relatives aux Sociétés se trouvent contenues aux art. 2159 et suivants du Code Civil de Géorgie.

Les corporations créées pour tout objet en dehors d'opérations de banque, d'assurances, d'exploitation de chemins de fer, de canaux, de navigation, de télégraphe et de transports-express peuvent être constituées par décret de la Cour Supérieure du Comté dans lequel la Société désire exercer son activité (art. 2823 Code Civil 1911). Les Sociétés à objet réservé doivent s'adresser au Secrétaire d'Etat et se conformer aux prescriptions légales qui sont spéciales à chacune de ces catégories de sociétés. Les sociétés ordinaires ne peuvent fonctionner à moins que 10 % du capital ne soit payé. Les banques doivent avoir un capital minimum de \$ 25.000, et 20 % de leur capital doit être libéré sans que le capital libéré puisse être inférieur à \$ 15.000. Les sociétés d'assurances doivent avoir un capital de \$ 100.000 pour chaque genre d'assurances qu'elles entendent exploiter, et ce capital doit être intégralement payé ou converti en valeur désignées. Le capital maximum est limité à \$ 2.000.000.

La responsabilité des actionnaires est limitée à leur souscription, mais les actionnaires des sociétés de banque sont passibles, en outre, envers les déposants d'un montant égal à celui de leurs souscriptions.

Les conseils d'administration ont un nombre de membres réglementé. Pour les banques, ils ne peuvent être moins de trois, et plus de sept. Pour les Sociétés d'assurance, de trust, de chemins de fer, moins de cinq et plus de quinze ; pour les sociétés de navigation, moins de cinq et plus de sept. Dans les sociétés de navigation et de chemins de fer, la majorité des administrateurs doivent être citoyens et résidents de l'Etat de Georgie.

Les sociétés étrangères ne peuvent posséder plus de 5.000 acres de terrain, sans se transformer en société de Georgie.

Les sociétés paient en dehors des taxes *ad valorem* sur le montant de leurs biens un droit d'occupation qui varie de \$ 10 à \$ 600, selon leur capital.

Elles doivent faire parvenir annuellement pour le 1^{er} novembre au Secrétaire d'Etat un relevé mentionnant les renseignements prévus par la loi sous peine d'amende de \$ 50. — Le dépôt de ce rapport coûte \$ 1.

ETAT D'IDAHO

Les dispositions légales relatives aux Business Corporations se trouvent contenues au Chap. 5, Titre XXXV, 2^e Partie du C. Civ., § 4760 et suiv. des Compiled Statutes.

Les Corporations peuvent être constituées par trois personnes ou plus, dont l'une doit être un résident (*bona fide*) de l'Etat. L'acte constitutif (Articles) doit être signé et reconnu par devant un officier ministériel et doit contenir la dénomination sociale, l'objet, le siège social, la durée qui ne peut excéder cinquante ans, le nombre

d'administrateurs, le montant du capital et sa division en actions, le montant des souscriptions et le nom des souscripteurs. L'acte constitutif peut aussi contenir des dispositions au sujet de l'élection d'un tiers des administrateurs pour une durée d'un an, un tiers pour deux ans, et un tiers pour trois ans ; ensuite, les administrateurs peuvent être réélus pour trois années consécutives.

Les « Articles » d'incorporation doivent être enregistrés auprès du Greffier de l'Enregistrement du Comté du siège social et une copie certifiée par le Greffier est déposée auprès du Secrétaire de l'Etat qui délivre un Certificat d'Incorporation (Art. 4.701). Les autres dispositions statutaires (By-Laws) doivent être adoptées dans le mois suivant l'incorporation.

Si une société ne commence pas son exploitation dans le délai d'un an de son incorporation, elle est déchue de ses droits de fonctionner.

La responsabilité des actionnaires ne peut être étendue au-delà du montant des actions qu'ils possèdent (Art. XI Const. § 17). Ils ne sont responsables des dettes de la Société que jusqu'à concurrence du montant non libéré de leurs actions au pair et le transfert des actions n'empêcherait pas l'actionnaire d'être tenu de la dette qui existait au moment où il détenait ces actions.

Les administrateurs doivent être trois au moins et quinze au plus et un d'eux au moins doit être citoyen et résident de bonne foi de l'Etat.

A moins de dispositions constitutives contraires, les administrateurs sont élus annuellement le premier mardi de juin. Les avis doivent être publiés quinze jours d'avan-

ce. Les administrateurs ne peuvent être révoqués que par un vote d'actionnaires possédant deux tiers du capital.

Les droits d'enregistrement au bureau du Secrétaire d'Etat varient de \$ 10 pour un capital supérieur à \$ 2.500, à \$ 150 pour un capital supérieur à 1.000.0000 de dollars.

Les droits de licence annuelle à payer au Trésor sont de \$ 10 pour un capital de \$ 5.000 et vont en augmentant graduellement jusqu'à \$ 150 pour un capital excédant deux millions de dollars. Si ces droits ne sont pas payés aux dates prévues, la charte d'incorporation peut être révoquée et la société dissoute, mais la société peut être réintégrée dans ses droits si le paiement est effectué.

Des rapports annuels certifiés sous serment doivent être remis à l'Enregistrement pendant le mois de juillet et indiquer les détails nécessaires au contrôle des affaires de la société.

Les sociétés étrangères doivent déposer une copie certifiée de leurs statuts et se conformer aux dispositions édictées par les sociétés locales. Elles doivent désigner un représentant responsable dans les trois mois du commencement de leurs opérations.

ETAT D'ILLINOIS

Les Sociétés (Corporations) ne peuvent être constituées qu'en vertu des lois ordinaires (Cons. de 1870, art. XI, § 1). La loi sur les Sociétés a été votée le 28 juin 1919.

Trois personnes majeures au minimum, citoyennes des Etats-Unis et dont l'une doit appartenir à l'Etat d'Illinois doivent signer, sceller et reconnaître devant un officier

ministériel une déclaration d'incorporation contenant : 1° le nom et l'adresse des fondateurs ; 2° la dénomination sociale ; 3° l'objet social clairement défini ; 4° la durée ; 5° le siège social ; 6° le nombre d'actions avec leur valeur au pair qui ne peut être inférieure à 5 \$ ni supérieure à \$ 100 et les différentes catégories d'actions s'il en existe ; 7° le nom et l'adresse des souscripteurs originaires et le montant de leur souscription ; 8° le montant du capital autorisé ; 9° le montant du capital que l'on se propose d'émettre de suite et qui ne peut être inférieur à \$ 1.000 ; 10° le versement de la moitié au moins du capital représenté par des actions avec dénomination de valeur et de \$ 5 au moins par action sans dénomination de valeur ; 11° le nombre, le nom et l'adresse des administrateurs dont l'un d'eux doit être un citoyen résident de l'Etat, la durée de leurs fonctions et toutes dispositions en vue de l'administration de la Société non contraires aux lois.

Cette déclaration doit être déposée en double au bureau du Secrétaire d'Etat qui, après examen l'approuve en inscrivant le mot « filed » (enregistré) et la date de l'enregistrement. Après quoi la Société peut fonctionner. Le Secrétaire d'Etat délivre aux fondateurs un certificat d'incorporation qui devra être déposé auprès du greffier de l'Enregistrement du Comté où est situé le siège social.

Dans les soixante jours de la constitution, le Conseil d'Administration établit les by-laws et organise la Société. Le Conseil doit être composé de trois membres au moins pris parmi les actionnaires et dont l'un doit être un résident de l'Etat. Les Administrateurs sont responsables per-

sonnellement pour tout engagement qu'ils consentiraient dépassant le capital.

Les Sociétés qui demeurent dans l'inaction pendant un an après la délivrance du certificat d'incorporation, sont considérées comme inexistantes.

L'émission d'actions dans la limite fixée par les statuts peut être autorisée par le Conseil d'administration qui doit en faire part au Secrétaire d'Etat dans les trente jours de la décision.

Les actionnaires non libérés ne sont responsables des dettes sociales, qu'en cas de faillite de la Société, en cas de carence après exécution d'un jugement ou en cas de dissolution avec un passif impayé.

Les Sociétés étrangères qui veulent exercer leur activité dans l'Etat doivent obtenir un certificat les y autorisant émanant du Secrétaire d'Etat et celui-ci ne le fait que si ces Sociétés ont une portion de capital libéré correspondant à celle imposée aux Sociétés locales. Les Sociétés étrangères doivent déposer une copie conforme de leurs statuts et une déclaration contenant le nom de la Société, son siège social, le nom des Etats où elle a des succursales, la nature de ses affaires, un état détaillé de la valeur des biens qu'elle compte utiliser dans l'Etat pendant la première année suivant l'autorisation de fonctionner en Illinois, une estimation du capital total qu'elle compte employer dans cet Etat ainsi que dans tout autre Etat pendant la même période ; le nom d'un représentant à qui peuvent être signifiés les actes et qui doit être un résident de l'Etat ainsi que tout renseignement que le Secrétaire d'Etat estimerait intéressant. Une fois la demande

de la Société approuvée, le Secrétaire d'Etat délivre un certificat qui doit être enregistré au lieu du principal établissement de la Société dans l'Etat. Les Sociétés étrangères ne peuvent posséder plus d'immeubles qu'il ne leur en est nécessaire pour leur activité, ni hypothéquer leurs immeubles aux dépens de leurs créanciers dans l'Etat.

Les Sociétés sont tenues d'adresser un rapport sur leur situation durant le mois de février chaque année au Secrétaire d'Etat.

Les droits de constitution sont de $1/20$ % sur le capital avec un minimum de \$ 20. Les actions sans désignation de valeur sont calculées sur la base de \$ 100.

Les Sociétés qui n'ont pas de biens dans l'Etat, doivent payer une taxe variant de \$ 10 pour un capital au-dessous de \$ 50.000 jusqu'à \$ 1.000 pour un capital dépassant \$ 10.000.000. Tout retard dans le dépôt du rapport annuel entraîne une pénalité de 10 % sur les taxes et une amende qui ne peut dépasser \$ 1.000. Les taxes sont payables le 31 juillet de chaque année au plus tard.

ÉTAT D'INDIANA

Il existe deux lois générales relatives à la constitution des Sociétés; une loi du 20 mai 1852 et une loi du 9 mars 1901 (V. Burns' Annotated Statutes, Art. 4286 à 4359 et Art. 5062 à 5170).

Toutes Corporations peuvent être organisées librement dans la limite des lois, sauf celles s'occupant de banque, par trois personnes ou plus sans conditions de résidence ou d'origine; elles doivent établir un certificat.

Les lois sont muettes au sujet du montant du capital à libérer à la fondation, sauf pour les Sociétés de banque qui doivent libérer 50 % du capital, les Compagnies d'assurance sur la vie qui doivent avoir au moins \$ 100.000 de libérés, ainsi que les Sociétés de prêt, de trust et de dépôts. Les Sociétés d'assurances sur les accidents doivent avoir un capital libéré d'au moins 300.000 dollars. Pour les Sociétés de pétrole, le capital maximum est limité à \$ 2.000.000.

Le nombre d'administrateurs peut varier de trois à 21 selon la catégorie des Sociétés. Pour les Sociétés de téléphones, de prêts sur hypothèques de dépôts, de caisse d'épargne, les Administrateurs doivent être en majorité des résidents de l'Etat.

En général, les actionnaires ne sont pas responsables des dettes sociales au-delà du montant souscrit par eux et non payé sauf pour dettes envers tous employés, ouvriers, apprentis, etc... au service de la Société. Dans les Sociétés de banque, de prêts et dépôts, de cautionnements, de prêts hypothécaires, d'assurances sur les accidents, les actionnaires sont responsables individuellement du double du montant de leurs actions envers les créanciers.

Les Sociétés étrangères désireuses de travailler dans cet Etat doivent désigner un représentant responsable qui doit remplir les formalités imposées aux Sociétés. En outre elles doivent faire enregistrer une délibération de leur Conseil acceptant qu'en cas de procès tout acte puisse être signifié valablement au Parquet de l'Auditeur de l'Etat pour toute action résultant d'un engagement de la Société étrangère dans l'Etat.

Les Sociétés étrangères doivent adresser un rapport au Secrétaire d'Etat dans le courant de janvier de chaque année, et les Sociétés locales dans les soixante jours après le premier juin.

Les droits d'enregistrement à la constitution sont de \$ 10 pour une Société ayant un capital inférieur à \$ 10.000 et 1/10 % sur le capital des autres Sociétés. Les Sociétés étrangères paient un minimum de \$ 25 et 1/10 % sur tout capital excédant \$ 10.000, chiffre déterminé par le capital employé dans l'Etat.

ETAT D'IOWA

La loi sur les Corporations date de 1851 et a été incorporée dans le *Compiled Code* Titre 9, Chap. 1.

Les Sociétés peuvent être fondées par n'importe quel nombre de personnes et si une seule personne désire « s'incorporer » et adopte comme dénomination son nom patronymique elle est tenue d'y ajouter le mot Incorporated, afin de jouir des avantages des Sociétés anonymes.

Le ou les fondateurs doivent établir des Articles d'association dans la forme usuelle, les faire accepter par le Secrétaire d'Etat et enregistrer. Ces Articles doivent prévoir le maximum des engagements que chaque Société peut se permettre et qui ne doivent pas dépasser les 2/3 du capital. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Sociétés de banques sur leurs disponibilités à l'exclusion du capital ni aux Sociétés d'assurances sur leurs risques.

Avant d'obtenir un certificat du Secrétaire d'Etat, les Sociétés sont tenues de faire une publication une fois par

semaine, pendant quatre semaines consécutives dans un journal du lieu de leur siège et contenant les détails essentiels sur la constitution de la Société. La durée des Sociétés est généralement fixée à 20 ans au maximum avec droit de renouvellement.

La loi ne contient aucune disposition au sujet du capital et de sa libération, mais les actions doivent mentionner le montant qui en est libéré et s'il a été libéré en espèces ou par voie d'apports. Ceux-ci sont évalués par le Conseil Exécutif de l'Etat. A chaque émission, la Société doit adresser un certificat, en donnant les détails au Secrétaire d'Etat.

Les Sociétés étrangères sont admises à exercer leur activité dans l'Etat en remplissant les formalités de dépôt de leurs statuts et d'une délibération de leur Conseil, ou des actionnaires, autorisant la signification de tous actes à leurs agents ou représentants dans l'Etat. Elles doivent mentionner leur capital et les détails y relatifs, les biens qu'elles possèdent dans l'Etat d'Iowa, etc...

Les Sociétés locales et autres, sont tenues de payer à la constitution \$ 25 de droits plus 1 \$ par 1.000 \$ au-dessus de 10.000 \$ de capital.

Un rapport annuel sur la situation de la Société doit être adressé au Secrétaire d'Etat, entre le 1^{er} mai et le 1^{er} juillet.

ETAT DE KANSAS

Le pouvoir législatif ne peut, d'après la Constitution créer de Sociétés ; elles ne peuvent être formées qu'en

vertu de lois existantes (Constitution Art. XII § I). La loi sur les Sociétés Anonymes figure à la section 23 des General Statutes du Kansas 1915.

Les demandes pour l'obtention d'une charte de constitution doivent être adressées au Charter Board (composé de l'Attorney General (Procureur général), du Secrétaire d'Etat et du Commissaire d'Etat pour les Banques. La demande doit contenir la dénomination, le siège, l'objet social, le nom et l'adresse des fondateurs et le capital. Après enquête, le Board délivre la charte qui doit être enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat. La charte mentionne, en outre, le nom et l'adresse des Administrateurs élus pour le premier exercice, le nombre d'actions, le nom et l'adresse des actionnaires. La durée est de cinquante ans au maximum. Les Sociétés doivent commencer leurs opérations dans l'année suivant l'obtention de la charte et, avant de les commencer, elles doivent déposer au bureau du Secrétaire d'Etat, un affidavit signé du Président et du Secrétaire attestant que 20 % au moins du capital a été libéré en espèces.

La loi de 1891 a placé les Sociétés de Banque sous un régime spécial par la création du Service du Commissaire d'Etat pour les Banques qui a toutes les Sociétés de crédit sous sa surveillance. Les Caisses d'Epargne ne peuvent avoir un capital inférieur à \$ 50,000 dont 10 % doivent être libérés.

Les Sociétés étrangères sont admises à travailler dans l'Etat, à condition d'en faire la demande au Charter Board et de fournir une copie certifiée conforme de leurs statuts avec tous détails sur leur situation active et passive.

De plus, toute Société étrangère doit s'engager à accepter la notification de tout acte introductif d'instance devant un Tribunal de l'Etat, par le canal du Secrétaire d'Etat.

Les frais de constitution sont de \$ 25 pour la demande d'une charte plus $1/10$ % sur tout capital, égal ou inférieur à \$ 100.000 et $1/20$ % sur tout excédent. Les mêmes frais sont supportés par les Sociétés Etrangères sur la portion de leur capital utilisé dans l'Etat. Une taxe progressive annuelle est imposée à toutes les Sociétés et varie de \$ 10 sur toute Société ayant un capital de \$ 10.000 libéré jusqu'à \$ 2.500 pour une Société ayant un capital de \$ 5.000.000.

Les Sociétés sont tenues d'adresser un rapport annuel aux autorités avant le 31 mars de chaque année. Les Sociétés étrangères, outre les indications habituelles, doivent mentionner la valeur de leurs biens dans l'Etat et celle de leurs biens se trouvant partout ailleurs.

ETAT DE KENTUCKY

La loi sur les Corporations votée le 5 avril 1893 figure dans le Carroll's Kentucky Statutes 1915, art. 538 et suiv.

Les Sociétés anonymes peuvent être constituées par trois personnes au moins, excepté pour les Sociétés de Banque de Chemins de fer, de trust, d'assurances, lesquelles nécessitent des fondateurs en plus grand nombre. Le certificat d'incorporation doit être enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat et du greffe du Comté où se trouve le siège social.

La moitié du capital doit être souscrit de bonne foi

avant que la Société ne commence ses opérations. Les actionnaires ne sont pas responsables au-delà de leurs souscriptions sauf dans les Sociétés de banque, de trust, de garanties et d'assurances où ils sont tenus de la « double responsabilité » envers les créanciers, c'est-à-dire du double de la valeur de leurs souscriptions en cas de défaillance.

Les Sociétés étrangères sont tenues de déposer au bureau du Secrétaire d'Etat une déclaration contenant leur adresse et le nom d'un Agent autorisé à recevoir les actes, sous peine de nullité de tous contrats passés par elle.

Les droits de constitution sont de 1/10 % sur le capital autorisé. La taxe annuelle de licence est de 50 cents par 1.000 dollars de capital avec un minimum de \$ 10.

Les Sociétés sont tenues d'adresser un rapport annuel au Contrôleur de la comptabilité publique à Frankfort entre le 30 juin et le 1^{er} octobre. Ce rapport doit contenir des détails sur les biens des Sociétés, leurs ressources, les variations du cours de leurs actions, leur situation active et passive, la nature de leurs biens et leur valeur estimée au prix d'une vente volontaire.

Les Sociétés étrangères doivent fournir les données établissant le rapport entre leur revenu total et leur revenu dans l'Etat, de façon à pouvoir établir la portion de capital utilisée dans l'Etat. Tout retard au-delà du 1^{er} octobre dans le dépôt du rapport entraîne une amende de 1.000 dollars outre une pénalité de 50 dollars par jour de retard.

ETAT DE LOUISIANE

La loi sur les Corporations d'affaires date du 9 juillet 1914 et le Code Civil (Art. 427 et suiv.), contient certaines dispositions relatives à cette matière.

La loi de l'Etat exige un minimum de trois personnes pour constituer des Sociétés ayant un but lucratif, y compris l'exploitation de voies ferrées, de canaux, sauf la banque et les assurances. Pour ces dernières, il est exigé un minimum de quinze fondateurs.

Le capital minimum doit être de \$ 5.000, dont la moitié doit être souscrit à la constitution; la moitié du capital souscrit doit être versé avant que la Société ne commence ses opérations et l'autre moitié dans les douze mois suivants, à peine de dissolution.

L'acte de constitution doit être authentique, signé par chacun des fondateurs et contenir : le nom social, suivi du mot *Incorporated* (Inc.), l'objet social, le capital, le chiffre auquel le capital peut être élevé, le nombre d'actions, le nombre d'administrateurs qui ne peut être inférieur à trois et leur adresse, le nom des souscripteurs et leur adresse, une déclaration sous serment de deux des fondateurs au moins, au sujet de la sincérité de la souscription de 50 % du capital.

Le Conseil d'administration doit être composé de trois membres au moins et chacun d'eux doit être propriétaire d'une action au moins de la Société.

La loi accorde aux créanciers d'au moins dix pour cent du passif social et aux actionnaires propriétaires de 10 %

des actions le droit d'intenter des actions contre les administrateurs et directeurs de Sociétés dans certains cas où les intérêts sociaux ont été compromis et où il y a lieu de procéder à des remplacements dans le personnel dirigeant et d'empêcher l'aliénation frauduleuse de biens sociaux.

Les Sociétés étrangères ayant l'intention d'exercer leur activité en Louisiane doivent faire enregistrer leurs statuts au bureau du Secrétaire d'Etat, mais leur dénomination doit être telle à ne pouvoir être confondue avec celle d'une Société locale ; elles doivent désigner un agent qualifié pour recevoir les actes sous peine d'une amende de 25 à 500 \$ en cas d'infraction.

Les droits à payer à la constitution sont de $1/20$ % sur le capital avec un minimum de \$ 10.

Chaque année, dans les 30 jours suivant la date de l'Assemblée générale, les Sociétés doivent faire enregistrer un rapport au bureau du Secrétaire d'Etat fournissant tous renseignements sur le capital, les administrateurs, la nature des opérations sociales. Un rapport plus détaillé doit être envoyé aux actionnaires qui en font la demande, contenant notamment le montant des dettes garanties ou non, la composition de l'actif, le montant libéré du capital. Une amende de \$ 50 par jour de retard sanctionne l'omission du Conseil qui refuse de répondre à l'actionnaire quinze jours après réception de sa demande.

ETAT DE MAINE

La loi sur les Corporations figure aux chapitres 51 et suiv. des Revised Statutes.

Les Sociétés organisées dans l'Etat de Maine doivent avoir un capital de \$ 1.000 au minimum, sans obligation de libération et certaines Sociétés peuvent émettre des actions sans indication de valeur en paiement d'apports ou de services rendus.

Le Conseil d'Administration doit être composé de trois membres au moins sans obligation de résidence.

Les actionnaires ne sont tenus envers les créanciers sociaux que pour le montant non libéré de leurs actions.

Les droits de constitution sont de \$ 15 pour l'enregistrement (droit fixe) plus \$ 50 quand le capital n'excède pas 500.000 \$ et ensuite 10 \$ pour chaque \$ 100.000 en sus.

Les Sociétés doivent une taxe annuelle dite de franchise s'élevant à \$ 5 quand le capital est inférieur à \$ 50.000 ; \$ 10 entre 50.000 et 200.000 \$; 50 \$ entre 200.000 et \$ 500.000 ; \$ 75 entre 500.000 et 1.000.000 \$.

Les Sociétés sont tenues d'adresser le 1^{er} juin de chaque année au plus tard, un rapport sur leur situation, au Secrétaire d'Etat, sous peine d'une amende de \$ 500.

Les Sociétés étrangères peuvent opérer dans les conditions des sociétés locales, mais en désignant un ou plusieurs agents responsables.

ETAT DE MARYLAND

La loi sur les Corporations figure à l'Article 23 du Bagby's Annotated Code.

En vertu de l'art. 596 de la loi de 1916 (Bagbys Annotated Code), trois personnes majeures, au moins, doivent signer et reconnaître devant un magistrat compétent un certificat d'incorporation contenant le nom de la Société (avec la mention « Incorporated » ou l'article « The » et le mot « Company »), le nom et l'adresse des souscripteurs, le siège social, le montant du capital autorisé, les restrictions sur le transfert des actions s'il en existe, le nombre des membres du Conseil qui peut être inférieur à trois.

Ce certificat doit être déposé avec un double au bureau de la Commission des taxes, qui, après paiement des droits et enregistrement immédiat dans un Registre spécial, transmet le certificat original au Secrétaire d'Etat, lequel l'enregistre à son tour et le transmet au greffier du Tribunal de Circuit ou de la Cour supérieure, lequel l'enregistre à son tour.

Le Conseil d'Administration, doit compter trois membres au minimum. Si les Sociétés désignent un résident de l'Etat comme Agent, aucun Administrateur n'a besoin d'être résident de l'Etat.

Les actionnaires ne sont tenus que du montant non libéré de leurs actions. Ils ont un droit de vote d'une voix par action qu'ils détiennent. Si une fusion avec une autre Société est proposée, ils ont droit de s'y opposer

et s'ils n'ont pas la majorité, ils peuvent obtenir le rachat de leurs titres en justice. Les Sociétés sont autorisées à racheter leurs propres actions (art. 466, loi 1918). Les actionnaires propriétaires de 5 % au moins du capital ont le droit de recevoir un relevé par écrit et certifié par serment sur la situation des affaires de leur Société.

Les Sociétés étrangères sont admises à opérer dans l'Etat, à condition de s'adresser à la Commission des taxes et de déposer un certificat contenant les indications essentielles sur leur situation et notamment le capital employé dans l'Etat.

Le rapport annuel à la Commission des Taxes doit être présenté avant le 1^{er} mars de chaque année.

Chaque Société doit payer une taxe de constitution (bonus tax) qui est de 20 cents par \$ 1.000 de capital jusqu'à \$ 1.000.000 avec minimum de \$ 20. Les Sociétés locales paient en outre une taxe de franchise selon un tableau annexé à la loi. Les Sociétés étrangères paient, sur le capital employé dans l'Etat, une taxe de franchise de 50 cents par \$ 1.000 de capital jusqu'à \$ 500.000 avec minimum de \$ 25 ; entre \$ 500.000 et 5.000.000 \$ 1/40 % sur l'excédent ; au-dessus de 5 millions de dollars \$ 30 pour chaque 1.000.000 de dollars en sus.

ETAT DE MASSACHUSETTS

La loi sur les Business Corporations est entrée en vigueur le 1^{er} août 1903 et figure au supplément des *Revised Laws of Massachusetts* 1908, pages 874 et suiv. Cette loi s'applique à toutes les Sociétés par actions,

sauf à celles ayant pour objet les voies ferrées, les opérations de banques, de prêts hypothécaires et autres, d'assurances, d'éclairage public, lesquelles sont régies par des dispositions spéciales.

Les Sociétés peuvent être constituées par trois personnes ou plus. Le capital ne peut être inférieur à \$ 1.000. Les actions ne peuvent être d'une valeur inférieure à \$ 5 à moins d'être sans valeur nominale et dans ce cas le nombre à en émettre ne peut être inférieur à 10. Tous ces renseignements doivent figurer dans l'acte d'association qui doit être signé sous serment par la majorité des promoteurs et être déposé avec le procès-verbal de la première assemblée générale au bureau du Commissaire des Sociétés, lequel donne son approbation si ces documents sont conformes à la loi. Le Secrétaire d'Etat délivre ensuite un certificat d'incorporation.

Le Conseil d'Administration doit être composé de trois administrateurs au moins, un Président, un Secrétaire (clerk), un Trésorier. Les administrateurs sont élus pour une année, sauf dans certains cas spéciaux. Ils doivent être actionnaires à moins de dispositions contraires des statuts. Le Secrétaire (Clerk) doit être un résident de l'Etat et doit être assermenté.

Les actionnaires ne sont pas responsables au-delà de leur souscription, mais s'ils votent une réduction de capital illégalement ils sont tenus des dettes existantes au moment du vote et à concurrence des sommes qu'ils ont reçues. Les Administrateurs sont solidairement responsables, pour toutes dettes et engagements de la Société, s'ils autorisent une émission en contravention avec les

lois, ou s'ils publient des rapports ou renseignements sciemment erronés. En cas de vente de l'actif, ou du fonds social, les actionnaires qui votent contre, peuvent obtenir le rachat de leurs actions par la Société et s'ils n'arrivent pas à un accord sur le prix, celui-ci est fixé par trois arbitres.

Les Sociétés étrangères qui désirent exercer leur activité dans l'Etat sont tenues de déposer au Bureau du Commissaire des Sociétés, une copie de leurs statuts et une déclaration écrite par laquelle elles font élection de domicile chez lui, afin d'y recevoir tous actes aussi longtemps qu'elles ont des engagements dans l'Etat. Toute infraction à ces prescriptions entraîne une pénalité de \$ 500 au plus contre les agents de la Société, lesquels sont tenus personnellement, en outre, des engagements de la Société et celle-ci n'est pas admise à ester en justice tant que ces formalités ne sont pas accomplies.

Les frais de constitution sont de $1/20$ % du capital autorisé et 5 cents par actions sans valeur nominale avec un minimum de \$ 50.

Les Sociétés sont tenues d'adresser chaque année, au Contrôleur des Contributions un rapport sur leur situation entre le 1^{er} et le 10 avril, en outre elles doivent déposer à l'Enregistrement un rapport dans les 30 jours après la date fixée pour l'assemblée ordinaire annuelle avec un certificat sous serment d'un commissaire des comptes lorsque le capital dépasse \$ 100.000.

Les taxes s'élèvent à $2 \frac{1}{2}$ % sur le revenu provenant des affaires faites dans l'Etat et à \$ 5 par \$ 1.000 de capital en excédent (corporate excess) : cet excédent est

calculé en déduisant de la valeur des actions le montant des biens sociaux qui sont sujets à taxation dans l'Etat (propriété immobilière, matériel, etc...). Une loi du 29 mai 1918 a ajouté en outre, une taxe additionnelle de 1 % sur le revenu net des Sociétés ; cette taxe a été ensuite réduite à 1/2 %.

ETAT DE MICHIGAN

La Constitution de 1909 (art. 12) dispose que les Sociétés ne peuvent être formées qu'en vertu des lois existantes et non en vertu d'une loi spéciale.

La loi sur les Sociétés se trouve dans le *Howell's Annotated Statutes of Michigan 1913*, Parties 22, chap. 258, §§ 9532-9569.

Les promoteurs sont tenus de faire enregistrer les « articles d'association » au bureau du Secrétaire d'Etat et à celui du greffe du Comité où la Société a son siège. Le capital ne peut être inférieur à \$ 1.000 ni supérieur à \$ 50.000.000. Les actions peuvent avoir une valeur nominale de \$ 10 ou de \$ 100. Des dispositions spéciales sont édictées pour chaque catégorie de Sociétés, notamment celles qui s'occupent de banque, de chemins de fer, d'assurances et celles exploitant des services d'utilité publique.

Les Sociétés ne peuvent avoir une durée supérieure à 30 ans, mais ont la faculté d'obtenir un renouvellement pour une période égale avec le consentement d'actionnaires détenant deux tiers du capital. Toutefois, les Sociétés de chemins de fer, d'assurance et d'utilité publique peuvent avoir une durée plus longue.

Les actionnaires sont personnellement tenus, à défaut de la Société, de toutes dettes ayant une nature de salaire.

Les Sociétés ne peuvent posséder d'immeubles pour plus de dix ans, sauf ceux nécessaires à leur exploitation.

Les administrateurs sont élus annuellement.

Les Sociétés étrangères doivent, avant de commencer leur exploitation obtenir un certificat du Secrétaire d'Etat les y autorisant. Dans ce but elles doivent faire enregistrer leurs statuts et désigner un agent responsable habitant l'Etat et ayant qualité pour recevoir des actes. Elles doivent également fournir une déclaration sous serment spécifiant l'adresse de leur succursale dans l'Etat, celle des préposés de la Société, la liste des biens sociaux dans l'Etat, le montant du chiffre d'affaires total dans l'année précédente et du chiffre réalisé dans l'Etat.

Les droits de constitution sont de un demi pour mille du capital avec un minimum de \$ 5, les sociétés étrangères paient la même taxe sur le capital employé dans l'Etat avec minimum de \$ 25.

Les Sociétés ne paient pas d'impôts à elles spéciaux. Elles paient les impôts sur leurs biens comme tout particulier.

ETAT DE MINNESOTA

La Loi Générale sur les Sociétés se trouve dans les *General Statutes* de 1913, chap. 58.

Les Sociétés ne peuvent être constituées par moins de trois personnes qui sont tenues de faire enregistrer au bureau du Secrétaire d'Etat et au bureau de l'Enregistre-

ment du Comté où se trouve le siège social, les articles d'association lesquels doivent contenir : le nom social ; la durée qui ne peut excéder trente ans avec droit de renouvellement, sauf pour les Sociétés de chemin de fer dont la fixation de la durée est laissée aux fondateurs (art. 6.156), le capital qui ne peut être inférieur à \$ 10.000 et sa division en actions. La loi ne dit rien au sujet du montant à libérer. Les actions ne peuvent avoir une valeur nominale inférieure à \$ 1 ou supérieure à \$ 100.

Les statuts doivent être publiés.

Les administrateurs ne peuvent être en nombre inférieur à trois.

Les actionnaires ne sont pas tenus au-delà du montant non libéré de leurs actions, sauf au cas où la Société aurait violé la loi et négligé de faire les publications qu'elles impose.

Les Sociétés étrangères peuvent exercer leur activité dans l'Etat à condition d'y avoir un agent et un bureau, d'enregistrer leurs statuts et une déclaration vérifiée mentionnant la valeur du capital employé dans l'Etat ou des biens qu'elles y possèdent.

Les Sociétés, dont plus de vingt pour cent du capital est détenu par des étrangers, ne peuvent acquérir d'immeubles dans cet Etat et les Sociétés, sauf celles qui se livrent à la fabrication ou qui exploitent des chemins de fer ne peuvent posséder plus de 5.000 acres de terrains dans l'Etat.

Les droits de constitution sont de \$ 50 pour les premiers \$ 50.000 de capital et 5 \$ pour chaque tranche de \$ 10.000 au-dessus.

Les taxes des Sociétés sont les mêmes que pour les particuliers et pèsent sur leurs biens, sauf pour les Sociétés minières, les Sociétés d'assurances, de banque, de navigation, qui ont un régime spécial.

ETAT DE MISSISSIPI

D'après la Constitution de 1890 (art. 88-178), les Corporations ne peuvent être formées qu'en vertu des lois existantes. La General Corporation Law de l'Etat est incorporée au Chap. 24 du Code de 1906. Il n'est rien de prescrit au sujet du nombre d'actionnaires fondateurs, ni au sujet du minimum de capital, mais celui-ci doit être libéré de 20 % avant que la Société ne puisse commencer ses opérations. La durée des Sociétés ne peut excéder cinquante ans, sauf pour les Sociétés de chemins de fer et d'assurances.

Trente jours après leur constitution, les Sociétés doivent en faire la déclaration au bureau du Secrétaire d'Etat sous peine de nullité de la Société et de responsabilité personnelle des fondateurs.

La loi ne dit rien au sujet du nombre des administrateurs. Une limite est imposée au sujet de la valeur des immeubles que peuvent posséder des Sociétés. Cette valeur ne peut dépasser \$ 1.000.000 pour les Sociétés ordinaires et \$ 2.000.000 pour les Sociétés industrielles.

Les actionnaires ne sont pas responsables au-delà du montant non libéré de leurs actions et ils restent tenus envers les créanciers pendant un an après la cession de leurs titres.

Les Administrateurs qui contractent des dettes sociales pour un montant supérieur au capital versé sont personnellement tenus pour la différence, envers les créanciers sociaux.

Les Sociétés étrangères sont admises à exercer leur activité dans l'Etat à condition de faire enregistrer leurs statuts au bureau du Secrétaire d'Etat sous peine d'une amende de \$ 100. Les Sociétés d'assurances étrangères doivent obtenir l'autorisation du Commissaire aux Assurances.

Les droits de constitution s'élèvent selon une échelle progressive allant de \$ 20 pour des Sociétés ayant un capital inférieur à \$ 5.000 à \$ 500, quand le capital dépasse \$ 240.000 (art. 139, loi 1920).

Les Sociétés paient des taxes de la même façon que les particuliers sur la valeur de leurs biens. Les banques sont taxées sur la valeur de leurs actions augmentée des réserves et des dividendes non payés.

ETAT DE MISSOURI

La Loi sur les Sociétés est incorporée dans les *Revised Statutes* de 1909, Chap. 33.

Les lois sur les Sociétés en vigueur dans l'Etat de Missouri divisent les Sociétés en un certain nombre de classes ayant chacune ses règles. Elles doivent avoir toutes, un siège social dans l'Etat et au moins trois administrateurs résidents de l'Etat. Le capital social ne peut être inférieur à \$ 2.000 ni supérieur à 50 millions de dollars. La moitié du capital doit être souscrite et libérée,

soit en espèces, soit en apports et ces apports doivent être détaillés par articles avec leur valeur respective. La partie du capital non souscrite peut être émise au pair et chaque fois qu'un quart de ce capital est placé il doit en être donné avis au Secrétaire d'Etat. Si les administrateurs et directeurs achètent sciemment des biens à un prix supérieur à leur valeur « actuelle », ils sont tenus solidairement responsables de la différence.

Les Sociétés ne peuvent posséder de biens immeubles, en dehors de ceux qui leur sont nécessaires pour leur exploitation, pour plus de six ans et celles dont plus de 20 % des actions sont détenues par des étrangers, ne peuvent acquérir d'immeubles du tout.

Un rapport annuel doit être adressé au Secrétaire d'Etat sur la situation sociale, le 1^{er} Juillet, accompagné d'un affidavit attestant que la Société n'est intéressée à aucun trust.

Les Sociétés étrangères qui veulent faire des opérations dans l'Etat de Missouri doivent faire enregistrer au bureau du Secrétaire d'Etat, une copie de leurs statuts et une déclaration sous serment du montant du capital employé dans l'Etat, pour les besoins de l'impôt. Les Sociétés étrangères sont également tenues d'indiquer leur principal établissement dans l'Etat où les actes judiciaires pourront être notifiés. Le Secrétaire d'Etat délivre ensuite une licence contre paiement de \$ 10.

Les frais de constitution sont de \$ 50 pour les 50.000 premiers dollars de capital et \$ 5 pour chaque tranche de \$ 10.000 en sus.

Les Sociétés sont tenues de payer annuellement une

taxe de franchise égale à $1/10$ % de la valeur au pair de leur capital-actions (et réserves) employé dans l'Etat.

ETAT DE MONTANA

La loi sur les Sociétés est contenue dans la Division I, IV^e Partie, Titre I, Ch. I des *Revised Codes* de Montana 1907.

Les Sociétés peuvent être constituées par trois personnes au moins qui établissent et signent un certificat contenant les indications essentielles au sujet du nom social, de l'objet, du capital et sa division en actions, de la durée qui ne peut dépasser 40 ans et le nom et l'adresse des administrateurs qui ne peuvent être d'un nombre inférieur à trois ni supérieur à treize. Ce certificat doit être enregistré auprès du greffier du Comté où la Société établit son siège et auprès du Secrétaire d'Etat qui délivre ensuite le certificat d'incorporation.

La souscription du capital n'est pas exigée, il peut être émis en totalité contre des apports à condition que ceux-ci aient une valeur correspondante au pair des actions. Il est exigé toutefois pour les Sociétés de Banque, d'épargne, de dépôts, de cautionnement et d'assurances qu'une partie de leur capital soit libéré avant qu'elles ne puissent commencer leurs opérations. Pour les Sociétés de banque les trois quarts des administrateurs doivent être résidents de l'Etat et pour les Sociétés d'assurances sur la vie et contre les accidents, cette condition n'est imposée que pour la majorité des administrateurs.

Les administrateurs sont élus chaque année.

Les appels de fonds sur les actions ne peuvent être supérieurs à cinq pour cent du capital en une fois.

Chaque année, dans les vingt premiers jours de janvier, les Sociétés sont tenues d'enregistrer un rapport, en due forme, sur leur situation, au bureau du greffier du Comté où se trouve le siège social, faute de quoi les Administrateurs sont tenus solidairement responsables de toutes les dettes sociales.

Les Sociétés étrangères qui désirent faire des opérations dans l'Etat sont tenues de faire enregistrer au bureau du Secrétaire d'Etat une copie conforme de leurs statuts et un état détaillé de leur capital et mode de sa libération, leur actif et leur passif. En même temps elles doivent désigner un agent responsable autorisé à recevoir les actes judiciaires. Elles doivent adresser un rapport annuel sur leur situation au secrétaire d'Etat et au greffier du Comté où se trouve leur bureau principal, et ce dans les deux mois suivant le premier Avril.

Les droits d'incorporation sont de cinquante cents par \$ 1.000 de capital jusqu'à \$ 100.000 ; quarante cents par \$ 1.000 à partir de \$ 100.000 jusqu'à \$ 250.000 ; trente cents par \$ 1.000 de \$ 250.000 à \$ 500.000 ; vingt cents par \$ 1.000 de 500.000 à un million de dollars et dix cents par \$ 1.000 au-dessus.

Les Sociétés paient les taxes sur leurs biens de la même façon que les individus. Elles doivent être payées chaque année, le 30 Novembre au plus tard.

ETAT DE NEBRASKA

La loi sur les Corporations figure au Chap. 14 des *Revised Statutes of Nebraska, 1913*.

Les Sociétés par actions peuvent être formées par un nombre quelconque de personnes, il n'est imposé un minimum de cinq souscripteurs d'origine que dans les Sociétés de Chemins de fer. Les promoteurs sont tenus de faire enregistrer, au bureau du Secrétaire d'Etat, des « Articles d'Association » qui doivent également être enregistrés au bureau du greffier du Comté où se trouve le siège social. Les Sociétés d'assurances, de constructions et de prêts ainsi que les Sociétés de banque doivent faire enregistrer également leurs statuts auprès du Contrôleur d'Etat et du State Banking Board.

Les Sociétés doivent commencer leur exploitation dans l'année de l'octroi du certificat d'incorporation sous peine de caducité. Dans les quatre mois de l'Enregistrement des « articles » d'association, des publications doivent être faites, dans un journal du siège ou d'une localité proche et ce durant quatre semaines. Elles sont tenues d'indiquer, en même temps que la dénomination, le siège, le capital, le maximum des engagements que peut assumer la Société. La loi oblige ensuite les Sociétés à publier annuellement le chiffre de leurs dettes et faute par elles de s'y conformer, au cas où l'actif aurait disparu, les actionnaires sont tenus solidairement pour le montant des dettes qui existaient au moment où les administrateurs ont négligé de faire la publication et jusqu'au moment où

elle est accomplie. Les Sociétés ne doivent pas contracter de dettes excédant les deux tiers de leur capital, mais cette limitation ne s'applique pas aux risques des compagnies d'assurances, aux dépôts dans les banques, aux Sociétés de prêts hypothécaires garanties par des biens d'une valeur double des actions.

La loi est muette au sujet du minimum de capital et de sa libération et au sujet du nombre d'administrateurs et de leur résidence.

Les Sociétés étrangères sont admises à exercer leur activité en Nebraska à condition de faire enregistrer leurs statuts certifiés au bureau du Secrétaire d'Etat et celui de l'Enregistrement du Comté où est établi leur principal établissement. Elles doivent désigner un représentant résidant audit siège, autorisé à recevoir tous actes judiciaires, ce sous peine d'une amende de mille dollars et de l'emprisonnement pour l'agent coupable de faire des opérations pour la Société sans avoir accompli les formalités légales.

Les droits d'enregistrement à la constitution varient de \$ 10 pour un capital de \$ 10.000 à 50 \$ pour un capital de \$ 100.000 et de 50 cents ensuite pour chaque tranche de \$ 1.000 en sus de \$ 100.000.

Les Sociétés paient les impôts sur leurs biens comme les individus.

Les Sociétés étrangères doivent adresser chaque année en juillet, un rapport signé sous serment par le Président donnant les noms des Administrateurs, le montant du capital, la valeur des actions, le montant du capital employé dans l'Etat, les biens qu'elles y possèdent et leur situation et les changements dans la Société depuis le

dernier rapport. Elles paient un droit annuel sur le montant de leur capital libéré correspondant à celui qui est imposé aux Sociétés locales.

ETAT DE NEVADA

La loi sur les Sociétés figure dans le Recueil des *Revised Laws of Nevada*, 1912, §§ 1105 et suiv.

Les Sociétés peuvent être constituées par trois personnes au moins qui doivent établir devant un officier ministériel un certificat contenant la dénomination sociale, le siège, l'objet de la société, le montant du capital qui ne peut être inférieur à deux mille dollars, le montant libéré qui doit être de mille dollars au moins, le nombre d'actions, la durée qui n'est pas limitée par la loi, le nom et l'adresse des souscripteurs originaires et l'étendue de la responsabilité des actionnaires au cas où la Société ne serait pas en mesure de payer ses dettes, la loi prévoyant le cas où des appels pourraient être faits même si les actions étaient entièrement libérées.

Le certificat doit être enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat.

Le Conseil d'Administration doit être composé de trois membres au moins, qui doivent être actionnaires, mais n'ont pas l'obligation de résider dans l'Etat.

Les Sociétés étrangères sont admises à exercer leur activité dans l'Etat en faisant enregistrer au bureau du Secrétaire d'Etat une copie dûment certifiée de leurs statuts. Elles doivent désigner un agent responsable qualifié pour recevoir les notifications et actes judiciaires. Au

cas où un agent ne serait pas désigné, les actes peuvent être valablement signifiés au bureau du Secrétaire d'Etat.

Les Sociétés étrangères peuvent posséder des immeubles sans restriction.

La taxe d'enregistrement des Sociétés est de dix cents par mille dollars de capital avec minimum de \$ 25.

ETAT DE NEW-HAMPSHIRE

Le régime des Sociétés a été remanié dans cet Etat par la loi du 28 mars 1919 dite « New-Hampshire Business law » qui forme le chapitre 92 des lois.

Un minimum de trois personnes est exigé pour la constitution d'une Société ; des règles spéciales sont imposées pour les Sociétés d'assurances, de banques, de chemins de fer, de cautionnement. Les organisateurs doivent établir sous serment, un acte contenant les articles d'association, la date de l'assemblée constitutive, le nom et l'adresse des administrateurs et directeurs, les détails au sujet du montant et des catégories d'actions à émettre, une déclaration au sujet de la valeur des apports s'il y en a, les fondateurs devant garantir qu'à leur connaissance cette valeur n'est pas inférieure au montant nominal des actions correspondantes. Le capital ne peut être inférieur à 1.000 \$ ni supérieure à 5 millions \$ et doit être entièrement libéré.

Le certificat d'organisation doit être soumis à l'approbation de l'Attorney general et ensuite enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat ; de même toute émission d'actions doit être soumise à l'approbation de l'Attorney general.

Les actions peuvent être émises sans valeur nominale

mais celles qui sont émises avec indication de valeur ne peuvent être inférieures à \$ 5, ni supérieures à \$ 500. L'émission ne peut être également inférieure à \$ 1.000.

Chaque Société doit désigner annuellement un agent (clerk) lequel est tenu de prêter serment de remplir ses fonctions fidèlement et doit être un habitant de l'Etat.

Les administrateurs sont personnellement responsables en cas de prêt de fonds sociaux, de distribution de dividendes ou de diminution de capital au cas où elle serait effectuée alors que l'actif ne serait pas suffisant pour couvrir les dettes.

En cas de cession de fonds, de fusion, de changement d'objet social, tout actionnaire ayant voté contre ces propositions peut, dans les trente jours où le vote y relatif est intervenu, demander que les actions soient rachetées par la Société à un prix à débattre. En cas de désaccord sur la fixation du prix, la décision est laissée à trois arbitres.

Les Sociétés sont tenues d'adresser chaque année, avant le 1^{er} mars, un rapport, sous serment, au Secrétaire d'Etat, contenant leur situation au 1^{er} janvier. Toute déclaration y contenue qui serait reconnue fausse, expose le coupable à une amende ne pouvant excéder \$ 5.000 et à un emprisonnement ne pouvant dépasser cinq ans.

Les droits de constitution varient de 10 \$ pour un capital inférieur ou égal à \$ 10.000, jusqu'à \$ 250 pour un capital d'un million de dollars. Au-dessus il est perçu \$ 10 pour chaque tranche de \$ 100.000 en sus ; les

actions sans indication de valeur sont calculées à \$ 50 pour l'enregistrement.

Les taxes pour les Sociétés ne diffèrent pas de celles des individus, mais il est perçu, au moment où les Sociétés adressent leur rapport annuel, une taxe égale au quart du montant payé à l'enregistrement au moment de la constitution à quoi s'ajoutent les taxes prélevées pour augmentation de capital. Cette taxe toutefois, ne peut être inférieure à \$ 5, ni supérieure à \$ 100. Les Sociétés n'ayant pas six mois d'existence au 1^{er} mars en sont exemptées.

ETAT DE NEW-JERSEY

La Loi sur les *Business Corporations* figure au Chap. 185 des lois de 1896 et est reproduite dans les *Compiled Statutes* 1910 et le Supplément de 1915.

Les Sociétés ne peuvent être constituées que par trois personnes au moins, lesquelles sont tenues d'établir un certificat contenant les indications essentielles et notamment le montant du capital autorisé qui ne peut être inférieur à \$ 2.000 et le montant du capital qui sera employé au début et qui ne peut être inférieure à \$ 1.000. Ce certificat doit être enregistré auprès du Secrétaire d'Etat, après avoir été déposé au bureau du greffier du Comté où se trouve le siège social.

Des dispositions particulières régissent les Sociétés s'occupant d'épargne, de construction et de prêts, d'assurances, de cautionnements, de chemins de fer et en général celles s'occupant de services d'utilité publique.

Les Administrateurs doivent être au nombre de trois au minimum. Ils doivent être choisis parmi les actionnaires et un d'entre eux doit être domicilié dans l'Etat. Ils sont élus d'année en année. Chaque Société doit avoir un Président, un trésorier et un secrétaire. Ce dernier doit prêter serment de remplir fidèlement ses fonctions et le trésorier est tenu de donner un cautionnement dont le montant est fixé par les statuts.

Les actionnaires ne sont pas tenus au-delà de leurs appels non libérés.

Les Sociétés étrangères désirant exercer leur activité dans l'Etat, doivent y établir un siège où le représentant de la Société pourra recevoir les actes judiciaires notifiés à la Société. Elles doivent faire enregistrer au bureau du Secrétaire d'Etat une copie conforme de leurs statuts certifiée par le Président et le Secrétaire.

Les Sociétés étrangères de banque, de trust, de dépôts, de cautionnements, de prêts et de constructions, sont tenues en dehors des formalités habituelles, de faire un dépôt de valeurs auprès des Banking Commissioners (commissaires pour les Banques) et dont le montant est fixé par ces derniers. Si d'après les rapports produits, ces Sociétés ont un capital effectif et sûr de \$ 100.000, les commissaires peuvent les autoriser à travailler dans l'Etat.

Chaque année, dans les trente jours suivant l'assemblée ordinaire, un rapport doit être adressé au Secrétaire d'Etat contenant les renseignements les plus importants au sujet de la Société sous peine d'une amende de \$ 200 en cas de contravention.

Les droits d'enregistrement à la constitution sont de

20 cents par \$ 1.000 de capital avec un minimum de \$ 25.

Les Sociétés étrangères sont taxées sur le capital qu'elles emploient dans l'Etat.

Les Sociétés sont astreintes à une taxe annuelle de licence qui est fixée à 1/10 % du capital émis jusqu'à 3 millions de \$; au-dessus de ce chiffre, et jusqu'à 5 millions de \$ 1/20 % du capital et ensuite à une somme fixe de 50 \$ pour tout montant supérieur et jusqu'à 1 million de dollars. Les sociétés qui émettent des actions sans détermination de valeur sont tenues de payer 3 cents par action jusqu'à 20.000 actions et ensuite 2 cents jusqu'à 30.000 actions, 1 cent jusqu'à 40.000, 5 mills jusqu'à 50.000 et 2 1/2 mills pour les actions excédant ce nombre. Ces taxes ne s'appliquent pas aux Sociétés à régime spécial qui paient en général à l'Etat une contribution sur leur revenu brut.

ETAT DE NEW-MEXICO

La *General Corporation Act* (loi sur les Sociétés) figure au Chap. 23 des *New Mexico Statutes* annotés 1915.

La loi de cet Etat est la reproduction presque complète de celle de l'Etat de New-Jersey.

Les différences ne portent que sur le capital autorisé qui ne peut être inférieur à \$ 3.000 et le capital initial qui ne peut être inférieur à \$ 2.000, la durée est limitée à 50 ans. Le certificat de constitution doit être adressé à la *State Corporation Commission* puis enregistré au bureau du *recorder* des Comités du siège social. Ensuite il doit, dans les trente jours, être publié deux fois de suite dans un journal du Comté où se trouve le siège social.

Les actionnaires ne sont pas responsables au-delà du montant non libéré de leurs actions à condition que cela figure dans l'acte d'incorporation et que mention en soit faite dans tous les certificats et documents officiels émanant de la Société.

Les droits de constitution sont de 10 cents par \$ 1.000 de capital autorisé avec minimum de \$ 25. La taxe annuelle de franchise est de \$ 10 par chaque \$ 100.000 de capital ou fraction.

ETAT DE NEW-YORK

Il existe dans cet Etat une loi générale concernant les Sociétés, dite General Corporation Law et des lois spéciales concernant les Sociétés commerciales, (*Business Corporation Law*) et les Sociétés par actions (*Stock Corporation Law*). La *General Corporation Law* forme le chap. 23 des *Consolidated Laws* (1909), la *Business Corporation Law* en forme le chap. 4 et la *Stock Corp. Law* forme le chap. 59 dudit Recueil.

Un minimum de trois fondateurs est exigé pour la constitution d'une Société, deux tiers au moins des promoteurs doivent être citoyens des Etats-Unis et l'un au moins doit être un résident de l'Etat de New-York. Ils sont tenus d'établir, de signer et d'attester un certificat qui doit être enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat et du greffier du Comté où l'on se propose d'établir le siège social. Les actions ne peuvent être d'un montant nominal inférieur à \$ 5, ni supérieur à \$ 100 et le capital initial ne peut être inférieur à \$ 500. La Société ne peut contracter d'obliga-

tions avant que le capital initial n'ait été libéré, soit en espèces, soit en apports. La moitié du capital autorisé doit être libéré dans le délai d'un an à dater de la délivrance du certificat d'incorporation, sinon la Société est déclarée dissoute. La loi oblige la Société dans les trente jours du versement du capital, à enregistrer une déclaration signée et attestée par la majorité des administrateurs.

Il existe des dispositions légales spéciales en ce qui concerne les Sociétés de banques, d'assurances, de prêts et de constructions.

Pour les Sociétés par actions, toute souscription au capital doit être accompagnée d'un versement de 10 % de la souscription.

Les administrateurs doivent être au nombre de trois au minimum.

Les Business Corporations peuvent être des Sociétés à responsabilité indéfinie rendant tous les actionnaires solidairement tenus des dettes sociales, si une disposition de ce genre figure dans l'acte d'incorporation; elles peuvent le devenir si elles obtiennent le consentement écrit de tous les actionnaires à cet effet et en enregistrant au bureau du Secrétaire d'Etat un certificat additionnel, mais la responsabilité solidaire des actionnaires existe en tous cas pour toutes dettes de la Société envers ses employés et préposés, si la Société ne satisfait pas à une décision de justice trente jours après notification.

Les Sociétés peuvent céder leur fonds, fusionner avec d'autres entreprises du même genre sur un vote des deux tiers des actionnaires, mais les dissidents peuvent exiger le rachat de leurs actions par la Société et en cas de

désaccord sur la valeur des titres, on a recours à des arbitres.

Les administrateurs doivent être des actionnaires et un quart au moins du Conseil doit être renouvelé chaque année.

Les Sociétés étrangères doivent enregistrer leurs statuts et obtenir du Secrétaire d'Etat l'autorisation de commencer leurs opérations après accomplissement des formalités légales dont l'une des plus importantes est la nomination d'un représentant domicilié au siège et qui a qualité pour recevoir les actes judiciaires.

Les droits de constitution sont de $1/20$ % sur le capital autorisé avec une taxe minima de 10 \$ et de 5 cents sur les actions sans désignation de valeur. Les Sociétés étrangères doivent payer un droit de $1/8$ % sur le montant du capital employé dans l'Etat la première année où elles commencent leurs opérations avec minimum de \$ 10 de droits.

Les Business Corporations paient une taxe de franchise de $4\frac{1}{2}$ % sur leur revenu total.

Les Sociétés sont tenues d'adresser un rapport au Secrétaire d'Etat en janvier et au plus tard le 1^{er} mai de chaque année pour les Sociétés exerçant leur activité en dehors de l'Etat.

Les Sociétés étrangères peuvent acquérir les immeubles nécessaires à leur activité sociale, mais elles ne peuvent posséder d'autres immeubles pendant plus de cinq ans.

ETAT DE NORTH CAROLINA

Il existe une loi sur les Sociétés en général s'appliquant à toute espèce de Sociétés. Une loi sur les Sociétés (Corporations) a été votée en 1901 qui se rapproche sensiblement de la loi de l'Etat de New-Jersey. Elle figure au Chap. 22 des *Consolidated Statutes* de 1919. La durée des Sociétés est de soixante ans, d'après la loi, mais elle peut être augmentée dans les statuts. En cas d'inaction pendant deux ans, la Société encourt la dissolution.

Il existe une « Corporate Commission » chargée de la surveillance des Corporations.

La loi est muette au sujet du capital à libérer au moment de la constitution. Les actionnaires ne sont pas tenus des dettes sociales à moins d'une stipulation expresse des statuts. Le Conseil d'administration doit être composé de trois membres au moins dont l'un doit être domicilié dans l'Etat.

Toutes les Sociétés doivent avoir un représentant ou agent autorisé à recevoir des actes judiciaires ; à défaut, les notifications sont faites valablement au bureau du Secrétaire d'Etat et les Sociétés en défaut encourrent le retrait de la licence ou l'abolition de leur charte.

Les Sociétés de chemins de fer, de navigation, de canaux, de télégraphes, téléphones, de banque, et de constructions sont soumises au contrôle de la « Corporation Commission ». De même, les Compagnies d'assurances ont des règles et une surveillance spéciales.

Les Sociétés étrangères sont tenues de faire enregistrer

une copie de leurs statuts et un résumé de leur situation générale au bureau du Secrétaire d'Etat. Elles doivent désigner un représentant qualifié pour recevoir les actes.

Elles ne peuvent posséder d'immeubles en dehors de ceux nécessaires à l'exercice de leur profession.

Les frais de constitution sont d'environ \$ 100, pour toute Société.

Les Sociétés sont tenues d'adresser un rapport annuel à la Corporation Commission dans le courant de mai et juin pour les Sociétés locales et en juillet pour les Sociétés étrangères.

Les banques d'Etat doivent payer une taxe de licence de \$ 1 par \$ 1.000 de capital. Les Sociétés d'assurances paient un droit de licence variant de 10 à 250 dollars.

ETAT DE NORTH DAKOTA

La loi sur les *Business Corporations* figure aux Chap. 12, 20 et 21 du Code Civil (*Compiled Laws of 1913*).

Les Sociétés (Corporations) peuvent être formées par trois personnes au moins qui établissent l'acte d'association. La loi n'impose pas un minimum de capital ni de versement.

Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins et de onze au plus, dont un au moins doit être domicilié dans l'Etat.

Les actionnaires sont responsables des dettes sociales jusqu'à concurrence du montant impayé de leurs actions. Le Conseil, une fois que le quart du capital autorisé a été libéré, ne peut faire de nouvel appel de fonds excédant

un dixième du capital, sauf dans des circonstances spéciales et aucun appel ne peut être effectué, tant qu'un appel précédent n'a pas été libéré entièrement, abstraction faite des actionnaires que l'on a dû poursuivre de ce chef. Les Sociétés de Chemins de fer et d'assurances ont un régime différent, les premières pouvant faire un appel de 10 % chaque mois et les autres pouvant procéder à des appels quand bon leur semble.

Les Sociétés étrangères sont tenues d'enregistrer une copie de leurs statuts au bureau du Secrétaire d'Etat et de donner à celui-ci un pouvoir pour lui permettre de recevoir toute notification d'acte judiciaire adressé à la Société. Les Sociétés d'assurances sont tenues d'accomplir ces formalités au bureau du Commissaire pour les assurances. Les Sociétés d'assurances étrangères doivent posséder un capital minimum de \$ 100.000 si c'est une Société par actions et de \$ 200.000 en assurances s'il s'agit d'une société d'assurances mutuelles.

Les droits de constitution sont de \$ 50, si le capital social ne dépasse pas \$ 50.000 avec un supplément de \$ 5 par \$ 10.000 ou fraction en sus.

Les biens des Sociétés sont taxés comme ceux des particuliers, mais il est prélevé une taxe spéciale sur les Sociétés qui est de 50 cents par \$ 1.000 du capital actions et obligations.

Le rapport annuel doit être adressé au Secrétaire d'Etat dans le courant de juillet.

ETAT D'OHIO

La Loi Générale sur les Sociétés par actions figure au Chap. 1^{er}, Division I, Titre IX, du *General Code of Ohio*, 1910.

Les Corporations dans cet Etat sont classées en Sociétés ayant un but pécuniaire et celles ayant un but philanthropique. Les premières sont constituées par cinq personnes au moins dont la majorité doivent être citoyens de l'Etat, lesquelles établissent les articles d'incorporation qu'ils doivent signer devant un officier ministériel. Ces Articles doivent être enregistrés ensuite au bureau du Secrétaire d'Etat. Un acompte de 10 % du montant de chaque action doit être payé au moment de la souscription et le solde peut être appelé selon les décisions du Conseil.

Les administrateurs sont choisis parmi les actionnaires. Ils doivent être cinq au minimum et quinze au plus. Ils sont renouvelés chaque année. La majorité des membres du Conseil doivent être citoyens de l'Etat.

Les Sociétés étrangères peuvent exercer leur activité à condition d'obtenir un certificat à cet effet du Secrétaire d'Etat. Elles doivent fournir des renseignements permettant à ce fonctionnaire de connaître la portion de leur capital qu'elles emploient dans ledit Etat. Elles doivent désigner un agent responsable chargé de recevoir les actes et avoir un domicile enregistré dans l'Etat.

Les droits de constitution s'élevaient à 1/10 % du capital autorisé avec minimum de \$ 10. Les Sociétés étrangères paient cette taxe sur le capital qu'elles emploient dans l'Etat.

Les Sociétés peuvent posséder les immeubles nécessaires à leur activité professionnelle.

ETAT D'OKLAHOMA

Le loi relative aux Corporations figuré au chap. 15 des *Revised Laws of Oklahoma*, 1910.

Les Sociétés peuvent être formées par trois personnes au moins dont un tiers doivent être domiciliées dans l'Etat. Les Sociétés d'assurances doivent avoir un minimum de sept fondateurs. Ils établissent des articles d'incorporation contenant le nom social, l'objet, la durée, le nombre d'administrateurs, le capital et sa division en actions. La loi ne dit rien au sujet du montant du capital et de sa libération. Dans les trente jours du dépôt de l'acte d'incorporation, les Sociétés sont tenues de compléter leurs statuts en établissant les by-laws.

Les actionnaires sont tenus des appels sur leurs titres, mais n'encourent aucune autre responsabilité, sauf dans les Sociétés de trusts où ils sont tenus envers les créanciers sociaux d'un montant égal à celui de leurs actions.

Il existe une Commission des Sociétés (Corporation Commission) et toute Société locale ou étrangère, est tenue de lui fournir des renseignements sur ses actionnaires, administrateurs et directeurs avec leur adresse et le nombre d'actions que chacun détient.

Les Sociétés d'assurances étrangères sont tenues de faire un dépôt de 100.000 \$ en valeurs ou autrement, avant de recevoir l'autorisation de faire des opérations dans l'Etat.

Toute Société étrangère est tenue de désigner un représentant, citoyen de l'Etat, chargé de recevoir les actes. Une taxe de licence de 1 dollar par \$ 1.000 de capital employé dans l'Etat est imposée aux Sociétés étrangères. Les droits à payer, à la constitution, pour les Sociétés locales sont de 1/10 % du capital autorisé avec minimum de \$ 3.

Les Sociétés étrangères sont tenues d'adresser une déclaration sous serment dans le courant de juillet, au Secrétaire d'Etat, indiquant le montant du capital employé par elles.

La Constitution de l'Etat empêche toute Société, en vue d'éviter les trusts, d'acquérir des actions d'une Société concurrente et au cas où une Société se trouve dans la nécessité de le faire, elle est tenue de céder ces actions dans un délai de douze mois à partir de l'acquisition.

La Constitution s'oppose à la création de Sociétés ayant pour objet l'acquisition ou le commerce de terrains ou d'immeubles non situés dans des villes et elles ne peuvent acquérir que les immeubles nécessaires à leurs opérations. Au cas où par suite d'hypothèques ou de procédures immobilières, elles deviendraient propriétaires d'immeubles, elles sont tenues de les céder dans un délai de sept ans.

ETAT D'OREGON

Les lois relatives aux Sociétés par actions figure au Recueil des *Oregon Laws* de 1920, pages 2723-2762 et dans les divers bulletins de lois de 1911, p. 144 — 1913, p. 469 — 1915, pp. 110, 111.

Les Sociétés sont constituées par trois personnes au minimum. S'il s'agit de sociétés de banque, les fondateurs doivent être citoyens des Etats-Unis et domiciliés dans l'Etat, les Sociétés d'assurances ne peuvent être fondées par moins de dix personnes dont la majorité doivent être domiciliées dans l'Etat.

Les fondateurs sont tenus de déposer, en triple exemplaire, des Articles d'Association au bureau du Secrétaire d'Etat, à la Commission des Corporations et au Greffe du Comité où la Société a son siège.

Le capital doit être souscrit pour moitié au moins, mais il n'est rien exigé au sujet de sa libération.

Les administrateurs doivent être choisis parmi les actionnaires et la majorité doit être domiciliée dans l'Etat. Ils sont élus chaque année, à moins que les statuts ne fixent à leur mandat une durée plus longue ne pouvant excéder trois ans, avec renouvellement du Conseil par tiers chaque année.

Les actionnaires sont tenus pour le montant non libéré de leurs actions. En cas de vente de titres non libérés, l'actionnaire est tenu de ce montant envers les créanciers de la Société qui existaient au moment de la cession. Exception est faite pour les Sociétés de banques dont les actionnaires sont tenus, en dehors des appels non libérés, d'un montant égal à la valeur au pair de leurs actions et ce, envers les déposants de la banque.

En cas d'inaction pendant six mois, les Sociétés sont dissoutes.

Les Sociétés étrangères qui veulent s'établir dans l'Etat, doivent désigner un citoyen dudit Etat et y domicilié, en

qualité d'agent responsable. Elles paient un droit initial de \$ 50.

Les droits de constitution des Sociétés sont de \$ 10 au minimum et s'élèvent graduellement jusqu'à \$ 75 pour \$ 1.000.000 de capital.

Il existe une taxe de licence annuelle pour les Sociétés locales qui varie de \$ 10 pour les Sociétés d'un capital de \$ 5.000 jusqu'à \$ 200 pour des Sociétés ayant un capital de 2 millions de dollars, mais les Sociétés étrangères sont tenues d'un droit fixe de \$ 200.

Les Sociétés ne peuvent acquérir d'immeubles en dehors de ceux nécessaires à leurs opérations.

Les Sociétés sont taxées comme les particuliers, mais les Sociétés d'assurances étrangères et les Sociétés de cautionnement quelles qu'elles soient, sont tenues de payer une taxe de 2 1/2 % sur le produit brut des primes encaissées dans l'Etat.

ETAT DE PENNSYLVANIE

La Loi sur les Sociétés a été votée le 29 avril 1874 et figure au Bulletin des Lois de l'Etat de 1874, p. 73.

La loi du 29 avril 1874 modifiée par une loi du 17 avril 1876 divise les Sociétés en deux classes : les Sociétés ne poursuivant pas de bénéfices, les Sociétés ayant un but lucratif. Celles-ci peuvent être formées par trois personnes au minimum dont une doit être un citoyen de l'Etat et y être domiciliée. L'acte constitutif (charter) doit être approuvé par le Gouverneur de l'Etat. Le capital doit être libéré de 10 %. La durée peut être indéfinie. Le

Conseil doit être composé de trois administrateurs au moins, dont le tiers doit résider en Pensylvanie.

Les actionnaires ne sont pas tenus au-delà du montant non libéré de leurs actions, sauf pour les salaires dus à des collaborateurs de la Société.

Les Sociétés ne peuvent posséder d'immeubles au-delà des besoins légitimes de leurs opérations.

Les Sociétés étrangères sont tenues d'accréditer auprès du Secrétaire d'Etat un agent responsable à qui les actes judiciaires peuvent être valablement signifiés. Elles doivent fournir tous renseignements au sujet de leur situation et notamment leur capital total et celui qu'elles emploient dans l'Etat.

Il est perçu un droit de $1/2$ % à la constitution et les Sociétés étrangères le paient sur le capital employé dans l'Etat.

En vue de la perception des taxes, les Sociétés sont tenues d'adresser chaque année à l'Auditor General de l'Etat avant le 28 février, un état sous serment contenant les indications exigées. Les Sociétés sont taxées sur la base de cinq mills par \$ de l'actif social. Un régime spécial est appliqué aux Sociétés d'assurances, de banques, de transports et d'entreprises d'utilité publique.

ETAT DE SOUTH CAROLINA

(Caroline du Sud)

Les dispositions légales relatives aux Sociétés figurent aux Chap. 46 et 47, Art. I du C. Civil de 1912.

Une Corporation peut être formée par deux personnes ou plus qui doivent publier avis leur intention au moins trois jours avant le dépôt au bureau du Secrétaire d'Etat d'une déclaration écrite signée par ces personnes. Cette déclaration doit contenir le nom et l'adresse des déclarants, la dénomination de la Société, son siège, son objet, le capital et sa division en actions. Le capital doit être souscrit pour la moitié par des souscripteurs de bonne foi. Le paiement de 20 % au moins du capital numéraire est exigé ou un apport d'une valeur équivalente doit être effectué.

Le Secrétaire d'Etat délivre ensuite une copie certifiée de la déclaration, ce qui constitue la charte de la Société qui doit être ensuite enregistrée au greffe du Tribunal du siège.

La durée des Sociétés n'est pas limitée par la loi, mais toute Société qui serait restée dans l'inaction pendant cinq ans est réputée dissoute.

Les actionnaires ne sont responsables que du montant non libéré de leurs actions, sauf dans les Sociétés de banques où ils sont tenus envers les déposants d'un montant égal à la valeur au pair des titres détenus par eux (art. 9, § 18 de la Constitution de 1895).

Les Sociétés étrangères qui veulent s'établir dans l'Etat sont tenues, dans les soixante jours du commencement de leurs opérations, de déposer au bureau du Secrétaire d'Etat une copie de leurs statuts et une déclaration mentionnant leur siège dans l'Etat où toute notification légale pourra être faite.

Les Sociétés d'assurances étrangères doivent faire un

dépôt de \$ 10.000 au Trésor de l'Etat à moins qu'elles ne puissent fournir la preuve d'un dépôt de \$ 100.000 dans un autre Etat de l'Union.

Les droits de constitution sont de 1 mill par dollar de capital autorisé jusqu'à 100.000 \$, un 1/2 mill par dollar de capital autorisé de \$ 100.000 à 1 million \$ et 1/4 de mill par dollar pour toute somme dépassant un capital de 1 million de \$, ces droits sont payables en cas de renouvellement de charte.

Les Sociétés paient une taxe annuelle de licence de un mill par dollar de capital libéré avec minimum de 5 \$. Les Sociétés de transports, de télégraphes, de navigation, d'éclairage public paient trois mill par dollar de revenu brut. Les Sociétés étrangères paient une taxe de un mill par an par dollar sur la valeur des biens que la Société possède dans l'Etat, ces taxes doivent être payées chaque année avant le 1^{er} avril.

Les Sociétés étrangères ne peuvent posséder plus de cinq cents acres de terrain et si elles deviennent propriétaires d'une plus grande étendue à la suite de poursuites hypothécaires ou de vente judiciaire elles sont tenues de s'en défaire dans les cinq ans de la date d'acquisition (Loi 1912, vol. 1, § 2689).

ETAT DE SOUTH DAKOTA

(Dakota du Sud)

Les dispositions légales relatives aux Corporations figurent au *Revised Code* de 1909, §§ 258 et suiv., 8758 et suiv.

Les Corporations peuvent être formées par trois personnes ou davantage dont l'une doit être domiciliée dans l'Etat et qui doivent établir l'acte de constitution à déposer au bureau du Secrétaire d'Etat. La loi ne dit rien du capital social ni de sa libération, la durée peut être illimitée.

Le Conseil d'Administration doit être composé de trois membres au moins et douze au plus et l'un des administrateurs au moins doit être domicilié dans l'Etat.

Les actionnaires sont tenus jusqu'à concurrence du montant non libéré de leurs actions, mais les actionnaires de Sociétés bancaires sont tenus envers les créanciers de la Société pour un montant égal à la valeur au pair des actions que ces actionnaires détiennent.

Les frais de constitution varient de 10 à 300 \$ d'après le capital social.

Les Sociétés étrangères sont tenues de faire enregistrer une copie de leurs statuts au bureau du Secrétaire d'Etat et de payer un droit fixe de 25 \$ plus un dollar par 1.000 \$ en sus d'un capital de \$ 25.000 employé dans l'Etat. Un rapport annuel doit être déposé au bureau du Secrétaire d'Etat en janvier.

Les Sociétés sont taxées comme les particuliers même les Sociétés étrangères. Il n'y a aucune restriction au sujet de la possession d'immeubles par les Sociétés.

ETAT DE TENNESSEE

Les lois sur les Sociétés sont nombreuses mais la principale figure au Recueil des Lois pour 1875, chap. 142.

Aux termes de la loi du 19 mars 1875 sur les Sociétés, les Corporations doivent être constituées par cinq personnes au moins qui sont tenues de souscrire un certificat accompagnant une demande de charte d'incorporation. Le certificat doit être attesté par les fondateurs devant le greffier de la Cour du Comté qui en délivre certificat à son tour. Le tout doit être enregistré au bureau de l'Enregistrement du siège social. Une autre formalité semblable est imposée ensuite au bureau du Secrétaire d'Etat qui appose sur les certificats le sceau de l'Etat, il sanctionne ainsi la constitution de la Société.

La loi impose aux Corporations un capital minimum de \$ 1.000 mais est muette sur les versements à effectuer.

Les Sociétés étrangères qui désirent exercer leur activité dans l'Etat sont tenues de déposer une copie conforme de leurs statuts au bureau du Secrétaire d'Etat ainsi que dans chacun des Comtés où elles entendent établir des succursales.

Les Sociétés locales paient un droit de constitution de 10 \$ et un droit de privilège de 1/10 % sur le capital autorisé. Les Sociétés étrangères admises à faire leurs opérations dans l'Etat paient une taxe qui varie de 50 \$ pour les Sociétés ayant un capital de \$ 50.000 jusqu'à \$ 1.500 pour les Sociétés dont le capital dépasse 5 millions de dollars.

ETAT DU TEXAS

La loi sur les Sociétés figure au Titre 25 des *Revised Civil Statutes* de 1911, Art. 1119 et suiv.

Les Corporations sont constituées par trois personnes au moins dont deux au moins doivent être des citoyens de l'Etat. Les fondateurs sont tenus d'établir un acte (charter) contenant la dénomination sociale, l'objet, le siège et les autres endroits où la Société compte exercer son activité, la durée qui ne peut excéder cinquante ans, le nombre d'administrateurs qui ne peut être inférieur à 3 ni dépasser 21, le montant du capital et sa division en actions. Le capital doit être souscrit en entier et la moitié doit être libérée à la souscription.

Les promoteurs sont tenus de fournir une déclaration sous serment indiquant le nom, l'adresse de chaque souscripteur, le montant souscrit et payé par chacun d'eux et le détail de tous les apports et avantages accordés aux apporteurs payés en actions.

Les 50 % restants du capital doivent être libérés dans les deux ans de la constitution de la Société sous peine de retrait de l'autorisation du Secrétaire d'Etat.

Les administrateurs sont élus pour une année seulement. Ils ne sont pas tenus d'être actionnaires, ni citoyens de l'Etat sauf pour les Compagnies de chemins de fer.

Les Sociétés ne peuvent posséder plus d'immeubles que n'en nécessitent leurs affaires. Elles doivent se défaire dans les quinze ans de leur acquisition de ceux qu'elles possèderaient en surplus.

Les Sociétés étrangères sont tenues d'enregistrer, au bureau du Secrétaire d'Etat une copie certifiée de leurs statuts. Elles doivent établir qu'au moins 100.000 \$ ont été versés sur leur capital ou qu'au moins 50 % du capital ont été souscrits et 10 % versés. Ces Sociétés sont égale-

ment tenues de fournir un affidavit établissant qu'elles ne font pas partie de trusts d'accaparement.

Le Secrétaire d'Etat, après l'accomplissement de ces formalités, délivre une autorisation de faire le commerce qui ne peut excéder dix ans.

Les droits de constitution sont de \$ 50 jusqu'à \$ 100.000 de capital puis un supplément de \$ 10 par chaque \$ 10.000 de capital en sus avec un maximum de \$ 2.500. Les Sociétés de chemins de fer, télégraphiques paient un droit minimum de 200 \$ et de 50 cents pour chaque 1.000 \$ de capital en sus de 100.000 \$.

Il est dû un droit de franchise annuel qui est de 50 cents par \$ 1.000 de capital jusqu'à 1.000.000 de \$ puis 25 cents pour chaque \$ 1.000 ou fraction de surplus avec minimum de \$ 25.

Les Sociétés sont tenues d'adresser au Secrétaire d'Etat un rapport sur leur situation entre le 1^{er} janvier et le 15 mars de chaque année.

ETAT D'UTAH

Les lois sur les Sociétés figurent au Titre 19 des *Compiled Laws of Utah*, 1917.

La loi exige la présence de cinq fondateurs au moins dont l'un doit être domicilié dans l'Etat et qui sont tenus de signer l'acte de société, lequel doit être attesté sous serment par trois d'entre eux au moins devant le greffier du Comté ou un notaire public du siège social.

Cet acte doit contenir la dénomination sociale, le siège, l'objet, la durée qui ne peut être inférieure à trois ans

ni supérieure à cent ans, le capital, sa division en actions et le montant souscrit par chaque actionnaire, le nombre d'administrateurs, etc...

Les souscripteurs doivent verser 10 % du montant des actions souscrites et si des apports sont rémunérés en actions une déclaration sous serment doit être faite au sujet de la valeur de ces apports.

Les administrateurs, avant d'entrer en fonctions, sont tenus de prêter serment qu'ils accompliront leurs fonctions de leur mieux et qu'ils ne favoriseront aucun acte frauduleux de nature à nuire aux actionnaires, aux créanciers de la Société ou au public. Les administrateurs doivent être actionnaires ; l'un d'entre eux au moins doit être domicilié dans l'Etat.

Les actionnaires qui détiennent des actions entièrement libérées n'encourent aucune responsabilité à moins que les statuts n'en décident autrement. Dans ce cas, il peut être fait des appels même sur les titres libérés. Toutefois, les actions peuvent alors être vendues à défaut de faire face à ces appels et les actionnaires ne sont plus tenus personnellement.

Les Sociétés étrangères qui désirent s'établir dans l'Etat sont tenues, avant de commencer leurs opérations, de faire enregistrer leurs statuts au bureau du greffier du Comté où elles comptent fixer leur principal établissement ainsi qu'une déclaration par laquelle elles acceptent de se soumettre aux lois de l'Etat. Elles doivent également désigner un Agent domicilié dans le Comté du siège, qualifié pour recevoir les actes judiciaires. Dans les dix jours de l'accomplissement de ces formalités, des

copies des documents constitutifs certifiées conformes par le greffier du Comté doivent être enregistrées au bureau du Secrétaire d'Etat.

Les Sociétés ne peuvent posséder d'immeubles en dehors de ceux qui sont nécessaires à leurs opérations, exception est faite pour les Sociétés de mines.

Un droit d'incorporation de 25 cents par \$ 1.000 de capital est perçu par le Secrétaire d'Etat sur le capital de toute Société locale ou étrangère.

Les Sociétés, sauf les Compagnies d'assurances et les Sociétés d'irrigation, paient un droit de licence annuel qui varie de 5 \$ pour les Sociétés ayant un capital inférieur à \$ 10.000 jusqu'à \$ 250 pour un capital de \$ 4.000.000. Ce droit doit être payé au plus tard le 15 novembre de chaque année.

ETAT DE VERMONT

Les lois sur les *Business Corporations* figurent au Chap. 210 des General Laws de 1917 (par. 4894 à 4974).

Les Sociétés ne peuvent être formées par moins de trois personnes et leur objet doit être licite. En cas de doute à ce sujet, le secrétaire d'Etat est tenu d'en référer à l'Attorney General.

La moitié du capital doit être libéré avant qu'une Société ne puisse s'engager envers des tiers. Les actionnaires ne sont pas tenus au-delà du montant libéré de leurs actions.

Le Conseil d'Administration doit être composé de trois membres au moins dont deux doivent être domiciliés dans l'Etat.

Les droits de constitution sont de \$ 10 si le capital social est inférieur à \$ 5.000 ; de \$ 25 jusqu'à 10.000 \$; de \$ 50 jusqu'à \$ 50.000 et ainsi de suite jusqu'à \$ 500 pour un capital de deux millions de dollars, ensuite il est perçu \$ 200 pour chaque million de dollars de capital en sus de 2 millions \$.

Les taxes sont perçues sur les revenus de certaines Sociétés : 1 1/4 % pour les chemins de fer ; 2 % sur les primes des compagnies d'assurances ; 1/10 % sur les dépôts des caisses d'épargne. Pour les autres Sociétés il est perçu un droit de licence de 10 \$, si le capital est égal ou inférieur à \$ 50.000 et de \$ 5 ensuite sur chaque tranche de \$ 50.000 en sus avec un maximum de \$ 100 par contribuable.

Les taxes et les rapports des Sociétés au fisc doivent parvenir à l'Administration durant le mois de février.

ETAT DE VIRGINIA

Les lois sur les Sociétés figurent au Code de Virginia (1920) Chap. 147 et suiv.

Les Sociétés peuvent être formées par trois personnes au moins qui établissent un certificat contenant les mentions essentielles. Ce certificat est présenté au juge de la Cour de Circuit qui, après examen, doit certifier, si, à son avis, les prescriptions de la loi ont été observées ou non. Le tout, avec le montant des droits de constitution, doit être adressé au Secrétaire d'Etat qui le communique à la Commission des Sociétés (Corporation Commission). Celle-ci peut accorder ou non la charte habi-

litant la Société à commencer ses opérations. Si elle accorde la charte, le Secrétaire d'Etat enregistre cette décision qui est communiquée ensuite au greffier de la « Corporation Commission ». La Société peut fonctionner une fois que l'enregistrement est effectué auprès du Secrétaire d'Etat.

Les actionnaires ne sont pas tenus au-delà du montant non libéré de leurs titres.

Le Conseil d'Administration doit être composé de trois membres au moins. Si aucun d'entre eux ne réside dans l'Etat, un représentant statutaire, domicilié dans l'Etat, doit être désigné, ayant qualité pour recevoir les actes et notifications.

Les Sociétés étrangères qui veulent exercer leur activité dans l'Etat sont tenues de fournir à la « Corporation Commission » une déclaration par laquelle elles autorisent le Secrétaire d'Etat à recevoir les actes judiciaires adressés à la Société étrangère. Une copie des statuts de chaque Société doit être déposée à la Commission des Corporations qui délivre ensuite à ces Sociétés une autorisation pour commencer les opérations.

Les Corporations paient sur leur revenu une taxe annuelle de 1 % jusqu'à 3.000 \$ et 2 % sur toute somme en surplus. Elles paient en outre une taxe de franchise qui varie de 10 \$ si le capital social est inférieur à 25.000 \$ jusqu'à 200 \$ s'il dépasse deux millions de \$.

ETAT DE WASHINGTON

Les lois sur les Sociétés ont été insérées dans le Code de Washington annoté par Remington Ballinger, §§ 3677 et suiv.

Les Corporations peuvent être formées par deux personnes ou plus qui établissent des articles d'association en trois exemplaires dont l'un est enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat, l'autre au bureau du Contrôleur (auditor) du Comté où le siège social doit être fixé et le troisième est gardé par les fondateurs. Les « articles » doivent contenir la dénomination sociale, l'objet, le montant du capital autorisé, la durée (qui ne peut excéder cinquante ans, sauf pour les Sociétés d'assurances) le nombre d'actions, d'administrateurs, la durée de leurs fonctions (qui ne peut être moindre de deux mois ni supérieure à six mois).

Le Conseil d'administration doit être composé de deux membres au moins dont l'un doit être domicilié dans l'Etat et dont la majorité doivent être citoyens des Etats-Unis. Avant d'entrer en fonctions, ils sont tenus de prêter serment de fidèlement accomplir leur mandat.

Les actionnaires ne sont pas tenus en général au-delà du montant non libéré de leurs actions, sauf dans les Sociétés de banques et d'assurances où ils sont tenus des dettes sociales pour un montant égal à la valeur au pair des actions qu'ils détiennent.

Les Sociétés étrangères désireuses de s'établir dans l'Etat doivent déposer au bureau du Secrétaire d'Etat une copie

certifiée conforme de leurs statuts et faire enregistrer le nom et l'adresse d'un représentant domicilié au siège de la Société et ayant qualité pour recevoir tout acte de procédure.

Les Sociétés étrangères ne peuvent se livrer, ni au commerce d'immeubles, ni à l'exploitation d'établissements d'épargne et de prêts, ni posséder d'immeubles, excepté les Sociétés de mines.

Il est perçu une taxe fixe de vingt-cinq dollars à la constitution de chaque Société et une taxe annuelle de quinze dollars dite taxe de licence.

ETAT DE WEST VIRGINIA

Les lois sur les Business Corporations figurent au chap. 54 du Code of West Virginia.

Les lois de l'Etat de West Virginia exigent la présence de cinq souscripteurs fondateurs au moins qui sont tenus de signer et attester le certificat constitutif et l'enregistrer au bureau du Secrétaire d'Etat avec une déclaration sous serment, faite par deux souscripteurs au moins, que 10 % au minimum du capital souscrit ont été payés.

Les statuts peuvent indiquer le nombre d'administrateurs qui doivent former le Conseil, mais à défaut d'indication, la loi prévoit que ce nombre sera de cinq, qu'ils doivent être actionnaires de la Société et domiciliés dans l'Etat. La durée de leurs fonctions peut être fixée par les statuts, mais s'ils sont muets sur ce point, la durée de ces fonctions ne peut être inférieure à un an, ni dépasser

trois ans. On peut élire plusieurs catégories d'administrateurs avec des durées de fonctions différentes.

Les actionnaires ne sont pas tenus au-delà des appels impayés sur leurs actions, sauf dans les Sociétés de banques où ils sont responsables envers les créanciers sociaux d'un montant égal à la valeur au pair des actions qu'ils détiennent.

Les Sociétés étrangères à l'Etat peuvent s'y établir à condition de déposer au bureau du Secrétaire d'Etat une copie certifiée de leur charte et de leurs statuts et d'enregistrer ces documents au greffe du Tribunal du Comté où la Société compte fixer sa succursale. Le Secrétaire d'Etat délivre un certificat autorisant la Société étrangère à travailler dans l'Etat. Elles peuvent posséder des biens même immeubles.

Les Sociétés paient un droit fixe d'incorporation qui est de \$ 10. Elles paient un droit annuel de licence qui varie de \$ 20 pour les Sociétés ayant un capital de \$ 5.000 ou moins, à \$ 340 pour un capital de 1 million de dollars, ensuite il est perçu 15 cents par \$ 1.000 de surplus. Les Sociétés étrangères paient ce droit sur les biens qu'elles possèdent dans l'Etat avec un supplément de 50 % et un minimum de \$ 150.

Les Sociétés sont tenues d'adresser un rapport sous serment au Contrôleur général de l'Etat, dans le courant du mois d'avril de chaque année, avec tous les détails permettant la fixation des taxes et impôts.

ETAT DE WISCONSIN

Les lois relatives aux Corporations figurent dans les *Wisconsin Statutes* 1917, Chap. 85 et 86.

Les Corporations ne peuvent être constituées que par des citoyens de l'Etat au nombre de trois au minimum qui établissent la déclaration de constitution qui doit contenir : le nom, le siège, le capital, le nombre d'actions et leur valeur, la composition du Conseil d'Administration. Cette déclaration doit être signée et attestée par les fondateurs qui la déposent au bureau du Secrétaire d'Etat lequel délivre un certificat qui doit être enregistré au bureau d'enregistrement du Comté du siège social. Il peut être prévu diverses catégories d'actions et même des actions sans indication de valeur.

Avant de pouvoir commencer des opérations avec des tiers, la moitié du capital doit avoir été souscrite et au moins le 20 % versé.

Les administrateurs doivent être actionnaires, mais la résidence dans l'Etat n'est pas exigée.

Les actionnaires ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant impayé de leurs actions, sauf pour les Sociétés de banque où les actionnaires sont responsables des dettes sociales pour un montant égal à la valeur de leurs actions. Il y a aussi, en cas d'insuffisance de fonds de la Société, une responsabilité des actionnaires, à l'égard des employés de la Société.

Aucune émission ni mise en vente d'actions ne peut

être faite sans autorisation de la Railroad Commission sous peine d'une amende de \$ 10.000 au maximum et d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Les Sociétés étrangères sont admises à exercer leur activité dans l'Etat de Wisconsin, à condition de déposer au bureau du Secrétaire d'Etat une copie certifiée de leurs statuts et une déclaration sous la foi du serment contenant désignation du Secrétaire d'Etat comme représentant de la Société pour la notification d'actes judiciaires.

Les droits perçus à la constitution sont de \$ 25 pour les Sociétés ayant un capital inférieur à \$ 25.000 et pour chaque \$ 1.000 de capital en sus, il est perçu un dollar. Les Sociétés étrangères paient le même droit sur le capital employé par elles dans l'Etat.

Les Sociétés paient un droit de licence basé sur leur revenu brut, le droit varie selon l'importance des revenus et la nature des opérations de chaque Société.

Le rapport annuel sur la situation sociale doit être adressé au Secrétaire d'Etat dans les trois premiers mois de l'année.

ETAT DE WYOMING

La *General Corporation Law* de l'Etat figure dans les *Wyoming Compiled Statutes 1910*, §§ 3966 et suiv.

Les Corporations peuvent être formées par trois personnes au moins qui établissent, signent et attestent devant

un officier ministériel, deux exemplaires du certificat d'association, lequel doit contenir les indications essentielles sur le nom social, l'objet, le capital, la durée qui ne peut dépasser cinquante ans, la composition du Conseil, etc... Ces certificats sont enregistrés au bureau du Secrétaire d'Etat et du greffier de chaque Comté où la Société a son siège et où elle compte établir des succursales. La loi n'impose aucune restriction en ce qui concerne le capital et sa libération.

Dans les trente jours suivant l'incorporation, les Sociétés sont tenues de faire des publications légales dans un journal de l'Etat.

Les administrateurs doivent être actionnaires et être au nombre de trois au moins et neuf au plus.

Toute société doit désigner un agent autorisé à recevoir les actes judiciaires. Cette formalité est très importante, car son omission pourrait entraîner la dissolution de la Société.

Les Sociétés étrangères désireuses d'exercer leur activité dans l'Etat sont tenues de déposer une copie conforme de leurs statuts au bureau du Secrétaire d'Etat et de désigner un représentant responsable.

Les droits perçus à la constitution sont de \$ 10 pour un capital non supérieur à \$ 10.000 ; de \$ 15 pour un capital compris en 10.000 et 25.000 \$, de \$ 20 pour un capital de 25.001 à 50.000 \$, de \$ 25 pour un capital de 50.000 à 100.000 \$; ensuite de 20 cents pour chaque tranche de \$ 1.000 en sus.

Les Sociétés sont taxées sur leurs biens comme les particuliers, mais certaines sociétés comme celles de chemins

de fer, de téléphones, télégraphes, compagnies d'assurances, paient une taxe sur leurs recettes.

Le Président, Albert WAHL. Le Doyen, H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
A. APPELL.

TABLE DES MATIERES

Avant-Propos	5
Bibliographie	9

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I^{er}

Des Corporations en général et de leur origine. — Ce que l'on entend par le terme de Corporations. — Des Business Corporations.....	11
---	----

CHAPITRE II

De la Constitution des Corporations.....	14
--	----

SECTION I

Comment on constitue les Sociétés et en vertu de quels pouvoirs	14
Des fondateurs ou promoteurs et des conditions qu'ils doivent remplir. De leur nombre.....	16
Des formalités de constitution. Des statuts : Articles d'Association et By-laws	19

SECTION II

Des By-laws (règlements statutaires).....	21
---	----

CHAPITRE III

Enonciation des Articles d'Association.....	25
---	----

SECTION I

De la Dénomination sociale	25
Du sceau de la Corporation	27
Du siège social	29
De l'objet social et des diverses catégories de Corporations. De l'objet illicite, de l'objet unique et de la prohibition des objets multiples pour une même société	32
De la durée des Sociétés.....	39

SECTION II

Du Capital Social. Distinction entre les termes Capital et Capital Stock	41
Capital actuel. — Capital autorisé. — Treasury stock	43
Des diverses catégories d'actions	45
Des actions d'apport	45
De la souscription et de la libération du capital. — Lois des différents Etats	50

SECTION III

De l'augmentation et de la réduction du capital.....	55
Des droits de préférence aux anciens souscripteurs.....	57

CHAPITRE IV

SECTION I

Du transfert des actions	59
--------------------------------	----

a) Transfert en propriété.....	59
b) Transfert en garantie.....	64

SECTION II

Des obligations des souscripteurs et des actionnaires.	
— De la déchéance des actionnaires en retard. —	
Des appels supplémentaires sur actions entièrement libérées	66

SECTION III

Des dividendes. — De leur déclaration. — Du paiement des dividendes. — Des Stocks dividendes. — Effets de la déclaration de dividende. — A qui appartiennent les dividendes	72
---	----

CHAPITRE V

SECTION I

Du Conseil d'Administration. — Du nombre d'administrateurs. — Durée de leurs fonctions. — De leur révocation. — Désignation du bureau et pouvoirs de ses membres. — Du Président, du Vice-Président, du Secrétaire, du Trésorier, Administrateur-Délégué	83
--	----

SECTION II

Nature des fonctions et responsabilité des administrateurs	89
--	----

CHAPITRE VI

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

SECTION I

Lieu de réunion. — Convocation.....	95
-------------------------------------	----

SECTION II

De la Présidence des Assemblées. — Du quorum. —	
Du Vote	97
Du vote par procuration	100
Du contrôle des Assemblées. — Des inspecteurs	
d'élection	102
Des Voting Trusts.....	102

CHAPITRE VII

DES EMPRUNTS ET DES OBLIGATIONS

SECTION I

De la faculté d'emprunter et des limites à cette faculté	104
--	-----

SECTION II

Des obligations. — Des espèces de Bonds, de leur	
émission	107

SECTION III

Des emprunts hypothécaires	110
Des Trustées: — Comité de trustees.....	111

SECTION IV

Amortissement des obligations	113
-------------------------------------	-----

CHAPITRE VIII DES ACTIONNAIRES

SECTION I

Du droit des actionnaires d'examiner les livres et documents sociaux	116
--	-----

SECTION II

Des recours des actionnaires contre la Société ou les tiers en réparation de préjudice. Action individuelle. Action sociale	119
---	-----

CHAPITRE IX

DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION DES CORPORATIONS

Dissolution <i>de facto</i> et <i>de jure</i>	123
---	-----

SECTION I

De la mise en liquidation volontaire	123
--	-----

SECTION II

De la dissolution forcée	125
--------------------------------	-----

SECTION III

De la procédure devant les tribunaux	127
--	-----

DEUXIEME PARTIE

IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DES CORPORATIONS

SECTION I

Renseignements statistiques sur le nombre, les catégories et le capital des Corporations	131
--	-----

SECTION II

La lutte contre le Trust et les monopoles	138
La loi Sherman et ses applications	138

TROISIEME PARTIE

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES sur la constitution, le fonctionnement, les taxes des Corporations et des Sociétés étrangères dans chacun des Etats de l'Union.	153
--	-----

Etat d'Alabama	153
Etat d'Arizona	155
Etat d'Arkansas	157
Etat de Californie	158
Etat de Colorado	160
Etat de Connecticut	163
Etat de Delaware	165
Etat de Columbia	168
Etat de Floride	170
Etat de Géorgie	172
Etat d'Idaho	173
Etat d'Illinois	175
Etat d'Indiana	178
Etat d'Iowa	180

Etat de Kansas	181
Etat de Kentucky	183
Etat de Louisiane	185
Etat de Maine	187
Etat de Maryland	188
Etat de Massachusetts	189
Etat de Michigan	192
Etat de Minnesota	193
Etat de Mississippi	195
Etat de Missouri	196
Etat de Montana	198
Etat de Nebraska	200
Etat de Nevada	202
Etat de New-Hampshire	203
Etat de New-Jersey	205
Etat de New-Mexico	207
Etat de New-York	208
Etat de North Carolina	211
Etat de North Dakota	212
Etat d'Ohio	214
Etat d'Oklahoma	215
Etat d'Oregon	216
Etat de Pensylvanie	218
Etat de South Carolina	219
Etat de South Dakota	221
Etat de Tennessee	222
Etat de Texas	223
Etat d'Utah	225
Etat de Vermont	227
Etat de Virginia	228

Etat de Washington	230
Etat de West Virginia	231
Etat de Wisconsin	233
Etat de Wyoming.....	234

